

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2019

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

URA EAU POTABLE



Sommaire

1 Synthèse de l'année	5
1.1 L'essentiel de l'année	7
1.2 Les chiffres clés.....	12
1.3 Les indicateurs de performance	13
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007.....	14
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL.....	15
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E.....	15
1.4 Les indicateurs spécifiques du contrat	16
1.5 Les évolutions réglementaires	17
1.6 Les perspectives	19
2 Présentation du service	25
2.1 Le contrat	27
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat	28
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat	28
2.2.2 La gestion de crise.....	34
2.2.3 La relation clientèle.....	35
2.3 L'inventaire du patrimoine	37
2.3.1 Le système d'eau potable	37
2.3.2 Les biens de retour	37
3 Qualité du service.....	55
3.1 Le bilan hydraulique	57
3.1.1 Les volumes prélevés	57
3.1.2 Les volumes d'eau potable produits.....	57
3.1.3 Les volumes d'eau potable importés et exportés.....	59
3.1.4 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement.....	62
3.1.5 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement.....	64
3.1.6 La performance réseau calculée sur une période de relèvement (décret 2 mai 2007).....	64
3.1.7 L'ILC et rendement grenelle 2.....	66
3.1.8 Les volumes de pointes	67
3.2 La qualité de l'eau	69
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau.....	69
3.2.2 Le plan vigipirate	69
3.2.3 La ressource.....	70
3.2.4 La production.....	70
3.2.5 La distribution.....	71
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007.....	73
3.3 Le bilan d'exploitation.....	75
3.3.1 La consommation électrique	75
3.3.2 La consommation de produits de traitement.....	76
3.3.3 Les contrôles réglementaires.....	76
3.3.4 Le nettoyage des réservoirs.....	77
3.3.5 Les autres interventions sur les installations	78
3.3.6 Les interventions sur le réseau de distribution	82
3.3.7 La recherche des fuites.....	83
3.3.8 Les interventions en astreinte	85
3.4 Le bilan clientèle.....	86
3.4.1 ODYSSEE : notre nouveau système d'information Clientèle	86
3.4.2 Le nombre de clients	86
3.4.3 Le nombre d'abonnements	87
3.4.4 Les volumes vendus	90
3.4.5 Les volumes vendus aux gros consommateurs.....	93
3.4.6 La typologie des contacts clients	93
3.4.7 Les principaux motifs de dossiers clients	94
3.4.8 L'activité de gestion clients	96
3.4.9 L'encaissement et le recouvrement.....	96

3.4.10	Le fonds de solidarité.....	97
3.4.11	Les dégrèvements	98
3.4.12	La mesure de la satisfaction client	98
3.4.13	Le prix du service de l'eau potable.....	102

4 | Comptes de la délégation 109

4.1	Le CARE.....	111
4.1.1	Le CARE	111
4.1.2	Le détail des produits.....	113
4.1.3	La présentation des méthodes d'élaboration.....	113
4.2	Les reversements.....	122
4.2.1	Les reversements à la collectivité	122
4.2.2	Les reversements de T.V.A.....	122
4.3	La situation des biens et des immobilisations	123
4.3.1	La situation sur les installations	123
4.3.2	La situation sur les compteurs	124
4.4	Les investissements contractuels	126
4.4.1	Le renouvellement	126
4.4.2	Les travaux neufs du domaine concédé.....	129

5 | Votre délégataire 131

5.1	Notre organisation	133
5.1.1	La Région.....	133
5.1.2	L'appartenance à un groupe d'envergure mondiale.....	134
5.2	La relation clientèle	136
5.2.1	Moderniser et dynamiser notre relation clients.....	136
5.2.2	Le site internet et l'information client	136
5.3	Notre système de management	140
5.4	Notre démarche développement durable.....	143
5.5	Nos offres innovantes.....	147
5.5.1	Notre organisation VISIO	147
5.5.2	Nos nouveaux produits d'exploitation.....	148
5.6	Nos actions de communication	150
5.6.1	Les actions de communications pour votre Région	150
5.6.2	Les actions de communications pour SUEZ eau France	152

6 | Glossaire 155

7 | Annexes 167

7.1	Annexe 1 Synthèse réglementaire	169
7.2	Annexe 2 Compteurs remplacés.....	182
7.3	Annexe 3 Reliquat Plomb.....	198
7.4	Annexe 4 Temps de fonctionnement des ouvrages de pompage	200
7.5	Annexe 5 Synoptique Ura Eau Potable.....	202

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

Production d'eau – Usine d'Errepira

Suivi pesticide ESA METOLACHLORE dans l'eau du forage d'Errepira :

Pour mémoire, ce pesticide avait été détecté en mars 2018 lors d'un prélèvement réalisé par les services de l'ARS. Afin de palier à cette non-conformité, nous avons réduit la production depuis le forage d'Errepira avec un appoint supplémentaire depuis les ressources du Laxia et Ursuya. En complément, nous avons alimenté un secteur normalement desservi depuis l'usine d'Errepira via la production de l'usine de la Nive.

Un suivi analytique renforcé a été mis en place afin de vérifier l'évolution de ce paramètre (cf tableau ci-dessous). Force est de constater que les valeurs mesurées tant en contrôle sanitaire comme en autosurveillance sont inférieures à la limite de qualité de 0,1 µg/l.

Compte-tenu des résultats obtenus, la dilution avec les ressources du Laxia et Ursuya a été stoppée le 17 janvier 2019.

SUIVI PESTICIDE ESA METOLACHLORE USINE D'ERREPIRA

		µg/l	µg/l
	Source	Eau Brute	Eau traitée
26/03/2018	ARS		0,215
18/04/2018	ARS		0,185
23/04/2018	SUEZ		0,162
30/04/2018	SUEZ	0,11	0,084
14/05/2018	SUEZ	0,0768	0,0422
24/05/2018	SUEZ	0,153	0,071
29/05/2018	SUEZ	0,099	0,076
31/05/2018	ARS	0,059	0,062
04/06/2018	SUEZ	0,102	0,059
11/06/2018	SUEZ	0,075	0,055
20/06/2018	SUEZ	0,103	0,055
02/07/2018	SUEZ	0,088	0,071
16/07/2018	SUEZ	0,128	0,067
30/07/2018	SUEZ	0,115	0,065
16/08/2018	SUEZ	0,063	0,047
06/09/2018	SUEZ	0,044	0,022
04/10/2018	SUEZ	0,029	0,03
05/11/2018	SUEZ	0,015	0,013
09/01/2019	SUEZ	0,042	0,028
04/02/2019	SUEZ	0,079	0,079
04/03/2019	SUEZ	0,022	0,031
02/04/2019	SUEZ	<0,01	<0,01
04/04/2019	ARS		0,013
26/04/2019	ARS	<0,01	
14/05/2019	SUEZ	0,013	0,013
04/06/2019	SUEZ	0,026	0,021
17/07/2019	SUEZ	0,032	0,031
24/07/2019	ARS		0,021
05/08/2019	SUEZ	0,013	0,015
02/09/2019	SUEZ	<0,01	0,011
07/10/2019	SUEZ	<0,01	<0,01
13/11/2019	ARS		0,016
04/12/2019	ARS	0,019	

Performance réseaux :

L'indice linéaire de pertes (ILP) est en dégradation en 2019 sur le périmètre URA avec une valeur de 2,9 m3/j/km (pour un objectif de 2,3 m3/j/km). L'écart avec l'objectif représente un débit moyen de fuites à éliminer d'environ 1,8 m3/h pour 100 km de réseau.

Une surveillance quotidienne est assurée par le contrôle des débits de nuit et des volumes journaliers. Et des recherches de fuite actives sont engagées afin de réduire les pertes.

Le secteur alimenté depuis le réservoir de Curutchet est la zone la plus fuyarde tandis que les secteurs alimentés depuis Errepara et la suppression d'Ura à Poutchinots sont en phase avec l'objectif contractuel.

La Collectivité, de par ses programmes de renouvellement de réseaux, contribue à la réduction des pertes en eau sur les réseaux fuyards. **Mais le taux de renouvellement des canalisations constaté en 2019 est seulement de 0,5% (comme en 2018) ce qui est inférieur à l'objectif de 1%.**

Un pourcentage supérieur contribuerait à améliorer le rendement de réseau.

Cf nos propositions de renouvellements prioritaires dans le chapitre « perspectives ».

Exploitation réseaux :

En 2019, nous avons réalisé 173 branchements neufs d'eau potable sur le périmètre Ura. Nous avons également réparé 78 branchements et 62 fuites sur le réseau AEP. Enfin, 8 branchements ont été entièrement renouvelés.

La Collectivité a initié un schéma directeur eau potable. Suez Eau France participe aux réunions d'avancement de cette étude et a transmis toutes les données nécessaires (volumes, qualité, fonctionnement).

Distribution Itxassou

Lors des montées de turbidité de la source du Laxia, l'alimentation de la commune d'Itxassou est ainsi modifiée : fermeture de la vanne du raccordement et mise en service du secours via le réservoir de Marienea. Cette installation de secours gagnerait à être automatisée. Une proposition technique a été faite en ce sens à la Collectivité.

Les travaux d'interconnexion entre le réseau de Louhousoa Macaye et le Pas de Roland à Itxassou ont été réalisés. En présence de turbidité sur la ressource du Laxia, nous allons dorénavant ouvrir l'interconnexion pour alimenter le secteur du Pas de Roland à Itxassou.

Nous procédons à l'alimentation en secours de la commune d'Espelette lors de coupure prolongée d'énergie sur le quartier Bassebour à Espelette ou de nettoyage de réservoir depuis le poste de reprise du réservoir d'Itxassou. Ce fonctionnement est conditionné par la charge hydraulique réglée au niveau de la source du Laxia. Un ajustement avec les gestionnaires de ce site est nécessaire pour une alimentation continue et durable.

Distribution Briscous

Des interruptions de service ont été constatés chez un client qui se situe en bout du réseau au niveau du quartier des Bois plus particulièrement à l'heure de pointe matinale. Un enregistreur de pression a confirmé cette plainte. Outre la mise en place d'un surpresseur en partie privée, l'installation d'un robinet flotteur au niveau du réservoir de Briscous haut et la fermeture horodatée de la vanne automatique à l'entrée de la commune d'Urt pourrait palier à cette insuffisance ponctuelle. Ces travaux pourront être réalisés lors des travaux de réhabilitation du réservoir de Briscous qui seront engagés par la Collectivité en 2020.

Comptage sectorisation Lahonce/Urcuit.

Nous avons renouvelé le compteur de sectorisation de type mécanique par un compteur électromagnétique double sens afin de mieux identifier les débits de transit notamment lors de nos opérations de sectorisation (recherche de fuite)

Réservoirs

En 2019, SUEZ a poursuivi son plan de remplacement des échelles défectueuses dans les réservoirs suivants :

- Réservoir d'Ahetze
- Réservoir Briscous quartier des bois

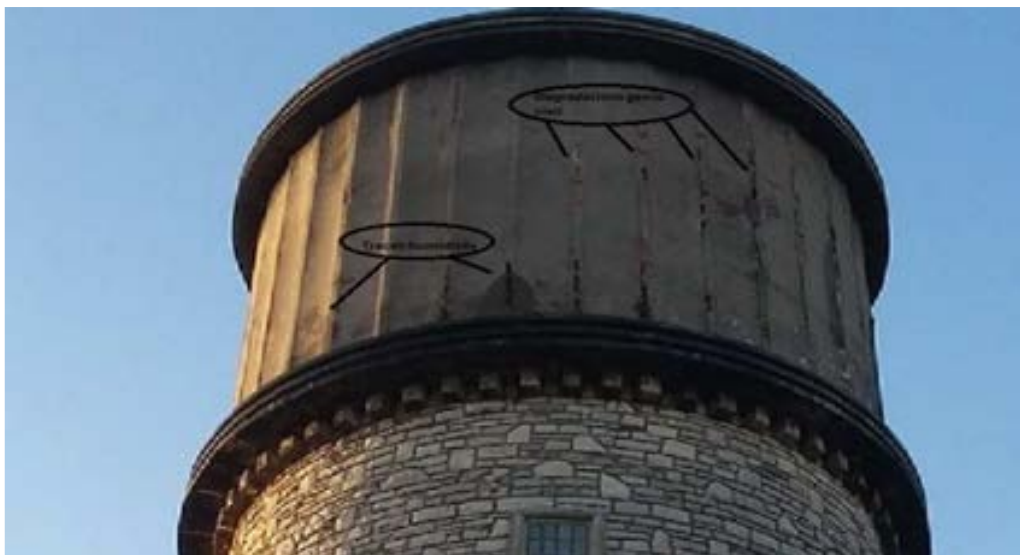
Le réservoir de Mentachourry a été dégradé à nouveau en 2019 au niveau de la clôture avec des intrusions dans le site. Le chemin d'accès est régulièrement raviné lors des fortes précipitations rendant l'accès impraticable.

Des travaux de sécurisation de l'ensemble des réservoirs de stockage sont à prévoir par la Collectivité.

Réservoir d'Arcangues :

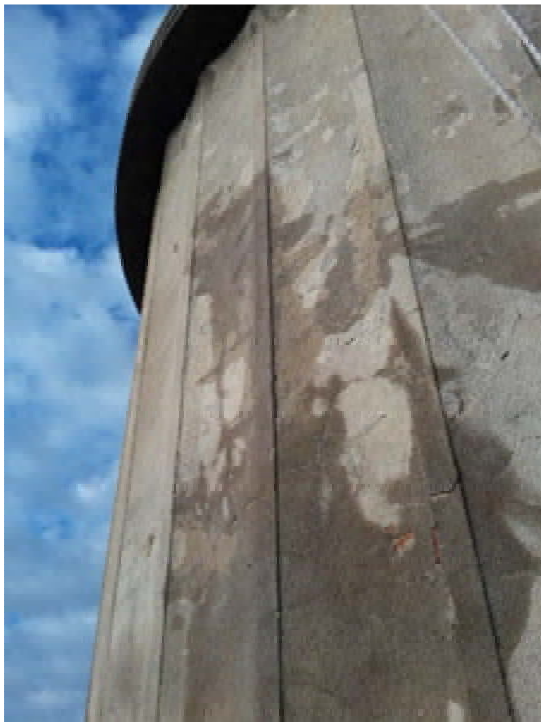
Ce réservoir présente **d'importants problèmes d'étanchéité au niveau du génie civil. L'état de dégradation du béton est préoccupant.**

Ce réservoir a été vidé et isolé. Et nous utilisons de façon continue le poste de surpression de Poutchinots.



Photographies Réservoir d'Arcangues février 2020 :





1.2 Les chiffres clés



26 601 clients desservis

3 004 896 m³ d'eau facturée



100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

100 % de conformité sur les analyses physico-chimiques



79,6 % de rendement du réseau de distribution

2,94 m³/km/j de pertes en réseau



756 km de réseau de distribution d'eau potable

1,85967 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³



1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
 - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
 - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
 - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
 - Le nombre d'abonnements ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
 - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
 - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m³ sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
 - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
 - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
 - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
 - Le délai et le taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparaît également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site <http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs>

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

(1) : producteur de l'information = Collectivité

(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007								
Thème	Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	50 244	50 244	59 570	60 386	61 055	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	24 397	25 258	26 042	28 668	26 601	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	757,4	757,6	759,8	759,5	756	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³	1,82	1,79	1,82794	1,83067	1,85967	€ TTC/m ³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	100	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	100	93,9	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	80,8	84,87	84,1	81,44	79,63	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	110	110	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	1,13	0,55	0,78	0,5	0,49	%	A
Indicateur de performance	P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (1)	80	80	80	80	80	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	2,71	2,24	2,3	2,69	3,07	m ³ /km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	2,65	2,09	2,17	2,6	2,94	m ³ /km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	42	26	25	15	38	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	-	-	0,0006	0,0002	0,0003	Euros par m ³ facturés	A

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL								
Thème	Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	5,7	5,2	3,3	0,45	0,23	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	1	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	100	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	4	11	13	8,13	13,61	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,54	-	1,12	1,65	1,44	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	0	0	2	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	0	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	%	A

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

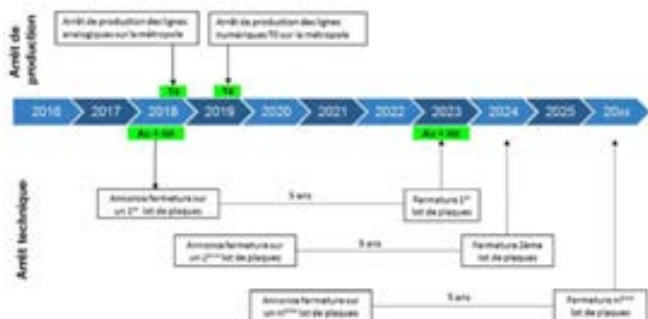
Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	Indicateur	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

1.4 Les indicateurs spécifiques du contrat

Mesure des engagements vers l'abonné					
	2015	2016	2017	2018	2019
Proposition de rendez-vous sous 5 jours	23%	18%	27%	40%	22%
Intervention dans les 2 heures en cas d'urgence	45%	69%	82%	46%	35%
Rendez-vous sous 2 heures	100%	100%	100%	98%	100%
Délai de réponse aux courriers < 5 jours	100%	83%	84%	82%	82%
Délai de réalisation des travaux de branchement ou de raccordement < à 30 jours	69%	63%	35%	48%	45%
Envoi d'un devis nouveau branchement < 10 jours (moyenne)	8,4	7,9	8,7	10	9,5

Bilan du service au client					
	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'échéanciers de paiement	718	889	307	269	314
Nombre de premières relances envoyées dans l'année	2 247	6 678	5 597	2 691	5 683
Nombre de facturations réalisées dans l'année	34 931	42 720	54 873	55 921	59 389
Montant des impayés > 6 mois (€)	62 843	163 204,97	314 326,82	315 771,71	79 633,38

Arrêt du RTC



Concernant le réseau téléphonique commuté RTC de l'opérateur historique Orange, ce dernier a communiqué le planning d'arrêt de ce service (téléphonie analogique et numérique).

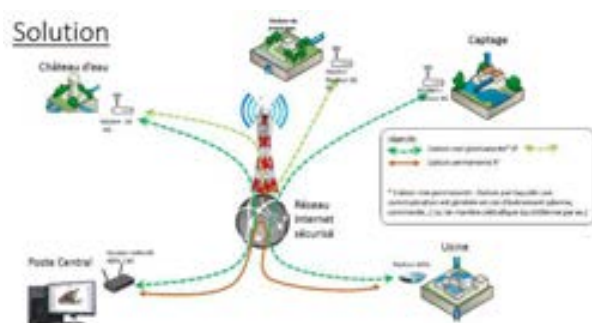
Ci-dessous le planning d'arrêt du service RTC :

A partir du 15 Novembre 2018 : arrêt de commercialisation de nouvelles lignes RTC

A partir de fin 2023 : Arrêt progressif du service RTC (par plaque)

Solutions proposées :

SUEZ a développé des solutions basées sur la technologie IP (Internet Protocol) de dernière génération, afin que les systèmes de télésurveillance puissent communiquer de façon sécurisée.



Ces solutions réseaux sont basées sur des technologies différentes suivant les besoins et la configuration de chaque site ; elles utilisent le réseau 4G, 3G, GPRS ou ADSL de l'opérateur Orange.

Les solutions réseaux de communication SUEZ sont des réseaux privés sécurisés et cryptés, ils ne peuvent être visibles depuis internet ; les systèmes de télésurveillance et de contrôle commandes des installations exploitées sont donc protégés.

1.6 Les perspectives

Sécurisation de l'alimentation en eau - Interconnexions

L'étude schéma directeur mené par la Collectivité a permis de faire un état des lieux des interconnexions qu'il est nécessaire de renforcer ou de créer afin de sécuriser davantage la distribution d'eau sur le périmètre Ura.

La Collectivité a prévu d'engager des travaux dès 2020 dans ce domaine.

En cas d'indisponibilité des productions d'Errepira, Laxia et Ursuya comme ce fut le cas le 4 juillet 2014, certaines communes du périmètre URA (Cambo les Bains, Halsou, Larressore et Jatxou) ne disposent d'aucun secours. Des travaux sont à prévoir pour sécuriser l'alimentation en eau de ces communes.

Une solution pourrait également être mise en œuvre pour sécuriser et automatiser l'interconnexion du réseau d'Ixassou. Actuellement, en cas d'excès de turbidité sur les sources du Laxia, nous sommes contraints d'effectuer des manœuvres de réseau qui n'empêchent pas totalement l'intrusion d'eau turbide. Ces manœuvres manuelles à ce jour devraient être automatisées et asservies à la mesure de turbidité de la source du Laxia. En complément, le poste de surpression de Marienea doit être fiabilisé et équipé d'une pompe supplémentaire.

Pour le réservoir Curutchet, il faut noter la présence d'un turbidimètre qui a été installé en 2014 par la Régie des Eaux de Bayonne sur l'eau provenant du Laxia. Néanmoins aucun dispositif n'existe pour empêcher l'entrée d'eau turbide. Des travaux de pose de vanne automatique et d'un réseau de vidange sont à envisager.

Volumes importés Errepira + Durruty – Sécurisation

Le volume annuel acheté (Errepira + Durruty) se situe en dessous du volume prévu par la Convention d'achat soit 500 000 m³/an :

- 2019 : 277 970 m³
- 2018 : 444 244 m³
- 2017 : 275 892 m³
- 2016 : 292 806 m³
- 2015 : 240 996 m³
- 2014 : 203 417 m³
- 2013 : 332 473 m³
- 2012 : 454 339 m³

En 2018, ce volume a sensiblement augmenté par rapport aux années précédentes afin de permettre la dilution nécessaire suite à la détection de pesticides dans l'eau du forage Errepira fin mars 2018.

Interconnexion avec Louhossoa/Macaye

Les mesures qualité réalisées au niveau du poste de comptage d'interconnexion avec Louhossoa/Macaye sur la commune de Cambo les bains, montrent que l'eau présente un caractère agressif. Les valeurs de TAC et de conductivité sont faibles.

Dans le cadre du programme travaux 2018, la collectivité a réalisé le maillage depuis le réseau de Louhossoa avec le réseau du pas de Roland à Ixassou. Cette interconnexion est utilisée en période de présence de turbidité sur la ressource du Laxia.

Interconnexion avec Arberoue :

En 2020, la zone Etxekulu à Bardos sera alimentée depuis le réseau d'Urt pour un débit d'environ 20m³/h en pointe

Cette alimentation serait assurée via l'interconnexion en aval du réservoir d'Urt. Un poste de comptage équipé d'un débitmètre électromagnétique sera installé avec la mise en place d'une vidange.

La canalisation en amont du poste de comptage est en PVC collé DN 125 mm. Cette dernière comporte de nombreuses réparations et nécessite un renouvellement afin de garantir une continuité de service sur cette zone qui dessert un brasseur (Eki) et des entreprises agroalimentaires (Montauzer, Bastidarra).

La longueur à renouveler est de 600 ml avec une priorité sur 300 ml (secteur fuites réparées).

Sécurisation Alimentation en eau - Commune de Mouguerre

Une canalisation DN 200 mm a été posée et tamponnée dans le cadre de l'aménagement du rond-point proche du magasin IKEA en limite de Bayonne. Un maillage avec le réseau de la Régie des Eaux de Bayonne via cette conduite est à étudier afin de secourir la commune de Mouguerre qui ne dispose pas d'interconnexion de secours. Le schéma directeur eau potable devrait mettre en exergue cette insuffisance.

USINE ERREPIRA

Nous suggérons à la Collectivité les travaux d'amélioration suivants :

- Sécurisation électrique par l'installation d'un groupe électrogène,
- Dispositif de récupération et traitement des eaux de lavage.

Nous allons procéder au renouvellement du débitmètre électromagnétique DN 200 mm de l'eau brute en entrée de la station. A cette occasion, une inspection télévisée sera réalisée afin de déterminer si le dépôt de manganèse est important et nécessite un curage de la conduite.

RESERVOIRS :

Station de surpression Durruty Génie civil - Réservoir 400 m³

Des dégradations des parois du réservoir (bâche de reprise) ont été constatées et signalées par le Délégué en 2013 à l'occasion d'un entretien annuel. Une expertise judiciaire est toujours en cours à ce sujet (Ordonnance du TA de Pau du 03/11/2014, Affaire Syndicat URA c/ Etchart et autres).

Réhabilitation des réservoirs

Des travaux de réhabilitation doivent être engagés sur les ouvrages suivants :

- Réservoir de Mentachoury (250 m³) : Nombreuses fissures sur le réservoir Mentachoury et protection insuffisante du site,
- Réservoir haut de Briscous : Nombreuses fissures et renouvellement canalisations intérieures.
La réhabilitation de l'hydraulique de ce réservoir est à traiter de façon prioritaire.
- Réservoir d'Arbonne (100 m³) : Toiture en mauvaise état avec le risque de projection de tuiles sur le voisinage. Double cloison extérieure à remettre pour améliorer la qualité de l'eau.
- Réservoir d'Arcangues (100 m³) : Dégradation très importante du béton et des fuites. Le réservoir a été vidangé et isolé. Une décision doit être prise sur le devenir de ce réservoir.

Une étude diagnostic sur le génie Civil sera réalisée en début d'année 2020 sur les **réservoirs de Briscous Haut et Dolatekoborda à Jatxou.**

Le réservoir de Celaya à Cambo les Bains n'est pas équipé de sonde de mesure de niveau. Un dispositif permettant de faire marquer ce réservoir est à étudier. En effet, une mise en distribution depuis ce réservoir en cas de fuite ne peut garantir une eau de bonne qualité bactériologique.

Le temps de séjour dans le **réservoir de Jatxou Dolatekoborda** est important. Un dispositif permettant un marnage de ce réservoir est à prévoir. Cette évolution permettrait de limiter d'éventuelles reviviscences bactériologiques dans cet ouvrage. Un débitmètre en sortie devra être installé dès la mise en œuvre de ce dispositif.

Le réservoir de Lahonce ne dispose pas à ce jour de mesure de niveau. Un devis pour l'installation de cet équipement a été transmis à la collectivité.

L'hydraulique du réservoir de Marienea à Cambo Les bains doit-être modifié afin d'éviter tout manquement lors des périodes d'indisponibilités d'un des réservoirs lors des nettoyages notamment. Plus précisément, le poste de surpression est raccordé sur un seul des deux ouvrages. Le réseau surpressé alimente l'établissement de santé de Marienea qui subit des interruptions de service lors des périodes de maintenance ou de nettoyage. Enfin, le poste de surpression est doté que d'une pompe et pas de secours.

Plan VIGIPirate – Sûreté des ouvrages

La mise en conformité des clôtures, la détection d'ouverture et le renvoi d'alarmes sont obligatoires sur les réservoirs supérieurs à 500 m³ ainsi que sur les forages, usines de traitement, captages supérieurs à 1000 m³/j. A ce jour, seule l'usine d'Errepera, et le réservoir d'Ametzaretta sont équipés d'alarmes anti-intrusions. Il est nécessaire de mener des travaux visant à renforcer la sécurisation des sites du périmètre Ura.

Branchements Plomb

Le renouvellement des branchements plomb non réalisés dans le cadre du marché plomb 2010 va être engagé cette année avec l'accord du Conseil général. La CAPB via son marché à bon de commande va déclencher cette opération.

Renouvellement canalisations AEP

Un plan de renouvellement de canalisations AEP sur l'ensemble des communes du périmètre URA a été remis à la Collectivité en 2011 (étude Anticiper). L'âge des conduites, la nature du sous-sol ainsi que les fuites recensées sur le réseau sont les axes majeurs de l'étude. En parallèle, des renouvellements sont aussi réalisés sur la base de problèmes d'exploitation révélés par le Délégué (servitude, risque de continuité de service).

L'étude schéma directeur complètera ce programme à une échéance plus longue.

Réseau Itxassou

De nombreuses fuites sont identifiées sur la canalisation située chemin Pannecau à Itxassou. Cette canalisation en PVC DN 90 mm est régulièrement fuyarde avec 13 fuites réparées sur un tronçon de 570 ml. Un renouvellement **prioritaire doit être réalisé sur ce secteur dès 2020.**



Réseau Jatxou – Pilota Plaza

La canalisation surpressée depuis la route des Cimes en direction du lotissement Pilota Plaza chemine en partie dans les bois avec des zones difficilement accessibles. Les fuites réparées sur ce secteur se sont déclarées sur des zones en prairie jusqu'à ce jour. Un nouveau cheminement doit être étudié avec la création d'une piste entretenue afin d'intervenir avec réactivité sur ce secteur. Cette remarque est aussi pointée dans l'étude schéma directeur AEP.



L'étude a été lancée par la collectivité en 2019 avec l'installation d'un poste de surpression depuis le réseau situé sur la commune de Mouguerre afin de desservir le lotissement de Pilota Plaza avec plus de sécurité.

Sectorisation du réseau AEP

Le syndicat Ura a procédé à la pose de compteurs de sectorisation, équipements indispensables pour pérenniser l'atteinte du rendement de réseau voire l'améliorer. En complément, l'étude schéma directeur devrait proposer quelques compteurs supplémentaires (Jatxou, Itxassou, Briscous..).

Les compteurs de sectorisation et d'interconnexion (ventes) sont équipés de têtes émettrices et sont rapatriés vers notre système Topkapi.

La surveillance particulière des débits de nuit pilote nos recherches de fuites afin d'améliorer le rendement du réseau AEP.

Qualité de l'eau distribuée – Problématique CVM

Le chlorure de vinyle monomère (CVM) est un produit chimique purement synthétique. Il n'existe aucune source naturelle de ce composé.

La limite de qualité du CVM dans l'eau potable est de 0,5 µg/l.

Au niveau des réseaux de distribution d'eau potable, la présence de CVM peut provenir soit d'une contamination de la ressource en eau, soit d'une migration dans l'eau à partir de certaines conduites en PVC. En effet, la fabrication du PVC repose sur la polymérisation du CVM. Une étape de stripping permet de réduire la teneur en CVM résiduel à des concentrations inférieures à 1 ppm dans le PVC fabriqué. Cette étape a été progressivement introduite dans le process de fabrication.

Les matériaux en PVC antérieurs à 1980 peuvent donc avoir potentiellement une teneur en CVM résiduel beaucoup plus élevée, et sont ainsi les seuls à pouvoir induire une migration de CVM dans l'eau.

L'instruction N° DGS/EA4/2012/366 du 18/10/2012 de l'ARS définit les modalités de repérage des canalisations en polychlorure de vinyle susceptibles de contenir du chlorure de vinyle monomère résiduel risquant de migrer vers l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour le chlorure de vinyle monomère.

Les teneurs en CVM résiduel dans les canalisations peuvent être très variables d'un tronçon à l'autre, pour une même antenne d'un réseau de distribution, et même s'ils proviennent d'une même unité de fabrication et s'ils ont été posés en même temps.

Le relargage du CVM dans l'eau à partir des canalisations en PVC augmente avec :

- le linéaire des tronçons de canalisations en PVC qui relarguent,
- la température de l'eau,
- la teneur en CVM résiduel initiale dans ces tronçons,
- le temps de séjour de l'eau dans ces tronçons.

Dans le cadre du schéma directeur, le cabinet d'études a identifié 6,9 km à risque CVM. Il conviendra d'établir un plan d'échantillonnage afin d'appréhender la teneur en CVM sur le réseau, ainsi que sur la ressource.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	01/01/2010	31/12/2020	Affermage
Avenant n°01	01/01/2015	31/12/2020	Intégration nouveaux ouvrages et équipements. Révision Dotation de renouvellement, politique de renouvellement de compteurs.
Avenant n°02	01/01/2018	31/12/2020	Avenant de transfert vers la Communauté d'Agglomération Pays Basque

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

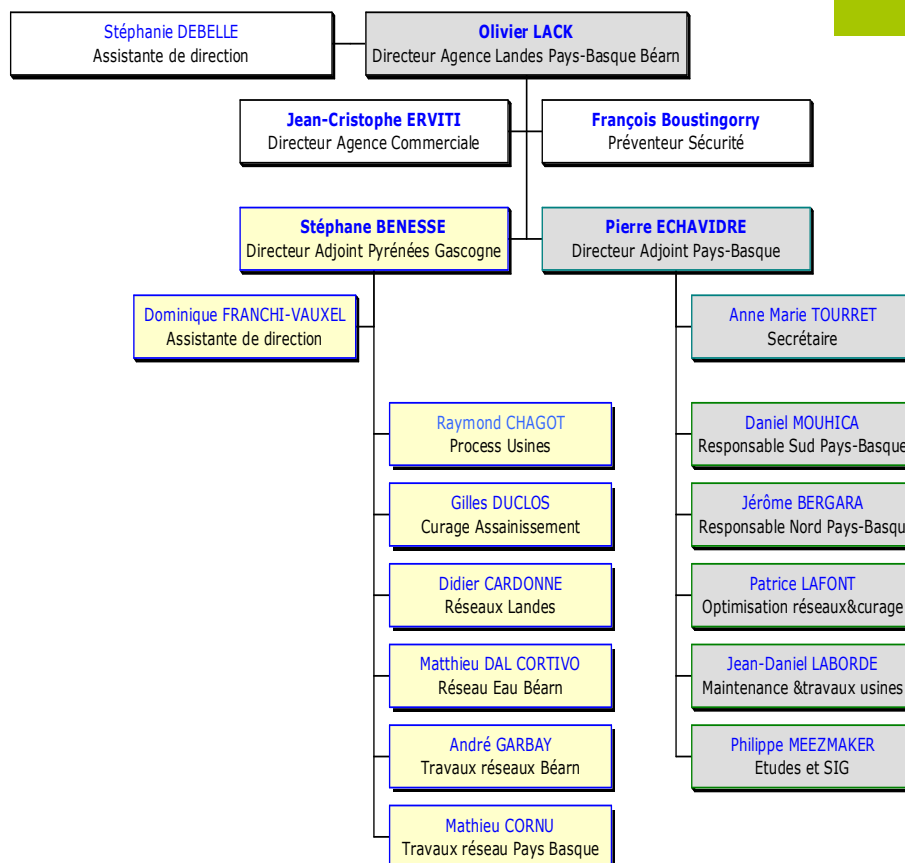
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'agence **LANDES - PAYS BASQUE - BÉARN**, implantée à Biarritz, emploie 165 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité. Répartis sur les départements 40 et 64, à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

DES MOYENS HUMAINS

Elle est composée :

- 1 directeur d'agence
- 2 directeurs adjoints
- 1 assistante de direction
- 1 préventeur sécurité
- 4 responsables secteurs
- 5 responsables process
- 3 responsables travaux réseaux
- 1 responsable maintenance usine et travaux usine
- 1 responsable SIG



Olivier LACK
Directeur Agence Landes-Pays-Basque-Béarn

DES MOYENS MATERIELS

1 parc de 68 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 10 fourgons atelier ;
- ✓ 2 camions benne 6,5 tonnes ;
- ✓ 2 camions benne 13 tonnes ;
- ✓ 2 camions benne 19 tonnes grue ;
- ✓ 1 camion 19 tonnes poly-bennes + 2 bennes ;
- ✓ 1 camion 6 x 4 26 tonnes équipé pour les travaux de réfection de voirie ;
- ✓ 1 chargeuse (700 L) ;
- ✓ 1 mini pelle équipée de treuils extracoupe® + remorques ;
- ✓ 1 mini pelle 5 tonnes pour terrassement mécanique en masse ;
- ✓ 10 compresseurs ;
- ✓ 3 fourgons équipés notamment pour les inspections télévisées, pour les tests à la fumée, au colorant et d'étanchéité mais également pour la recherche de fuites ;

3 accueils clientèle (Biarritz, Lons, Artix)

1 centre de pilotage VISIO basé à Biarritz : plateforme dédiée à la gestion des interventions et au pilotage des usines et des réseaux d'eau et d'assainissement

1 réseau de surveillance des équipements télécontrôle

1 astreinte 24h/24 de 17 techniciens piloté par le télécontrôle (pour toute l'agence : 10 agents de réseaux, 7 électromécaniciens ou process, 2 agents de maîtrise) ;

En période de crise, mobilisation de 45 personnes sur le Centre Equipements informatiques



L'organisation spécifique pour votre contrat

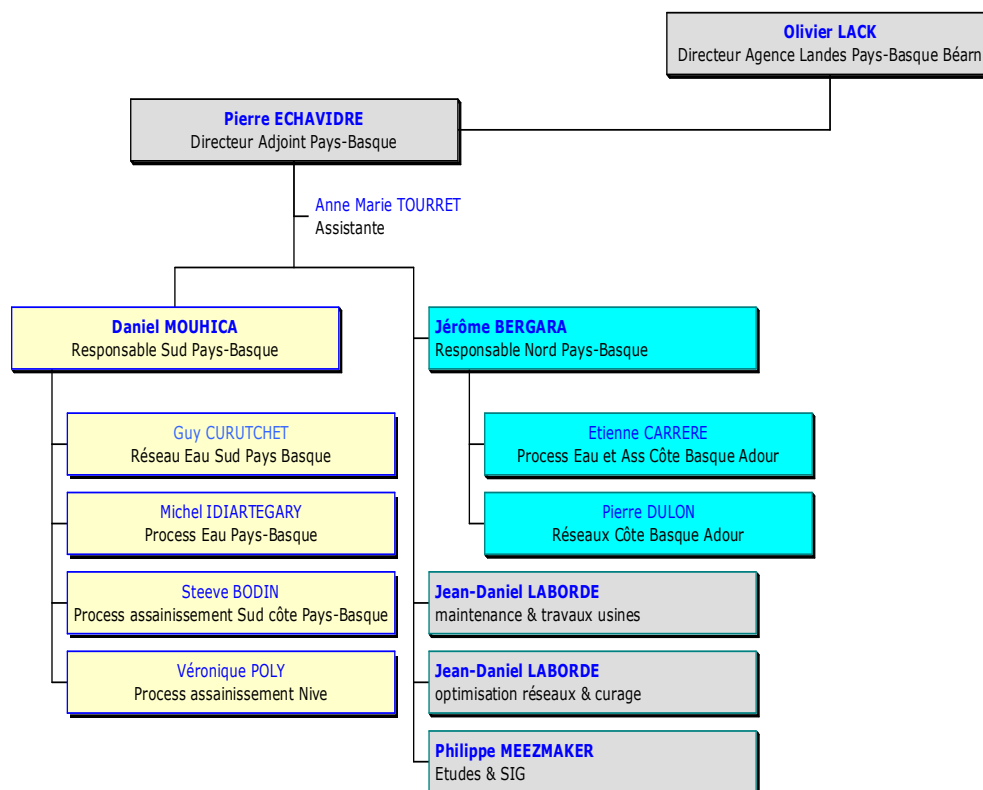
Le contrat de délégation par affermage de la gestion du service public d'eau potable est placé sous la responsabilité opérationnelle du Directeur Adjoint d'Agence Pierre ECHAVIDRE en charge du Pays-Basque, qui dépend directement du Directeur de l'Agence Régionale Landes-Pays Basque-Béarn.

Le Directeur Adjoint d'Agence est le garant de la bonne exécution du contrat. Il encadre l'ensemble de l'équipe d'exploitation placée sous sa responsabilité pour apporter le meilleur service à la Collectivité dans le respect des obligations contractuelles. Il dispose des moyens et de l'autorité pour prendre toute décision nécessaire à l'exercice du contrat de délégation.



L'organisation mise en œuvre pour la gestion des contrats sur le territoire du Pays-Basque est structurée autour de deux Secteurs géographiques :

- le Sud Pays-Basque sous la responsabilité de **Daniel MOUHICA**
- le Nord Pays-Basque sous la responsabilité de **Jérôme BERGARA**



NOS MOYENS HUMAINS

LE SECTEUR SUD PAYS-BASQUE

Le secteur Sud Pays Basque, est placé sous la responsabilité opérationnelle du Responsable du secteur Sud Pays Basque, **Daniel MOUHICA** qui dépend directement du Directeur Adjoint Pays Basque, **Pierre ECHAVIDRE**.

Daniel MOUHICA, est le garant de la bonne exécution du contrat en ce qui concerne l'économie et la qualité des services. Il assure une marche harmonieuse de l'ensemble de la structure décrite-ci-après en veillant notamment à ce que des liaisons constantes s'établissent entre les différents services. Il dispose des moyens et de l'autorité pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles. L'organisation du secteur Sud Pays Basque est structurée autour des différents services décrits ci-après.



L'exploitation des réseaux

Guy CURUTCHET, chef de secteur a la responsabilité des missions du service exploitation et maintenance réseaux qui sont les suivantes :

- l'exploitation et l'entretien quotidien du réseau de distribution (détection et réparation des fuites, entretien des équipements hydrauliques de réseau, réalisation des raccordements et branchements) ;
- le renouvellement des compteurs isolés ;
- l'étude et la réalisation des travaux neufs de branchements.



Au quotidien, il est appuyé par un adjoint, **Jean-Louis CHOUZENOUX**.

L'équipe « fontainier » : l'équipe « fontainier » a pour mission l'exploitation au quotidien du réseau de distribution et le suivi des travaux afférents l'étude des branchements neufs, le suivi de la qualité de l'eau pendant son transport, les relations avec les usagers. Les missions principales de ces agents sur le réseau d'eau potable sont, les réparations de casses « branchement », les réparations de casses « canalisation », la réalisation de travaux neufs.



Le service Process Eau Pays Basque

Le service Process Eau Potable a pour mission l'exploitation au quotidien des installations de production d'eau potable, leur supervision, l'optimisation des coûts énergétiques et de réactifs, le suivi de la qualité de l'eau de la ressource au traitement et stockage.

Ce service est dirigé par **Michel IDIARTEGARAY** jusqu'à fin 2019.



Le service Process Assainissement Sud Côte Basque

Il a pour mission l'exploitation au quotidien des installations, leur supervision, l'optimisation des coûts énergétiques et de réactifs, le suivi de la qualité de l'eau épurée avant rejet en milieu naturel, la lutte contre les débordements et rejets en milieu naturels.

Le service Process Assainissement Sud Côte Basque est dirigé par **Steeve BODIN** et ses collaborateurs sont au nombre de 9. Les missions du service PROCESS sont les suivantes :

- l'exploitation et l'entretien quotidien des stations d'épuration (entretien des équipements hydrauliques, et réglage des process) ;
- l'exploitation et la gestion des postes de relèvement eaux usées et unitaires ;
- l'exploitation et le suivi des données des déversoirs d'orage ;
- l'étude et la réalisation des travaux neufs et de renouvellement avec l'aide des services électromécaniques et mécaniques de **Jean Daniel LABORDE**;



Le service Process Assainissement Nive

Il est placé sous la responsabilité de **Véronique POLY** et est composé de 9 personnes. Les missions de ce service sont les suivantes :

- l'exploitation et l'entretien quotidien des stations d'épuration (entretien des équipements hydrauliques, et réglage des process) ;
- l'exploitation et la gestion des postes de relèvement eaux usées et unitaires ;
- l'étude et la réalisation des travaux neufs et de renouvellement avec l'aide des services électromécaniques et mécaniques de **Jean Daniel LABORDE**;
- La gestion de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement et Maintenance préventive et curative des points de mesure sur les réseaux ERU et pluviaux ;
- Le suivi des projets sur les systèmes d'assainissement/pluvial en relation avec les exploitants, appui technique d'expertise auprès des exploitants sur le système d'assainissement ;
- L'appui technique au service Commercial (diagnostic rapide, autosurveillance réseau, rédaction d'offres...) ;



Le service Maintenance Electromécanique et Travaux usines

Ce service est encadré par 1 agent de maîtrise **Jean-Daniel Laborde**. Ce service assure :

- La maintenance préventive de second niveau ;
- Les interventions curatives ;
- Les travaux « neufs » usines ;
- Le renouvellement électrique et électro-mécanique des équipements.



Le service Optimisation et curage des réseaux

Ce service dirigé par **Patrice LAFONT** dispose de tous les moyens modernes nécessaires à l'accomplissement des missions liées au fonctionnement du réseau d'assainissement :

- Contrôle de conformité des branchements individuels (colorant, fumée,...) ;
- Inspections télévisées des canalisations avec robot et vidéopériscopes ;
- Recherche des eaux parasites etc...



Le service curage encadré par **Patrice LAFONT** peut intervenir sur tout le périmètre de l'Agence. Il est équipé de 5 camions-hydrocureurs et de tout le matériel nécessaire à l'entretien des réseaux d'assainissement.



NOS MOYENS LOGISTIQUES

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générée par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives...).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettant la consultation des plans ... Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc...),
- une communication facilitée avec les collectivités.



- L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque...) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents

réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2019, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.

Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 100 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.

Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

• L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS

76 % des contacts se sont faits par téléphone en 2019.

- Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Clientèle basé à Biarritz répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Clientèle est joignable aux numéros suivants :



• L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS

15 avenue Charles Floquet

64200 Biarritz

Ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h45 à 17h00.

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement ...

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Déléataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

• LES RESSOURCES

Les ressources d'eau brute disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des ressources				
Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de production	Unité
LARRESSORE	Forage Errepira	1983	6 000	m³/j

• LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de production	Unité
LARRESSORE	Usine d'Errepira	1983	6 000	m³/j

Le réseau URA est alimenté par le puits d'Errepira et des achats en gros à des entités périphériques.

- Pour le versant Sud, le puits d'Errepira alimente, après traitement et complément par l'eau de la source Ursuya (dilué avec le Laxia selon les manœuvres de la Régie de Bayonne), les réservoirs de Marienia à Cambo les Bains et Ametzareta à Larressore. En cours d'année 2013 le surpresseur Etienne Durruty a été mis en service afin de remplacer le complément qui se faisait à Errepira.
- Le versant Nord du Secteur URA est alimenté à partir du réservoir "Curutchet" qui reçoit l'eau de l'usine de la Nive (Régie des Eaux de Bayonne, L'eau d'ici) et de la source du Laxia,
- Itxassou est alimenté par le Laxia et par un achat d'eau sur Espelette,
- Les communes d'Arcangues, Arbonne et Ahetze sont alimentées par l'eau de l'usine de la Nive à partir du réservoir d'Arcangues,
- Le quartier La Poterie à Cambo les Bains est alimenté par le réseau du secteur de Louhossoa Macaye,
- Un quartier de Larressore est alimenté par le réseau d'Espelette,
- Quelques abonnés des communes d'Ahetze et Larressore sont alimentés à partir de l'usine de Cherchebruit (Agglomération Sud Pays Basque),
- Un secours est possible pour les communes d'Halsou, Jatxou, quartier Pilota Plaza et Cambo les Bains à partir de la commune d'Hasparren,
- Un quartier de Cambo les Bains est alimenté par Urcuray.

Usine d'eau potable d'Errepira (6 000 m³/j)

L'eau est captée à Larressore dans la nappe alluviale de la rivière Nive par un puits, puis parfois mélangée dans la bache de l'usine avec la source de l'Ursuya afin de compléter la production si besoin est.

En 2005, un filtre de démantanisation biologique a été mis en place pour traiter un débit de 100 m³/h qui permet de réduire le taux de manganèse dans l'eau.

En 2007 un second filtre a été mis en place pour traiter 150 m³/h. Les deux filtres permettent de traiter la totalité de la production.



Filtre biologique de l'usine d'eau potable d'Errepira

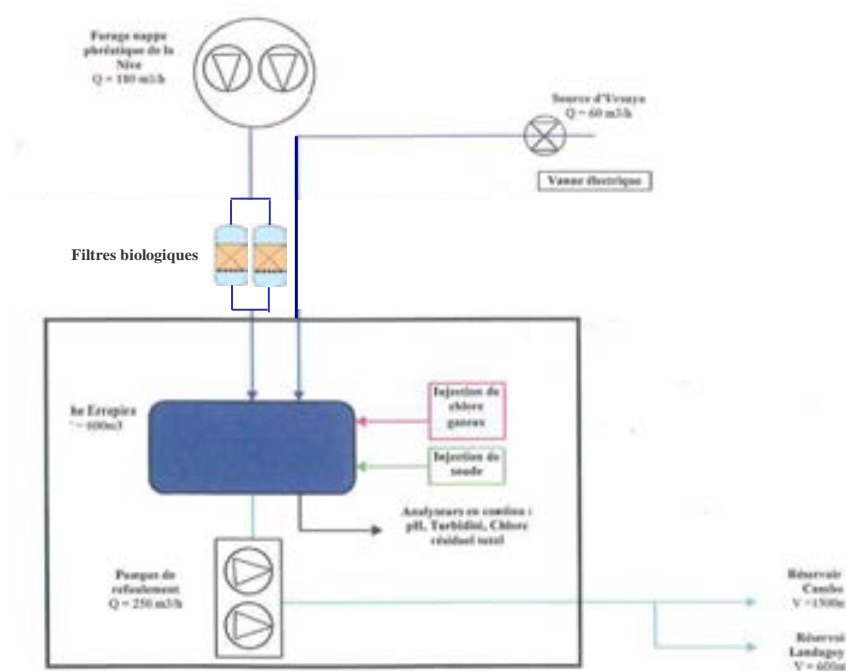
Pour compléter ce traitement, une injection de soude permet de relever le pH afin d'atteindre l'équilibre calco-carbonique.

L'eau est ensuite chlorée pour assurer une bonne qualité bactériologique, puis est refoulée vers les réservoirs de Cambo les Bains et Larressore.

Lorsque le surpresseur d'Etienne Durruty est en fonctionnement une vanne sur le réseau entre le réservoir de Marienea et l'usine de Larressore se ferme et alors seul Etienne Durruty alimente Cambo.

Le fonctionnement d'Etienne Durruty est asservi à une valeur de turbidité et un volume maximum par jour. Dès l'arrêt du surpresseur d'Etienne Durruty cette vanne de réseau s'ouvre et on retrouve l'ancien fonctionnement de l'usine de Larressore vers le réservoir de Marienea.





Caractéristiques de la station d'Errepira	
Nom et adresse du site	Errepira Larressore
Origine de l'eau	Puits
Capacité	250 m³ / h (1) 6 000 m³ / j
Filière de traitement	2 Filtres de déminéralisation (250 m³/h) Neutralisation (soude) Chloration (soude)
Puissance électrique	155 kW
Groupe électrogène	Non
Télésurveillance	Oui

(1) Il s'agit d'un débit théorique car ce débit varie en fonction de hauteur d'eau de la Nive.

• LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	Site	Année de mise en service	Volume utile	Unité
AHETZE	Réservoir d'Ahetze	1986	150	m³
ARBONNE	Réservoir d'Arbonne	1970	100	m³
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	1941	150	m³

Inventaire des réservoirs				
Commune	Site	Année de mise en service	Volume utile	Unité
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Haut	1961	100	m³
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Quartier du bois	1960	25	m³
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir de la décharge (Celhaya)	1982	120	m³
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir de la poterie (Macaye)	1986	15	m³
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir et Station de surpression de Marienia	1961	1 500	m³
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir Urcuray	1989	15	m³
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir Xistagua	2000		m³
HASPARREN	Réservoir quartier du pilota plaza	1979	120	m³
ITXASSOU	Réservoir d'Itxassou	1942	200	m³
JATXOU	Réservoir de Jatxou et Surpresseur Dolatekoborda	1990	200	m³
LAHONCE	Réservoir de Lahonce	1997	1 500	m³
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	2012	2 000	m³
LARRESSORE	Réservoir route des cimes	1970	150	m³
MOUGUERRE	Réservoir de Mouguerre Bas Ametzague (Rte du port)	1958	100	m³
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	1967	2 000	m³
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Mentachoury	1982	1 000	m³
URT	Réservoir d'Urt	1976	500	m³
USTARITZ	Réservoir des Anglais (dit Quartier du bois)	1982	500	m³
USTARITZ	Réservoir Sainte Barbe	1980	650	m³

La capacité de stockage de l'ensemble des réservoirs ou bâches du Secteur URA est de 11 095 m³.

• LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE

Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
BIARRITZ	Surpresseur de Poutchinots vers URA	2014	100	m³/h
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Bas et Station de surpression d'Irourit	1961	20	m³/h
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	1998	30	m³/h
BRISCOUS	Surpresseur Jauberria Briscous	2013	25	m³/h
CAMBO-LES-BAINS	Station de surpression de Macaye	1962	10	m³/h

Inventaire des installations de pompage - relevage

Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
CAMBO-LES-BAINS	Surpresseur Bergerie	1998	5	m³/h
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	1980	30	m³/h
LARRESSORE	Suppression Durruty	2013	120	m³/h
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	1958	50	m³/h

Stations de reprise

Nom / adresse site	Reprise de Curutchet à Saint Pierre d'Irube	Reprise du réservoir d'Arcangues -	Reprise du réservoir d'Etienne - Durruty-
Capacité	240 m³/h HMT ≈52	290 m³/h HMT ≈25	120 m³/h HMT ≈80
Alimentation réservoir	Mentachourry à Mouguerre	Réservoir d'Arcangues	Réservoir Marienia à Cambo-les-Bains
Puissance électrique	90 KW	42 KW	102 kVa
Télésurveillance	Oui	Oui	Oui

Reprise Etienne Durruty

- LES TRAITEMENTS ET CONTROLES DE QUALITE D'EAU SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité d'eau sur l'ensemble du réseau de distribution, les installations de traitement sur le réseau disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau

Commune	Site	Année de mise en service
CAMBO-LES-BAINS	Rechloration Urcuray (dite route de Macaye)	2000

En complément des contrôles analytiques (contrôles officiels ARS, et contrôles internes), un certain nombre de paramètres sont analysés par des capteurs en continu à différents stades du traitement : de

la ressource à l'eau distribuée. Ils sont retransmis en temps réel au Centre de télécontrôle et permettent d'améliorer encore la surveillance de la qualité de l'eau.

Usine d'Errepira

La mesure du chlore en continu permet d'ajuster le bon taux de traitement en désinfection afin de maintenir un résiduel de chlore sur le réseau.

La mesure du pH en continu est asservie à l'injection de soude afin d'atteindre l'équilibre calco-carbonique.

La mesure de la turbidité en continu contrôle le taux de particules en suspension.

Reprise Etienne Durruty

Le suppresseur mis en service en 2013 permet d'alimenter le réservoir de Marienia (Cambo les Bains) avec un mélange des sources de l'Ursuya et du Laxia. Le débit réglable est de 1 370 m³/j (initialement, 550 m³/j en 2014). Le complément est fait par l'usine d'Errepira en équilibre avec le réservoir d'Ametzareta. Ce surpresseur intègre la qualité des sources et peut interdire la production pour des valeurs de turbidité trop élevées.

Nous procédons à un ajustement des débits provenant des différentes ressources afin que le paramètre conductivité soit acceptable au niveau de la distribution au réservoir de Marienea. Ainsi les volumes prélevés sur le mélange Laxia/Ursuya sont inférieurs à l'engagement initial.

Réservoir Etienne Durruty	
Paramètres	Eau traitée
Chlore	X
pH	X
Turbidité	X

Réservoir de Curutchet

La mesure du chlore en continu permet d'ajuster le bon taux de traitement en désinfection

Réservoir Curutchet	
Paramètres	Eau traitée
Chlore	X
Turbidité	X

Réservoir d'Arcangues (distribution)

La mesure du chlore en continu permet d'ajuster le bon taux de traitement en désinfection

Réservoir d'Arcangues	
Paramètres	Eau traitée
Chlore	X

- **LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Les points de mesure ou prélèvements sont détaillés dans le tableau suivant.

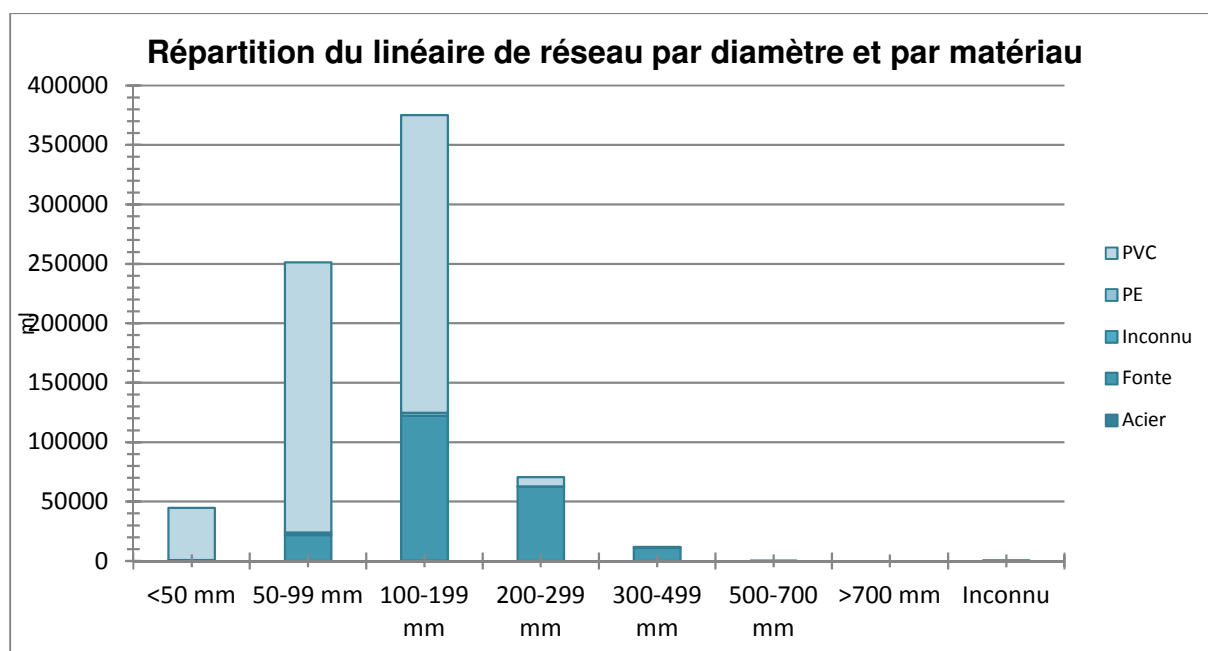
Inventaire des points de mesure ou prélèvement		
Commune	Site	Année de mise en service
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 2 (VENTE)	2016
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 3 (VENTE)	2016
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 4 (VENTE)	2016
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 5 (VENTE)	2016
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 6 (SECTO)	2016
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 7 (SECTO)	2016
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Ustaritz	2002
BASSUSSARRY	Borne de puisage monétique	2017
BASSUSSARRY	Comptage Bassussarry	2019
BASSUSSARRY	Comptage Planuya	1994
BIDART	Comptage Bidart - Poste 1 (VENTE)	2016
BRISCOUS	Comptage Briscous - Pagadoy	2019
BRISCOUS	Comptage Briscous - Poste 18 (SECTO)	2016
BRISCOUS	Comptage Briscous - Quartier des Bois	1984
BRISCOUS	Comptage Briscous - Urt	1984
BRISCOUS	Comptage Briscous Salines	2018
BRISCOUS	Comptage Urt Etxebekoborda (SECTO)	2012
CAMBO-LES-BAINS	Borne de puisage monétique	2017
CAMBO-LES-BAINS	Comptage Cambo - Poste 9 (SECTO)	2016
CAMBO-LES-BAINS	Comptage Cambo Thermes - Poste 9A (SECTO)	2016
CAMBO-LES-BAINS	Comptage Laxia - Cambo	1978
HASPARREN	Comptage Hasparren - Rte des Cimes	1983
HASPARREN	Comptage Hasparren - Urcuray	1983
ITXASSOU	Comptage Laxia - Itxassou	2014
ITXASSOU	Comptage Laxia - Pas de Roland	1983
JATXOU	Comptage Jatxou - Poste 19 (SECTO)	2016
LAHONCE	Comptage Lahonce - Poste 16 (SECTO)	2016
LAHONCE	Comptage Lahonce - Poste 17 (SECTO)	2016
LAHONCE	Comptage Lahonce - Urcuit	2019
LAHONCE	Comptage Mouguerre - Lahonce	1983
LARRESSORE	Comptage Larressore - Rte des Cimes (par Cherchebruit)	1983
LARRESSORE	Comptage Larressore Haut (par Espelette)	1983
LARRESSORE	Comptage Ursuya	2000
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 10 (SECTO)	2016
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 11 (SECTO)	2016
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 13 (SECTO)	2016
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 14 (SECTO)	2016
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 15 (SECTO)	2016

SAINT-PÉE-SUR-NIVELLE	Comptage Ahetze N°13 (SECTO)	2013
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Borne de puisage monétique	2017
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Comptage Bayonne - St Pierre d'Irube	1985
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Comptage St Pierre d'Irube	1983
URT	Comptage Urcuit - Urt	1983
URT	Comptage Urt - Larberou	1986
USTARITZ	Comptage Moleresenborda	2000
USTARITZ	Comptage Ustaritz - Poste 8 (SECTO)	2016
VILLEFRANQUE	Comptage Villefranque	1983
VILLEFRANQUE	Comptage Villefranque - Poste 12 (SECTO)	2016

• LES CANALISATIONS

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	Fonte	PE	Amiante ciment	PVC	Acier	Béton	Autres	Inconnu	Total
<50 mm	-	797	-	43 838	-	-	-	-	44 635
50-99 mm	21 923	1 938	-	227 327	-	-	-	52	251 240
100-199 mm	121 839	2 423	-	250 445	308	-	-	-	375 015
200-299 mm	62 337	344	-	7 927	55	-	-	-	70 664
300-499 mm	10 994	886	-	-	17	-	-	-	11 897
500-700 mm	19	-	-	-	-	-	-	-	19
Inconnu	50	-	-	-	-	-	-	73	123
Total	217 163	6 388	-	529 537	379	-	-	125	753 592



A noter que la conduite de refoulement entre l'usine de la Nive et le réservoir de Curutchet est affectée au contrat URA (Longueur 4 867 ml – diamètre 450 mm fonte).

Tout au long de l'année des mises à jour diverses (repositionnement de canalisations, ajout d'accessoires divers, etc....) ont été effectuées sur le SIG.

• LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond au delta en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	ml
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	757 389
Remises gratuites par le délégant (commune, syndicat, etc.)	8 066
Linéaire de canalisation déposé	707
Renouvellements dépose	880
Renouvellements pose	888
Régularisations de plans	- 11 164
Situation actuelle	753 594

Le réseau a évolué en 2019 suite à des travaux :

Evolution du patrimoine				
Commune	Adresse	Nature	Type de travaux	Commentaire
AHETZE	CHEMIN D'OSTALERIA	Pose de 93,62 ml de canalisations Fonte ductile Ø 100 mm	Travaux neufs	RFCT FteØ100-Ch Ostaleria-NEORESEAUX
AHETZE	CHEMIN D'ARRAKOTENIA	Pose de 324,51 ml de canalisations Fonte ductile Ø 100 mm	Renouvellement	Renforcement Fte Ø100-Chemin d'Arrakotenia-NéoRéseaux
AHETZE	QUARTIER OSTALAPEA	Pose de 554,26 ml de canalisations Fonte ductile Ø 100 mm	Renouvellement	Renf. Fte Ø100-Quartier Ostalapea CD n°855-NéoRéseaux
AHETZE	CHEMIN BIDEGARAYA	Pose de 149,08 ml de canalisations Fonte ductile Ø 100 mm	Travaux neufs	RFCT AEP Interconnexion FteØ100-ChBidegaraya-NEORESEAUX
ARBONNE	CHEMIN PERUKAINA	Pose de 33,75 ml de canalisations PE bandes bleues Ø 63 mm	Renouvellement	Réhabilitation PE Ø63 - Chemin Perukenia - SUEZ
ARBONNE	CHEMIN LARREBURUA	Pose de 100,75 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 110 mm	Travaux neufs	Dévoisement AEP PVCØ110-ChLarrebura-NEORESEAUX
ARCANGUES	ROUTE DEPARTEMENTAL E N°755 DE LA R.D.255 A ARCANGUES	Pose de 876,1 ml de canalisations Fonte ductile Ø 125 mm	Renouvellement	Renf. Fte Ø125-RD n°755-Sade
CAMBO LES BAINS	VOIE COMMUNALE N° 80 DE BERHARTIA	Pose de 6,41 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 125 mm	Travaux neufs	Raccordement PVC Ø125 - Chemin Behartia - SUEZ
CAMBO LES BAINS	RUE DE LA BERGERIE/AVENUE D'ESPAGNE	Pose de 322,13 ml de canalisations Fonte ductile Ø 100 mm	Renouvellement	RNVLT AEP FteØ100-Avenued'Espagne-DUHALDE
CAMBO LES BAINS	VOIE COMMUNALE N° 60 DE HARRIONDOA	Pose de 730,64 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 110 mm	Renouvellement	RNVLT Fte250+PVC110-Ch.Harriondoa-DUHALDE
CAMBO LES BAINS	CHEMIN DE BORDACHOURY	Pose de 824,48 ml de canalisations PE bandes bleues Ø 63 mm	Travaux neufs	Ext. PEHD Ø63-Chemin de Bordachoury-Duhalde
ITXASSOU	ROUTE DEPARTEMENTAL E N°2 DU PAS DE ROLAND ET DE GUIBELARTE	Pose de 452,52 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 63 mm	Travaux neufs	EXT AEP PVCØ63+Compteur+ReductPresion-RDn°2PasdeRoland-DUHALDE
JATXOU	CHEMIN CHOPAENKO BIDEA	Pose de 212,27 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 63 mm	Renouvellement	RNVLT PVCØ63/110-ChChopaenekoBidea-ARHEX
LAHONCE	ROUTE D'ETCHECHOURY D257	Pose de 29,09 ml de canalisations Fonte ductile Ø 100 mm	Renouvellement	RFCT AEP FteØ250-RD257 Etchechoury-NeoReseauxSade
MOUGUERRE	CHEMIN ISTIARTIA	Pose de 170,98 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 63 mm	Travaux neufs	RFCT AEP PVCØ63-Ch Istiartia-NEORESEAUX
MOUGUERRE	CHEMIN D'ISTIARTIA	Pose de 162,5 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 63 mm	Renouvellement	RNVLT AEP PVCØ63-ChIstiartia NORD-NEORESEAUX
MOUGUERRE	CHEMIN D'ELIZABERRY (V.C. N°3)	Pose de 55,72 ml de canalisations PE bandes bleues Ø 50 mm	Renouvellement	RFCT AEP PVCØ110/125-Elizaberry-NEORESEAUX

Evolution du patrimoine				
Commune	Adresse	Nature	Type de travaux	Commentaire
MOUGUERRE	CHEMIN D'OSPITALANIA	Pose de 114,62 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 63 mm	Renouvellement	Renf. PVC Ø63-Ch.Ospitalenia-Duhalde
MOUGUERRE	CHEMIN DE BELSAENIA	Pose de 445,71 ml de canalisations Fonte ductile Ø 80 mm	Renouvellement	Renouvellement Fte Ø80-Ch. Belsaenia-NéoRéseaux
MOUGUERRE	CHEMIN DE MONTANEKOBOR DA	Pose de 357,87 ml de canalisations PE bandes bleues Ø 63 mm	Renouvellement	Renouvellement PEHD Ø63-Ch. Montanekoborda-NéoRéseaux
USTARITZ	CHEMIN DEPARTEMENTAL N°932 DE BAYONNE A CAMBO-LES-BAINS	Pose de 104,93 ml de canalisations PE bandes bleues Ø 63 mm	Travaux neufs	Dévoisement+Rfct PVCØ200-BasSemaire-DUHALDE
USTARITZ	CHEMIN DE MOKOPETAKOBOR DA	Pose de 316,81 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 125 mm	Travaux neufs	RFCT PVCØ125-ChMokopetakoborda-DUHALDE
USTARITZ	CHEMIN DEPARTEMENTAL N°250 DE SAINT-PEE-SUR-NIVELLE AU C.D. N°22	Pose de 159,74 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 110 mm	Renouvellement	RNVLT AEP PVCØ110-QuartierduBoisCD250-DUHALDE
USTARITZ	CHEMIN LANDALARRE BIDEA	Pose de 3,09 ml de canalisations Fonte ductile Ø 150 mm	Renouvellement	RNVLT AEP pvcØ63/110-Ch Landalarre-DUHALDE
VILLEFRANQUE	ROUTE D 257	Pose de 536,49 ml de canalisations PVC classique (dit mono-orienté) Ø 110 mm	Renouvellement	Renouvellement PVC Ø160/110-RD n°257-Duhalde

• LES ACCESSOIRES DE RESEAU

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	29	29	29	29	0,0%
Détendeurs / Stabilisateurs	21	21	21	23	9,5%
Equipements de mesure de type compteur	54	58	58	59	1,7%
Hydrants (bouches et poteaux incendies)	936	949	957	971	1,5%
Régulateurs débit	14	14	13	12	- 7,7%
Vannes	3 144	3 158	3 166	3 169	0,1%
Vidanges, purges, ventouses	1 971	1 981	1 989	1 996	0,4%

• LES BRANCHEMENTS

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	32	32	0,0%
Hors plomb avant compteur	19 647	19 855	1,1%
Branchement eau potable total	19 683	19 887	1,0%
% de branchements en plomb restant	0,2%	0,2%	- 1,0%

0,2% des branchements sont en plomb à fin 2019.

Le renouvellement de ces branchements est réalisé en fonction de l'accord du conseil départemental, ces branchements se situant sur les voies départementales dont les enrobés ont été réalisés récemment.

• LES COMPTEURS

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	Tranche d'âge	Inconnu	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	6 288	436	29	6 753
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	8 678	669	12	9 359
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	6 475	404	0	6 879
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	4 483	277	-	4 760
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	15	1	-	16
Eau froide	F > 25 ans	-	0	-	-	0
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	1	4	5
Incendie	B 5 - 9 ans	-	2	1	1	4
Incendie	C 10 - 14 ans	-	2	-	2	4
Total		-	25 943	1 789	48	27 780

L'âge moyen du parc compteurs est de 8,7 ans.

Les âges limites de compteurs sont :

- 20 ans pour DN 15-20mm
- 15 ans pour DN 30-40 mm
- 10 ans pour DN 50mm et plus

Au niveau de la production (Errepira) :

Un débitmètre, mis en place en 2008, permet de connaître les volumes prélevés.

Le suivi des volumes traités est effectué à partir d'un compteur Sensus type WP Dynamic 150 (filtre 1) et d'un débitmètre Endress Hauser type Promag 50 W (filtre 2).

Les volumes refoulés dans le réseau du Secteur URA (production du forage et dilution par Ursuya) sont mesurés par un compteur type Woltex Ø 250, remplacé en fin d'année par un débitmètre.

Au niveau du réseau, pour la comptabilisation des volumes introduits :

Le comptage		
Provenance	Lieu du comptage	Type de comptage
Usine Nive	Débitmètre refoulement Nive Curutchet	Krohne Type Optiflux 2000 Ø 300
	3 compteurs de reprise Arcangues	3 Compteurs Type Woltex Ø 100
	Arcangues Poutchinot dans local surpression à Biarritz	ACTARIS type Woltex M 200
Source de Laxia	Arrivée Laxia au réservoir Curutchet à St Pierre d'Irube	Sappel Type IR Ø 200
	Départ du réservoir Curutchet vers Bayonne	Sappel WP Ø 200
	Pas de Roland à Itxassou	Volumag Ø 40
	Laxia Cambo les Bains	1 compteur combiné Sappel Ø 150
	Laxia Itxassou	1 compteur combine Woltex Ø 150
	Ustaritz	1 compteur Ø 80
Source de l'Ursuya	Larressore (pour complément du forage Errepira)	Sappel WESAN Ø 100
Source d'Espelette	Itxassou - Route de l'Aérodrome	Elster - Helix Ø 80
	Larressore	Sappel Aquila Ø 80
Station de Cherchebruit	Ahetze	Actaris Ø 60
	Larressore	Woltex Ø 60
Macaye	Cambo les Bains	Flostar Ø 40
Hasparren	Route des Cimes	Woltex Ø 80
	Quartier Urcuray	Sappel Ø 40
	Quartier Labiri	Kent Ø 40

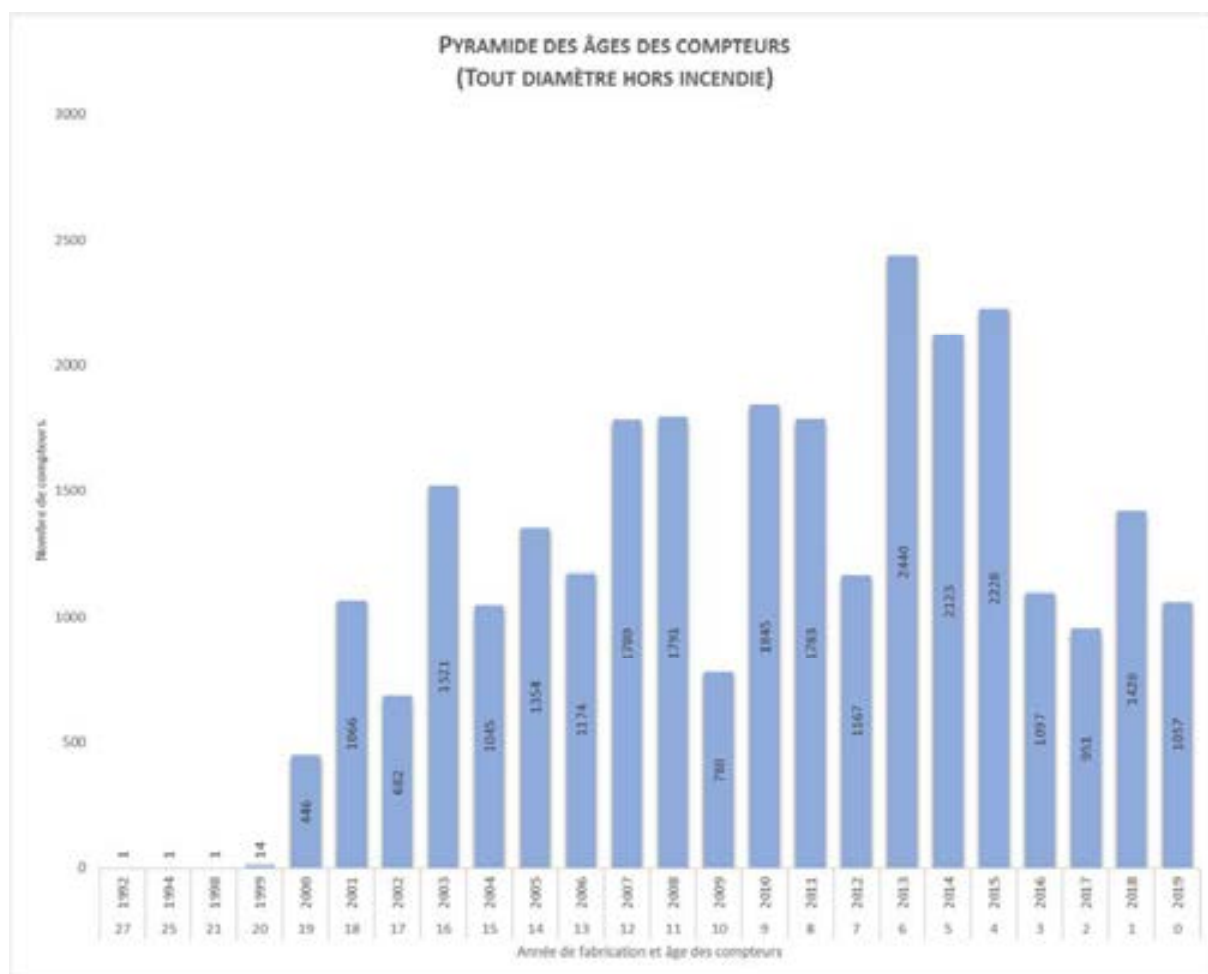
Interconnexion avec Collectivité avoisinante :

Bidart : 1 compteur de type Woltex WEG 250 dans le local de la surpression de Poutchinots à Biarritz

Tableaux récapitulatif des caractéristiques des achats d'eau :

Fournisseur de l'eau	Espelette (Itxassou)	Espelette (Larressore)	Macaye-Louhossoa	Hasparren
VERS	VERS	VERS	VERS	VERS
Client	URA	URA	URA	URA
en m³				
Volume annuel	55 000		5 000	37 500
volume journalier garanti	160		30	-
volume journalier de pointe	250		50	300
volume horaire maximum instantané (2h)	60		10	-
volume horaire maximum instantané (1h)	-		-	-
Eau d'origine	source Antxarruntxa	source Antxarruntxa	-	
Point de livraison	Route de l'aérodrome	CD918/CD20	Maison Hayderreko Borda (Cambo)	Paxkoenia (sortie château d'eau)
Compteurs concernés	DN80	DN100	DN40	DN80
	Débitmètre Krohne – waterflux 3000	Compteur Sappel Type Aquila	-	Woltex

Fournisseur de l'eau	Espelette	Bayonne	Bayonne	Bayonne	Bayonne	Eau d'Ici
VERS	VERS	VERS	VERS	VERS	VERS	VERS
Client	URA	URA	URA	URA	URA	URA
en m³						
Volume annuel	-	90 000		500 000 min	-	1 284 000 min
volume journalier garanti	-	10	275	1 370	1 500	-
volume journalier de pointe	-	13	360	1 400	-	9 028
volume horaire maximum instantané (2h)	-	-	-	-	-	-
volume horaire maximum instantané (1h)	-	1	23	1,25	-	-
Eau d'origine	source Antxarruntxa	Laxia	Laxia	Laxia/Ursuya	Laxia	Usine de la Nive
Point de livraison	Route de l'aérodrome	Itxassou amont - Quartier Pas de Roland	Itxassou bourg - Intersection RD918 et avenue de la Navarre	Errepira et Surpresseur Durruty	Réservoir de Curutchet	Sortie pompe Curutchet
Compteurs concernés	DN80	DN40	DN150	DN100	DN200	DN300
	Volumag	Volumag	Compteur combine Woltex	Sappel WESAN	Sappel Type IR	Krohne Type Optiflux 2000

Le compteur des abonnés :

- LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	2018	2019	N/N-1 (%)
Inconnu	0	-	0,00%
12 à 15 mm	24 985	25 943	3,83%
20 à 40 mm	1 752	1 789	2,11%
>40 mm	43	48	11,63%
Total	26 780	27 780	3,73%

- L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2019
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2019
et de gestion des réseaux		
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable	110

3 | Qualité du service



3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Les volumes prélevés

Le volume prélevé désigne le volume d'eau captée dans le milieu naturel pour être traitée avant sa mise en distribution.

Les volumes indiqués sont des **volumes relatifs aux relevés d'exploitation**. L'évolution de ces dernières années est la suivante :

Volumes d'eau brute prélevés (m³)						
Commune	Site	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
LARRESSORE	Forage Errepira	1 014 970	1 035 372	852 980	1 094 629	28,3%
Total des volumes prélevés		1 014 970	1 035 372	852 980	1 094 629	28,3%

Les volumes prélevés ont nettement baissé en 2018 suite à l'apparition de METOLACHORE ESA dans l'eau brute en avril 2018, ce qui a nécessité la mise en place d'une dilution avec l'eau provenant du Laxia.

Le détail mensuel des volumes prélevés en 2019 est le suivant :

Détail mensuel des volumes d'eau brute prélevés en 2019 (m³)	
Mois	Forage Errepira
JANVIER	87 284
FÉVRIER	89 155
MARS	94 244
AVRIL	81 713
MAI	96 240
JUIN	95 554
JUILLET	105 700
AOÛT	98 166
SEPTEMBRE	88 189
OCTOBRE	90 161
NOVEMBRE	92 000
DÉCEMBRE	76 223
Total	1 094 629

3.1.2 Les volumes d'eau potable produits

Le volume produit désigne le volume issu des usines de production d'eau pour être introduit dans le réseau de distribution. Il peut différer du volume prélevé en raison des besoins propres au fonctionnement des usines (nettoyage, vidanges, lavages de filtres...).

Les données présentées sont des **volumes relatifs aux relevés d'exploitation**.

Pour le calcul des indicateurs de performance du réseau et le suivi de l'évolution des volumes mis en distribution, ces volumes sont extrapolés à l'année civile (du 1 janvier au 31 décembre de l'année N).

L'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) est la suivante :

Volumes d'eau potable produits (m³)					
Site	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Dates des relevés d'exploitation	29/12/2015 29/12/2016	29/12/2016 29/12/2017	29/12/2017 28/12/2018	28/12/2018 27/12/2019	
Nombre de jours de relève	366	365	364	364	
Usine d'Errepira	1 153 338	1 105 140	1 156 287	1 157 838	0,1%
dont achat Ursuya	143 682	78 490	332 410	83 403	- 74,9%

Du fait du complément d'eau de l'Ursuya, acheté en gros à la Régie des Eaux de Bayonne, opération effectuée au niveau de la bache de la station, les volumes produits par l'usine d'Errepira représentent le cumul des eaux du forage et de l'Ursuya.

Le détail mensuel des volumes produits en 2019 est le suivant :

Détail mensuel des volumes d'eau potable produits en 2019 (m³)		
Mois	Usine d'Errepira	dont achat Ursuya
JANVIER	97 706	14 099
FÉVRIER	89 118	1 212
MARS	94 194	1 212
AVRIL	80 589	1 094
MAI	95 773	1 232
JUIN	96 319	1 053
JUILLET	105 098	1 066
AOÛT	108 227	10 887
SEPTEMBRE	120 514	32 623
OCTOBRE	98 781	9 163
NOVEMBRE	92 568	6 344
DÉCEMBRE	78 951	3 418
Total	1 157 838	83 403

La production maximale et la capacité utilisée sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Production maximale de l'usine d'Errepira (m³/j)				
Désignation	2016	2017	2018	2019
Volume maximum produit	4 940	4 970	5 142	4 732
dont achat Ursuya	1 264	1 289	2 751	1 183
% utilisé (capacité nominale : 6 000 m³/j)	82%	83%	86%	79%
Jour de pointe	02/09/2016	05/07/2017	25/09/2018	23/08/2019

3.1.3 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années.

Les données présentées sont des **volumes relatifs aux relevés d'exploitation**.

Pour le calcul des indicateurs de performance du réseau et le suivi de l'évolution des volumes mis en distribution, ces volumes sont extrapolés à l'année civile (du 1 janvier au 31 décembre de l'année N).

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Dates des relevés d'exploitation	29/12/2015 29/12/2016	29/12/2016 29/12/2017	29/12/2017 28/12/2018	28/12/2018 27/12/2019	
Nombre de jours de relève	365	365	364	364	
Volumes importés	2 697 984	2 621 791	2 910 929	2 755 028	- 5,4%
Volumes exportés	355	4 808	1 215	379	- 68,8%

Les volumes importés correspondent à des achats en gros à :

- Régie des Eaux de Bayonne (Laxia, Ursuya)
- Hasparren et Macaye
- Espelette
- AGUR (Vallée de la Nivelle)
- CAPB (production Usine de la Nive)

Les volumes exportés correspondent à des ventes en gros à Espelette.

Pour l'année 2019, le détail des volumes importés et exportés est le suivant :

Volumes importés en 2019 (m³)		
Provenance	Site	Volumes
Régie des Eaux de Bayonne	Comptage Laxia - Pas de Roland	2 221
	Comptage Laxia - Cambo	740
	Comptage Laxia - Itxassou	102 863
	Réservoir de Curutchet (achat Laxia)	664 820
	Comptage Bayonne - St Pierre d'Irube (Le Basté)	0
	Comptage Ursuya (dilution Errepira)	83 403
	Suppression Durruty	194 567
Hasparren et Macaye	Comptage Hasparren - Rte des Cimes	31
	Comptage Hasparren - Urcuray	5 102
	Rechloration Urcuray (dite route de Macaye)	1 967
Espelette	Réservoir Aérodrome (vers Itxassou)	32 509
	Comptage Larressore Haut	17 937
AGUR (Vallée de la Nivelle)	Comptage Larressore - Rte des Cimes (par Cherchebruit)	1 035
CAPB (Usine de la Nive) (*)	Refolement vers Curutchet (Usine de la Nive), réservoir d'Arcangues, surpr. Poutchinots vers URA	1 647 833
Total des volumes importés		2 755 028

(*) Les achats d'eau en gros à la CAPB issus de la production de l'Usine de la Nive tiennent compte de la déduction annuelle faite pour les volumes distribués à certains abonnés de Biarritz (quartier Poutchinots) et d'Anglet (quartier Sutar). Ces volumes provenant du réseau d'Arcangues, sont estimés à partir des volumes facturés à ces clients.

En 2019, la déduction a été estimée à 135 425 m³.

Détail mensuel des volumes importés en 2019 (m³)							
Mois	Régie des eaux de Bayonne						
	Laxia Pas de Roland	Laxia Cambo	Laxia Itxassou	Réservoir Curutchet	St Pierre d'Irube	Ursuya	Surpr. Durruty
JANVIER	217	0	8 017	64 940	0	14 099	10 960
FÉVRIER	179	0	5 230	56 420	0	1 212	11 490
MARS	176	0	9 204	57 900	0	1 212	12 021
AVRIL	184	0	8 109	53 340	0	1 094	19 536
MAI	185	490	8 293	50 700	0	1 232	26 518
JUIN	188	0	9 630	57 000	0	1 053	21 413
JUILLET	194	0	9 798	58 850	0	1 066	23 770
AOÛT	223	0	11 179	60 480	0	10 887	17 087
SEPTEMBRE	180	0	8 362	56 640	0	32 623	2 323
OCTOBRE	161	0	8 260	54 820	0	9 163	10 166
NOVEMBRE	195	250	9 647	55 090	0	6 344	20 595
DÉCEMBRE	139	0	7 134	38 640	0	3 418	18 688
Total	2 221	740	102 863	664 820	0	83 403	194 567

Détail mensuel des volumes importés en 2019 (m³)								
Mois	Hasparren et Macaye			Espelette		AGUR	CAPB	Total général
	Hasparren Rte des Cimes	Hasparren Urcuray	Rech. Urcuray	Réservoir Aéroport	Larressore Haut	Larressore Rte des Cimes	Usine Nive, Arcangues, Pouch Ura	
JANVIER	0	383	167	2 563	1 804	47	144 444	247 641
FÉVRIER	0	302	133	2 490	1 357	39	131 341	210 193
MARS	0	324	152	2 510	1 437	42	130 075	215 053
AVRIL	0	357	133	1 940	1 353	66	123 998	210 110
MAI	0	389	211	2 653	1 950	59	160 244	252 924
JUIN	0	351	156	2 518	1 667	255	154 397	248 628
JUILLET	0	412	191	2 813	1 933	105	194 777	293 909
AOÛT	0	372	185	2 888	1 395	83	169 111	273 890
SEPTEMBRE	0	252	225	2 929	1 347	84	159 218	264 183
OCTOBRE	31	767	155	3 190	1 202	87	130 773	218 775
NOVEMBRE	0	794	133	3 253	1 261	82	142 895	240 539
DÉCEMBRE	0	399	126	2 762	1 231	86	141 985	214 608
Total	31	5 102	1 967	32 509	17 937	1 035	1 783 258	2 890 453
Dédution annuelle des m3 par Arcangues pour Biarritz-Anglet (135 425 m³ en 2019)							1 647 833	2 755 028

Volumes exportés en 2019 (m³)		
Destination	Site	Volumes
Espelette	Réservoir Aéroport (vers Espelette)	379
Total des volumes exportés		379

Détail mensuel des volumes exportés en 2019 (m³)	
Mois	Réservoir Aéroport (vers Espelette)
JANVIER	0
FÉVRIER	0
MARS	0
AVRIL	0
MAI	0
JUIN	2
JUILLET	0
AOÛT	0
SEPTEMBRE	0
OCTOBRE	0
NOVEMBRE	289
DÉCEMBRE	88
Total	379

Les volumes exportés vers Espelette varient en fonction des besoins du service. Il s'agit d'un secours utilisé par exemple pour les besoins de maintenance.

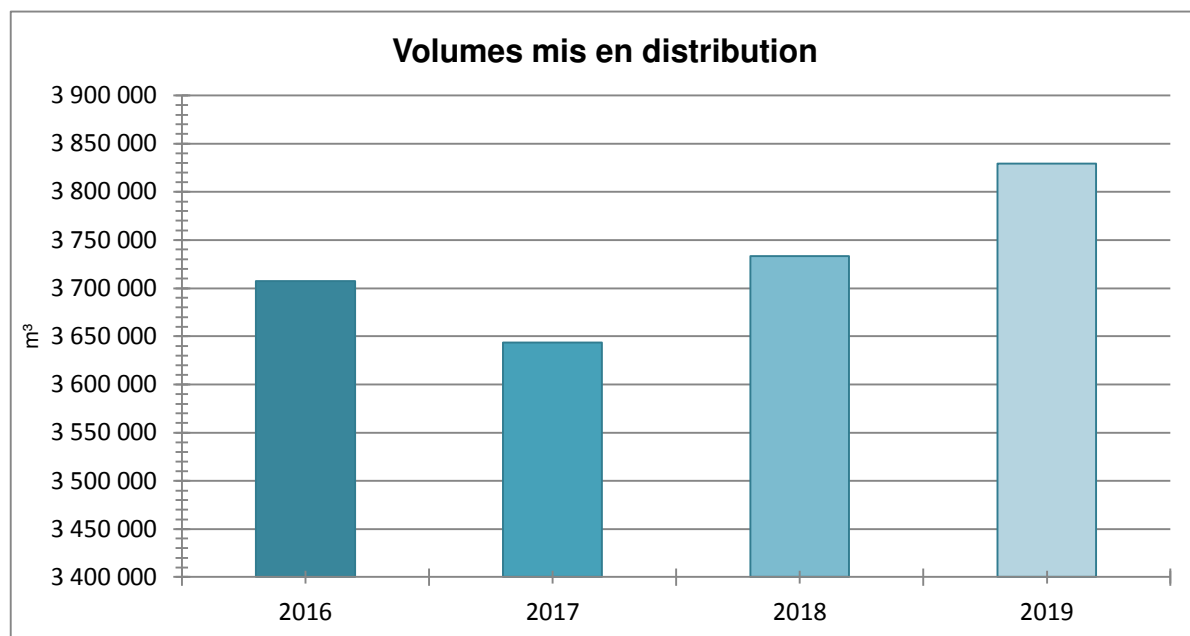
3.1.4 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

Le volume mis en distribution correspond au volume d'eau introduit dans le réseau de distribution d'eau potable. Il est égal au volume produit par les installations du contrat auquel on ajoute les volumes d'eau potable importés (achetés en gros) et auquel on retranche les volumes d'eau potable exportés (vendus en gros).

Les données présentées sont des **volumes relatifs aux relevés d'exploitation**. Pour le calcul des indicateurs de performance du réseau et le suivi de l'évolution des volumes mis en distribution, ces volumes sont extrapolés à l'année civile (du 1 janvier au 31 décembre de l'année N).

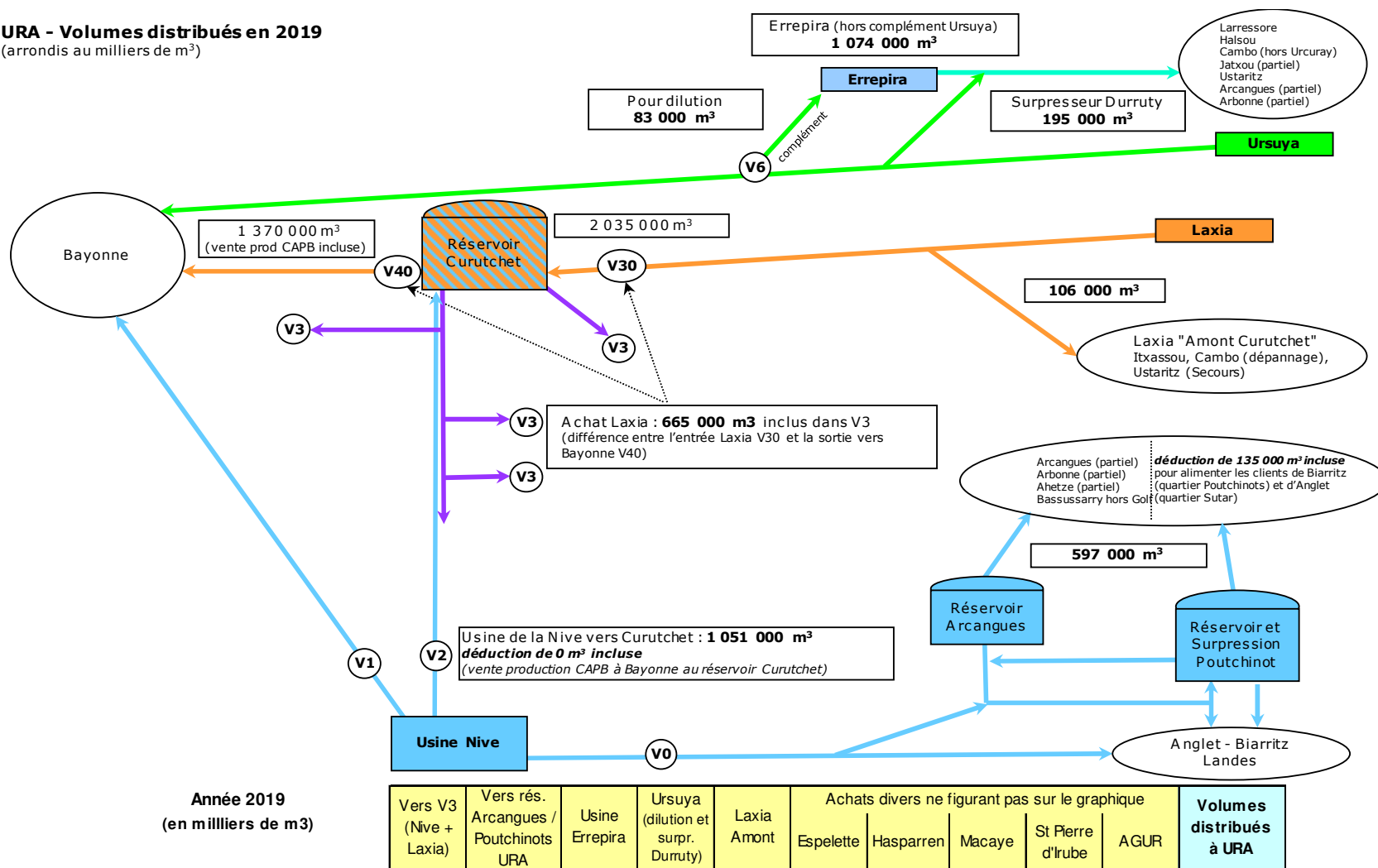
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable mis en distribution ces dernières années :

Volumes mis en distribution (m³)					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Dates des relevés d'exploitation	29/12/2015 29/12/2016	29/12/2016 29/12/2017	29/12/2017 28/12/2018	28/12/2018 27/12/2019	
Nombre de jours de relève	365	365	364	364	
Volumes produits par l'usine d'Errepara (hors achat Ursuya) (A)	1 009 656	1 026 650	823 877	1 074 435	30,4%
Volumes achetés en gros à la CAPB (Usine de la Nive) (B)	1 838 477	1 583 557	1 655 034	1 647 833	- 0,4%
Autres volumes achetés en gros (B)	859 507	1 038 234	1 255 895	1 107 195	- 11,8%
Volumes exportés vers Espelette (C)	355	4 808	1 215	379	- 68,8%
Total des volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	3 707 285	3 643 633	3 733 591	3 829 084	2,6%



Le schéma suivant détaille les volumes distribués à URA pour l'année 2019 :

URA - Volumes distribués en 2019 (arrondis au milliers de m³)



3.1.5 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrévés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectuées conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Les données présentées ci-dessous sont des volumes relatifs aux périodes de relèvement et extrapolés à une année civile de 365 ou 366 jours (du 1 janvier au 31 décembre de l'année N).

Volumes consommés autorisés (m³)					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	3 216 974	3 136 893	3 132 452	3 128 398	- 0,1%
- dont Volumes facturés (E')	3 188 086	3 078 235	3 100 152	3 121 011	0,7%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrévés, gestes commerciaux...) (E'')	28 888	58 658	32 300	7 387	- 77,1%
Volumes consommés sans comptage (F)	7 566	7 741	7 685	15 818	105,8%
Volumes de service du réseau (G)	33 130	29 660	18 740	22 491	20,0%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	3 257 670	3 174 294	3 158 877	3 166 707	0,2%

Pour les volumes consommés sans comptage, il a été exceptionnellement ajouté une estimation de 8000 m³ correspondant à une fuite réparée le 18 janvier 2019 sur la canalisation en sortie de la suppression de Poutchinots vers URA.

3.1.6 La performance réseau calculée sur une période de relèvement (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relèvement et extrapolés à une année civile de 365 ou 366 jours (du 1 janvier au 31 décembre de l'année N).

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m³/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites

- de la politique de renouvellement du réseau
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en $\text{m}^3/\text{km}/\text{jour}$ et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes ($\text{m}^3/\text{km}/\text{j}$) - Indice linéaire des volumes non comptés ($\text{m}^3/\text{km}/\text{j}$)					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	3 838 654	3 775 338	3 879 245	3 976 744	2,5%
Volumes comptabilisés (E)	3 216 974	3 136 893	3 132 452	3 128 398	- 0,1%
Volumes consommés autorisés (H)	3 257 670	3 174 294	3 158 877	3 166 707	0,2%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	580 984	601 044	720 368	810 037	12,4%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	621 680	638 445	746 793	848 346	13,6%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	759,659	759,781	759,45	756,044	- 0,4%
Période d'extraction des données (jours) (M)	366	365	365	365	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	2,09	2,17	2,6	2,94	13,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	2,24	2,3	2,69	3,07	14,1%

Rendement de réseau (%)					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	3 257 670	3 174 294	3 158 877	3 166 707	0,2%
Volumes eau potable exportés (C)	355	4 808	1 215	379	- 68,8%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	1 010 125	1 026 832	825 479	1 078 466	30,6%
Volumes eau potable importés (B)	2 828 884	2 753 314	3 054 981	2 898 657	- 5,1%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A+B)$	84,87	84,1	81,44	79,63	- 2,2%

Il est à noter que :

- l'estimation annuelle des volumes distribués au réseau de Biarritz et d'Anglet présentée dans la partie « Volumes importés » n'est pas prise en compte dans le calcul du rendement.
- les abonnés alimentés par le réseau d'Arcangues sont des abonnés facturés sur Biarritz et Anglet. Pour le calcul du rendement, leurs volumes respectifs ont été ajoutés aux volumes facturés de URA. A titre indicatif, le volume global ajouté est de 113 800 m³ en 2019 (112 955 m³ en 2018).

L'indice linéaire de pertes permet de caractériser la qualité du réseau en fonction du type de réseau (valeurs guides FNCCR : Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) :

Indice linéaire de pertes				
Type de réseau	Satisfaisant	Assez satisfaisant	Médiocre	Préoccupant
Réseau rural	ILP < 2	$2 \leq \text{ILP} < 3$	$3 \leq \text{ILP} \leq 5$	$5 < \text{ILP}$
Réseau intermédiaire	ILP < 6	$6 \leq \text{ILP} < 8$	$8 \leq \text{ILP} \leq 11$	$11 < \text{ILP}$
Réseau urbain	ILP < 10	$10 \leq \text{ILP} < 13$	$13 \leq \text{ILP} \leq 16$	$16 < \text{ILP}$

Le réseau de distribution de URA étant de type intermédiaire, l'indice linéaire de pertes est qualifié de **satisfaisant** en 2019.

Nous devons atteindre contractuellement un indice linéaire de perte inférieur à 2,3 m³/km/j. Cet objectif ambitieux correspond à un niveau de rendement proche d'un réseau de type rural.

3.1.7 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau					
Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	3 257 670	3 174 294	3 158 877	3 166 707	0,2%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	759,7	759,8	759,5	756	- 0,4%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	11,8	11,5	11,4	11,5	0,7%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,35	67,29	67,28	67,3	0,0%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A'-A''+B)$	84,87	84,1	81,44	79,63	- 2,2%

3.1.8 Les volumes de pointes

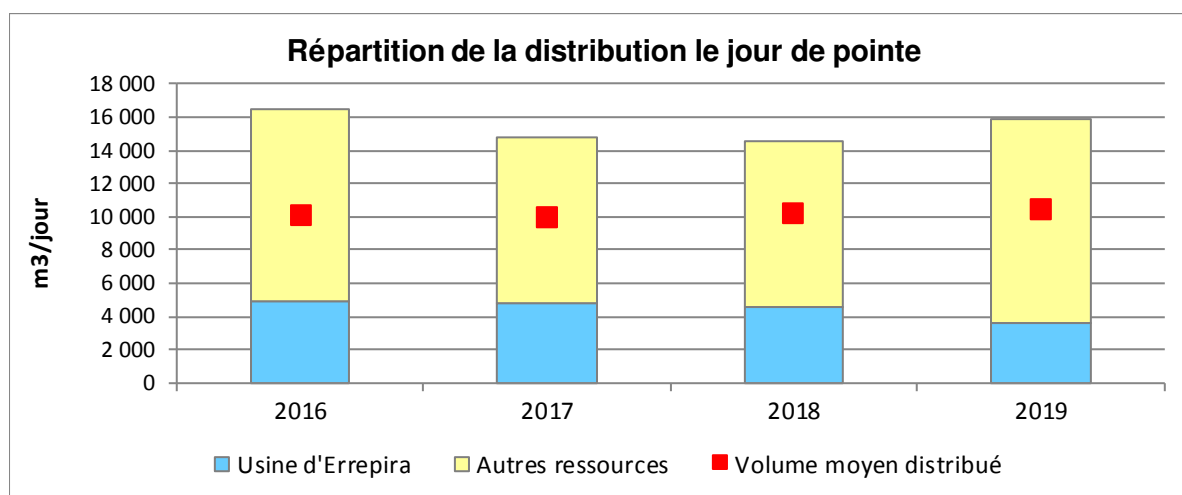
Afin de déterminer la consommation de pointe, l'ensemble des compteurs servant au calcul des volumes mis en distribution ne bénéficie pas d'un système de retransmission journalier.

Le jour de pointe est partiellement estimé sur la base des relevés mensuels. Il n'a donc qu'une valeur indicative.

L'évolution et la répartition des volumes distribués le jour de pointe sont indiquées dans les tableaux suivants :

Consommation de pointe (m³/j)				
Désignation	2016	2017	2018	2019
Volume moyen distribué	10 129	9 983	10 257	10 519
Volume maximum distribué	16 517	14 805	14 618	15 831
Jour de pointe	19/07/2016	21/06/2017	06/08/2018	24/07/2019
Coefficient de pointe	1,6	1,5	1,4	1,5

Répartition de la distribution le jour de pointe (m³)								
Site	2016		2017		2018		2019	
	m³	% utilisé	m³	% utilisé	m³	% utilisé	m³	% utilisé
Usine d'Errepara	4 860	81%	4 810	80%	4 512	75%	3 646	61%
Autres ressources	11 657	-	9 995	-	10 106	-	12 185	-
Total	16 517		14 805		14 618		15 831	



3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".

(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité**, correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, ...), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,...) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température...) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité »).
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration peut être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

La révision des dispositifs anti-intrusion et des dispositifs de chloration a été lancée et conduira potentiellement l'exploitant à faire des propositions d'améliorations.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

• LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource							
Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	2	0	100,0%	6	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	2	0	100,0%	431	0	100,0%
Surveillance	Microbiologique	9	0	100,0%	30	0	100,0%
Surveillance	Physico-chimique	30	0	100,0%	268	0	100,0%

• LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES

Pas de dépassement.

3.2.4 La production

• LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr .	Nbr . HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	6	0	100,0%	0	100,0%	6	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	6	0	100,0%	0	100,0%	20	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	30	0	100,0%	0	100,0%	29	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	747	0	100,0%	0	100,0%	174	0	100,0%	0	100,0%

• **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Pas de dépassement.

3.2.5 La distribution

• **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr . NC	% Conformité	Nbr .	Nbr . HR	% Référence	Nbr . NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	111	2	98,2%	0	100,0%	7	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	121	15	87,6%	0	100,0%	11	4	63,6%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	611	2	99,7%	0	100,0%	25	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	1 704	15	99,1%	0	100,0%	109	4	96,3%	0	100,0%

• **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
AHETZE	Contrôle sanitaire	Hors référence	25/07/2019	ZZ-AHETZE - ECOLE	TEMPERATURE	25.7	degré Celsius	<=25	
BASSUSSARRY	Contrôle sanitaire	Hors référence	27/08/2019	BASSUSSARY - ROBINET EGLISE	COLIFORMES "TOTAUX" à 36°	1	nombre/100 ml	=0	
CAMBO-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	11/04/2019	FERME AUBERGE NOBLIA - ROBINET PARKING	CONDUCTIVITE A 25°C	144.0	µS/cm	>=200	<=1110
CAMBO-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	19/04/2019	CAMBO LES BAINS - ROBINET FACE MAIRIE	CONDUCTIVITE A 25°C	177.0	µS/cm	>=200	<=1110
CAMBO-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	31/07/2019	FERME AUBERGE NOBLIA - ROBINET PARKING	CONDUCTIVITE A 25°C	58.0	µS/cm	>=200	<=1110
CAMBO-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	23/12/2019	FERME AUBERGE NOBLIA - ROBINET PARKING	CONDUCTIVITE A 25°C	71.0	µS/cm	>=200	<=1110
CAMBO-LES-BAINS	Surveillance	Hors référence	25/03/2019	FERME AUBERGE NOBLIA - ROBINET PARKING	CONDUCTIVITE A 25°C	56.0	µS/cm	>=200	<=1110
CAMBO-LES-BAINS	Surveillance	Hors référence	17/06/2019	FERME AUBERGE NOBLIA - ROBINET PARKING	CONDUCTIVITE A 25°C	52.0	µS/cm	>=200	<=1110
CAMBO-LES-BAINS	Surveillance	Hors référence	02/12/2019	FERME AUBERGE NOBLIA - ROBINET PARKING	CONDUCTIVITE A 25°C	64.0	µS/cm	>=200	<=1110
ITXASSOU	Contrôle sanitaire	Hors référence	26/02/2019	ZZ-ITXASSOU - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	197.0	µS/cm	>=200	<=1110
ITXASSOU	Contrôle sanitaire	Hors référence	27/05/2019	ZZ-ITXASSOU - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	193.0	µS/cm	>=200	<=1110
ITXASSOU	Contrôle sanitaire	Hors référence	06/11/2019	ZZ-ITXASSOU - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	182.5	µS/cm	>=200	<=1110
ITXASSOU	Surveillance	Hors référence	17/06/2019	ZZ-ITXASSOU - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	188.0	µS/cm	>=200	<=1110
JATXOU	Contrôle sanitaire	Hors référence	24/07/2019	ZZ-JATXOU - ROBINET ANCIENNE MAIRIE	TEMPERATURE	26.0	degré Celsius	<=25	
LARRESSORE	Contrôle sanitaire	Hors référence	21/03/2019	ZZ-LARRESSORE - ECOLE PUBLIQUE	GERMES SULFITO-REDUCTEURS	1	nombre/100 ml	=0	
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Contrôle sanitaire	Hors référence	13/11/2019	SAINT-PIERRE-D'IRUBE - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	199.0	µS/cm	>=200	<=1110

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
URCUIT	Contrôle sanitaire	Hors référence	29/05/2019	ZZ-URCUIT - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	198.0	µS/cm	>=200	<=1110
URCUIT	Contrôle sanitaire	Hors référence	09/07/2019	ZZ-URCUIT - ROBINET EGLISE	TEMPERATURE	26.0	degré Celsius	<=25	
URCUIT	Contrôle sanitaire	Hors référence	04/09/2019	ZZ-URCUIT - ROBINET EGLISE	TEMPERATURE	27.1	degré Celsius	<=25	
URCUIT	Contrôle sanitaire	Hors référence	27/11/2019	ZZ-URCUIT - ROBINET EGLISE	CONDUCTIVITE A 25°C	191.0	µS/cm	>=200	<=1110
VILLEFRANQUE	Contrôle sanitaire	Hors référence	24/07/2019	ZZ-VILLEFRANQUE - FRONTON PLACE LIBRE	TEMPERATURE	27.8	degré Celsius	<=25	

Les très faibles conductivités mesurées à Cambo Les Bains -Ferme Noblia s'expliquent par le fait que ce point est alimenté exclusivement par le réseau de Macaye Louhossoa dont l'eau produite n'est pas reminéralisée.

Sur tous les autres points, malgré le mélange de l'eau achetée à la Régie des Eaux de Bayonne avec l'eau produite par l'usine Errepara ou par l'usine de la Nive, il se peut que la conductivité ne dépasse pas toujours le seuil de 200 µS/cm.

• **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une instruction, DGS/EA4/2012/366, a été diffusée par la DGS en date du 18 octobre 2012.

Elle précise les modalités de :

- ⇒ Repérage des canalisations à risque
- ⇒ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇒ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des

prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	117	0	100%
Physico-chimique	26	0	100%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique relevée (kWh)						
Commune	Site	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	113 543	114 677	48 829	9 664	- 80,2%
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Bas et Station de surpression d'Irourit	34 481	34 170	37 493	39 530	5,4%
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	1 241	1 377	1 951	1 956	0,3%
BRISCOUS	Surpresseur Jauberria Briscous	2 245	4 320	4 931	2 919	- 40,8%
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir et Station de surpression de Marienia	27 651	26 449	27 236	25 679	- 5,7%
CAMBO-LES-BAINS	Station de surpression de Macaye	6 959	13 526	9 198	5 547	- 39,7%
JATXOU	Réservoir de Jatxou et Surpresseur Dolatekoborda	6 366	4 246	1 023	1 135	10,9%
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	33 409	28 028	32 632	47 295	44,9%
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	784	6 323	6 588	5 080	- 22,9%
LARRESSORE	Surpression Durruty	65 530	89 431	50 453	86 657	71,8%
LARRESSORE	Usine d'Errepara	689 850	664 562	677 502	710 454	4,9%
MOUGUERRE	Réservoir de Mouguerre Bas Ametzague (Rte du port)	77	1	45	66	46,7%
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	256 715	252 021	261 286	260 019	- 0,5%
URT	Réservoir d'Urt	1	6	5	3	- 40,0%
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	72 699	74 366	84 687	88 230	4,2%
Total		1 311 551	1 313 503	1 243 859	1 284 234	3,2%

A noter que la consommation électrique du surpresseur URA situé sur le site de Poutchinots n'apparaît pas dans ce tableau car il n'existe pas de comptage électrique séparant les consommations du surpresseur URA, du surpresseur de Bidart et du surpresseur de Biarritz.

La baisse de la consommation électrique en 2018 et 2019 est liée au fait que le réservoir et les pompes d'Arcangues ont été mis à l'arrêt et à la place c'est le surpresseur URA situé à Poutchinots qui fonctionne.

3.3.2 La consommation de produits de traitement

Les consommations en produits de traitement des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation de produits de traitement (kg)						
Site	Réactifs	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Usine d'Errepira	Chlore	343	387	367	404	- 5,2%
	Soude	68 560	63 950	78 480	84 290	22,7%

Le chlore est utilisé pour la désinfection de l'eau. Un résiduel de chlore libre en sortie d'usine doit être maintenu afin d'assurer une protection bactériologique sur le réseau.

L'injection de lessive de soude permet de relever le pH de l'eau afin d'atteindre l'équilibre calco-carbonique et de la rendre légèrement incrustante.

3.3.3 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	Equipement électrique	armoie générale BT	18/06/2019
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	Extincteur		09/12/2019
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Bas et Station de surpression d'Irourit	Equipement électrique	armoie générale BT	18/06/2019
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	Equipement électrique	armoie générale BT	18/06/2019
BRISCOUS	Surpresseur Jauberria Briscous	Equipement électrique		18/06/2019
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir et Station de surpression de Marienia	Equipement électrique		24/06/2019
CAMBO-LES-BAINS	Station de surpression de Macaye	Equipement électrique		24/06/2019
CAMBO-LES-BAINS	Station de surpression de Macaye	Extincteur		10/12/2019
CAMBO-LES-BAINS	Surpresseur Bergerie	Equipement électrique	armoie générale BT	24/06/2019
ITXASSOU	Réservoir d'Itxassou	Equipement électrique		24/06/2019
JATXOU	Réservoir de Jatxou et Surpresseur Dolatekoborda	Equipement électrique	armoie générale BT	25/06/2019
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	Equipement électrique	armoie générale BT	18/06/2019
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	Extincteur	extincteur	09/12/2019
LARRESSORE	Forage Errepira	Equipement électrique	Armoire de commande	24/06/2019
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	Equipement électrique	armoie générale BT	24/06/2019

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
LARRESSORE	Supression Durruty	Equipement électrique	armoire générale BT	24/06/2019
LARRESSORE	Supression Durruty	Moyen de levage		13/06/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Detecteur		07/03/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Detecteur		10/09/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Detecteur		10/12/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Detecteur		11/06/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Equipement électrique		24/06/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Extincteur		11/12/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Moyen de levage	chariot monorail	13/06/2019
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	Equipement électrique	armoire générale BT	18/06/2019
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	Moyen de levage	chariot monorail	13/06/2019
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Mentachoury	Equipement électrique	armoire télétransmission	18/06/2019
URT	Réservoir d'Urt	Equipement électrique		18/06/2019
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	Equipement électrique		25/06/2019
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	Extincteur		09/12/2019

3.3.4 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	Site	Date intervention
AHETZE	Réservoir d'Ahetze	05/11/2019
ARBONNE	Réservoir d'Arbonne	25/09/2019
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Bas et Station de surpression d'Irourit	16/10/2019
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Haut	23/10/2019
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Quartier du bois	23/10/2019
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	26/11/2019
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir de la décharge (Celhaya)	04/12/2019
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir de la poterie (Macaye)	04/12/2019
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir et Station de surpression de Marienia	29/05/2019

Nettoyage des réservoirs		
Commune	Site	Date intervention
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir et Station de surpression de Marienia	30/10/2019
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir Urcuray	04/12/2019
CAMBO-LES-BAINS	Station de surpression de Macaye	12/11/2019
HASPARREN	Réservoir quartier du pilota plaza	21/11/2019
ITXASSOU	Réservoir d'Itxassou	16/10/2019
JATXOU	Réservoir de Jatxou et Surpresseur Dolatekoborda	21/11/2019
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	24/10/2019
LAHONCE	Réservoir de Lahonce	20/11/2019
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	17/04/2019
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	19/09/2019
LARRESSORE	Réservoir route des cimes	05/06/2019
LARRESSORE	Surpression Durruty	17/10/2019
LARRESSORE	Surpression Durruty	24/10/2019
LARRESSORE	Usine d'Errepira	09/10/2019
MOUGUERRE	Réservoir de Mouguerre Bas Ametzague (Rte du port)	17/10/2019
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	22/10/2019
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Mentachoury	02/12/2019
URT	Réservoir d'Urt	11/06/2019
USTARITZ	Réservoir des Anglais (dit Quartier du bois)	14/06/2019
USTARITZ	Réservoir Sainte Barbe	05/12/2019
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	05/06/2019

3.3.5 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
AHETZE	Réservoir d'Ahetze	28	-	2	30
ARBONNE	Réservoir d'Arbonne	29	-	-	29
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 3 (VENTE)	-	-	4	4

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	117	7	12	136
BIARRITZ	Surpresseur de Poutchinots vers URA	60	8	2	70
BRISCOUS	Comptage Briscous - Pagadoy	-	-	2	2
BRISCOUS	Comptage Briscous - Quartier des Bois	-	-	6	6
BRISCOUS	Comptage Briscous - Urt	-	-	2	2
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Bas et Station de surpression d'Irourit	242	6	5	253
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Haut	18	-	-	18
BRISCOUS	Réservoir de Briscous Quartier du bois	22	-	-	22
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	246	6	15	267
BRISCOUS	Surpresseur Jauberria Briscous	72	2	5	79
CAMBO-LES-BAINS	Comptage Laxia - Cambo	3	-	-	3
CAMBO-LES-BAINS	Rechloration Urcuray (dite route de Macaye)	214	-	2	216
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir de la décharge (Celhaya)	15	-	-	15
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir de la poterie (Macaye)	13	-	1	14
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir et Station de surpression de Marienia	220	4	3	227
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir Urcuray	15	-	-	15
CAMBO-LES-BAINS	Réservoir Xistaguaia	4	-	-	4
CAMBO-LES-BAINS	Station de surpression de Macaye	161	4	-	165
CAMBO-LES-BAINS	Surpresseur Bergerie	66	2	-	68
HASPARREN	Comptage Hasparren - Rte des Cimes	4	-	-	4
HASPARREN	Comptage Hasparren - Urcuray	3	-	1	4
HASPARREN	Réservoir quartier du pilota plaza	20	-	-	20
ITXASSOU	Comptage Laxia - Itxassou	2	1	1	4
ITXASSOU	Comptage Laxia - Pas de Roland	3	-	-	3
ITXASSOU	Réservoir d'Itxassou	22	1	4	27
JATXOU	Réservoir de Jatxou et Surpresseur Dolatekoborda	210	6	9	225
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	234	3	6	243
LAHONCE	Comptage Mouguerre - Lahonce	-	-	2	2
LAHONCE	Réservoir de Lahonce	29	-	-	29
LARRESSORE	Comptage Larressore - Rte des Cimes (par Cherchebruit)	3	-	-	3

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
LARRESSORE	Comptage Larressore Haut (par Espelette)	3	-	1	4
LARRESSORE	Comptage Ursuya	12	-	2	14
LARRESSORE	Forage Errepira	67	4	-	71
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	36	2	5	43
LARRESSORE	Réservoir route des cimes	22	-	-	22
LARRESSORE	Suppression Durruty	200	14	12	226
LARRESSORE	Usine d'Errepira	687	24	61	772
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 11 (SECTO)	-	-	4	4
MOUGUERRE	Réservoir de Mouguerre Bas Ametzague (Rte du port)	29	-	1	30
SAINT-PÉE-SUR-NIVELLE	Comptage Ahetze N°13 (achat AGUR)	6	-	-	6
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Comptage Bayonne - St Pierre d'Irube	3	-	1	4
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	172	7	24	203
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Mentachoury	44	1	2	47
URT	Comptage Urcuit - Urt	-	-	3	3
URT	Comptage Urt - Arberoue	-	-	2	2
URT	Réservoir d'Urt	19	1	9	29
USTARITZ	Comptage Moleresenborda	-	-	1	1
USTARITZ	Réservoir des Anglais (dit Quartier du bois)	19	-	1	20
USTARITZ	Réservoir Sainte Barbe	22	2	-	24
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	188	11	9	208

La mise en place de capteurs de niveaux télétransmis dans le puits d'Errepira permet de constater que le niveau de la nappe est directement influencé par celui de la rivière La Nive.

Cette information permet d'optimiser la ressource d'Errepira.

La mise en service du turbidimètre sur l'eau achetée à la Régie des Eaux de Bayonne au niveau du Suppresseur Durruty permet un contrôle de la qualité de l'eau, et une interruption de son utilisation dès lors que le paramètre devient non-conforme. En complément de la production de l'usine d'Errepira, un prélèvement journalier à la Régie des Eaux de Bayonne est asservi d'un contrôle de la turbidité des sources du Laxia et de l'Ursuya.

L'agressivité de l'eau de la Régie des Eaux de Bayonne reste un problème à traiter à moyen terme.

Suite à des plaintes des consommateurs et afin de ne pas distribuer une eau agressive, en accord avec la Collectivité, nous ne respectons pas la convention d'achat de 500 000 m³/an sur les deux points d'entrée de complément au niveau de l'usine d'Errepira et d'Etienne Durruty.

Lors du nettoyage de la bâche de reprise d'Etienne Durruty, nous avons constaté une dégradation du voile de la bâche. Cette information a été portée à la connaissance de la Collectivité et au maître d'œuvre.

Les principales interventions réalisées en 2019 sont indiquées ci-après :

Commune	Site	Nature de l'intervention
ARCANGUES	Comptage Arcangues - Poste 3 (VENTE)	Remplacement piles teletransmission
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	Intervention de renouvellement pompe 3
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	Remplacement réducteur de pression
ARCANGUES	Réservoir et surpression d'Arcangues	Réparation accouplement pompe 3
BASSUSSARRY	Comptage Bassussarry	Installation afficheur
BASSUSSARRY	Comptage Bassussarry	Remplacement coffret
BIARRITZ	Surpresseur de Poutchinots vers URA	Pose antenne Sofrel
BRISCOUS	Comptage Briscous - Pagadoy	Mise en service Débitmètre
BRISCOUS	Comptage Briscous - Quartier des Bois	Remplacement câble et connecteur entre comptage et LS42
BRISCOUS	Comptage Briscous - Quartier des Bois	Remplacement tête émettrice
BRISCOUS	Comptage Briscous Salines	Installer armoire + mise en service Débitmètre
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	Remplacement armoire BT
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	Changement canne injection chlore
BRISCOUS	Réservoir et Station de surpression route de l'Enseigne	Réparation porte armoire elec
BRISCOUS	Surpresseur Jauberria Briscous	Installation 2 vannes DN80 pour isoler clapet bypass -
BRISCOUS	Surpresseur Jauberria Briscous	Dépannage avec groupe électrogène de secours
CAMBO-LES-BAINS	Rechloration Urcuray (dite route de Macaye)	Intervention de renouvellement porte
JATXOU	Réservoir de Jatxou et Surpresseur Dolatekoborda	Remplacement canne injection javel
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	Modification nourrice pour rajout de 2 pressostats
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	Intervention de renouvellement ARMOIRE BT
JATXOU	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes	réparation fuite
LAHONCE	Comptage Lahonce - Urcuit	Installer armoire + mise en service Débitmètre
LARRESSORE	Comptage Larressore Haut (par Espelette)	Réparer porte coffret Débitmètre
LARRESSORE	Réservoir d'Ametzarreta	Déplacement capteur pression
LARRESSORE	Surpression Durruty	Remplacement sonde pH
LARRESSORE	Surpression Durruty	Intervention de renouvellement motorisation vanne auxiliaire réseau
LARRESSORE	Surpression Durruty	Ajout du relais de défaut des variateurs dans la chaîne de commande des pompes
LARRESSORE	Surpression Durruty	Remplacement batterie Sofrel
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Intervention de renouvellement compresseur
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Réparation tuyau chlore
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Remplacement télétransmission débitmètre Halsou
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Modification alimentation électrique compresseur secours
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Remplacement télétransmission Débitmètre Halsou Errepira
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Réparation et remontage surpresseur lavage filtres
LARRESSORE	Usine d'Errepira	Intervention de renouvellement pH mètre
MOUGUERRE	Comptage Mouguerre - Poste 11 (SECTO)	Réparation câble arraché
MOUGUERRE	Réservoir de Mouguerre Bas Ametzague (Rte du port)	Coupe EDF 09h00 - 13h30
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Comptage St Pierre d'Irube	Mise en service débitmètre
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	Installation moteur pompe 1

SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	Déplacement disjoncteur général
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	Remplacement onduleur
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury	Modification programme pour acquit défaut vanne à distance
URT	Comptage Urt - Arberoue	Remplacement électrovanne
URT	Réservoir d'Urt	Coupure EDF 09h00-11h30
URT	Réservoir d'Urt	Réparation fermeture armoire stabilisateur
USTARITZ	Comptage Moleresenborda	Dépannage télétransmission - Guy 05/02
USTARITZ	Surpresseur et Réservoir Arruntz	Raccordement GE de secours

3.3.6 Les interventions sur le réseau de distribution

• LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution					
Indicateur	Type d'intervention	2018	2019	N/N-1 (%)	
Accessoires	créés	8	3	-62,5%	
Accessoires	renouvelés	9	10	11,1%	
Accessoires	supprimés	2	1	-50,0%	
Appareils de fontainerie	créés	8	11	37,5%	
Appareils de fontainerie	déplacés	-	1	0,0%	
Appareils de fontainerie	renouvelés	6	7	16,7%	
Appareils de fontainerie	réparés	44	7	-84,1%	
Appareils de fontainerie	vérifiés	642	523	-18,5%	
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	151	91	-39,7%	
Branchements	créés	196	173	-11,7%	
Branchements	modifiés	78	65	-16,7%	
Branchements	renouvelés	5	8	60,0%	
Branchements	supprimés	2	6	200,0%	
Compteurs	déposés	13	14	7,7%	
Compteurs	étalonnés ou normalisés	-	1	0,0%	
Compteurs	posés	1022	842	-17,6%	
Compteurs	remplacés	379	519	36,9%	
Devis métrés	réalisés	399	363	-9,0%	
Enquêtes	Clientèle	828	672	-18,8%	

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	Type d'intervention	2018	2019	N/N-1 (%)
Fermetures d'eau	à la demande du client	14	30	114,3%
Fermetures d'eau	autres	1	-	-100,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	255	306	20,0%
Remise en eau	sur le réseau	84	68	-19,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	5	7	40,0%
Réparations	fuite sur branchement	74	78	5,4%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	85	64	-24,7%
Autres		2 213	2 490	12,5%
Total actes		6 523	6 360	-2,5%

3.3.7 La recherche des fuites

La recherche des fuites			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau ausculté (ml)	40 176	80 296	99,9%

La détection des fuites repose principalement sur le repérage direct au moyen de détecteurs acoustiques. Toute fuite d'une canalisation enterrée engendre des vibrations qui se propagent dans celle-ci. En plaçant des capteurs spécifiques en contact avec la conduite en deux endroits différents, il est possible d'enregistrer ces vibrations et de les comparer point par point à l'aide d'une unité de traitement appelé « corrélateur acoustique ». Le programme de calcul du corrélateur acoustique permet en quelques secondes de déterminer avec précision le point de fuite à l'origine des vibrations captées. L'ensemble des résultats est inscrit dans le Système d'Informations Géographiques.

Pour déclencher ces opérations de contrôle du réseau, les agents techniques suivent au quotidien les volumes journaliers ainsi que les débits de nuit qui sont des indicateurs de suspicion de fuites.

Réseau AEP

Le tableau suivant présente le détail des réparations de fuites sur le réseau d'eau potable au cours de l'année 2019 :

Réparations fuites sur réseau - détails		
Commune	Rue	Date
ITXASSOU	CHEMIN DEPARTEMENTAL 249	03/01/2019
AHETZE	CHEMIN OSTALAPEA	04/09/2019
AHETZE	CHEMIN ITHURBIDEA	15/11/2019

Réparations fuites sur réseau - détails		
Commune	Rue	Date
ARBONNE	ALLEE DES CHEVREFEUILLES	10/10/2019
ARCANGUES	CHEMIN DE OVERBROOK	11/01/2019
ARCANGUES	CHEMIN DE OVERBROOK	17/01/2019
ARCANGUES	VIEILLE ROUTE DE SAINT PEE	01/03/2019
ARCANGUES	VIEILLE ROUTE DE SAINT PEE	01/03/2019
ARCANGUES	CHEMIN DE TEILLERIA	20/03/2019
ARCANGUES	CHEMIN D ARANCETAKOBORDA	27/08/2019
ARCANGUES	CHEMIN D ERROTA HANDIA	10/12/2019
BASSUSSARRY	IMPASSE CHANCHINO	21/02/2019
BASSUSSARRY	CHEMIN DE BORDABERRIA	18/12/2019
BRISCOUS	CHEMIN MENTABERRIKOBORDA	04/01/2019
BRISCOUS	PLACE DE L'EGLISE	07/01/2019
BRISCOUS	CHEMIN ITHURRALDIA	12/02/2019
BRISCOUS	—	26/06/2019
BRISCOUS	CHEMIN ANZENIA	22/07/2019
BRISCOUS	CHEMIN LARREBURUA	24/10/2019
CAMBO LES BAINS	RAMPE DES THERMES	17/01/2019
CAMBO LES BAINS	ROUTE DES 7 CHENES	18/02/2019
CAMBO LES BAINS	CHEMIN DE LA HALTE	04/03/2019
CAMBO LES BAINS	CHEMIN DE MACAYE	07/03/2019
CAMBO LES BAINS	ROUTE DE CELHAYA	22/03/2019
CAMBO LES BAINS	AVENUE JUANCHUTO	26/09/2019
CAMBO LES BAINS	AVENUE D URSUYA	28/09/2019
ITXASSOU	BOURG D ITXASSOU	11/02/2019
ITXASSOU	CHEMIN DE BORDDA	08/03/2019
ITXASSOU	ROUTE DE L AERODROME	12/03/2019
ITXASSOU	CHEMIN LANDA UTZIA	18/04/2019
ITXASSOU	CHEMIN DE BORDDA	23/06/2019
ITXASSOU	CHEMIN D ETXAUZIA	10/08/2019
ITXASSOU	CHEMIND ETXAUZIA	10/08/2019
ITXASSOU	CHEMIN DE PANNECEAU	11/10/2019
ITXASSOU	BOURG D ITXASSOU	06/12/2019
JATXOU	ROUTE DEPARTEMENTALE 22	08/01/2019
LAHONCE	ILE DE LAHONCE	11/06/2019
LAHONCE	RUE DU PRESSEIR	23/12/2019
LARRESSORE	ROUTE DEPARTEMENTALE 20	15/01/2019
LARRESSORE	ROUTE D USTARITZ	17/07/2019
MOUGUERRE	CHEMIN LARRETCHEA	06/02/2019
MOUGUERRE	CHEMIN EGURALDE	23/04/2019
MOUGUERRE	CHEMIN D ARRAPIDEA	17/06/2019
MOUGUERRE	CHEMIN DE PAGADOI	18/07/2019
ST PIERRE D IRUBE	RUE BEL AIR	31/03/2019
ST PIERRE D IRUBE	RUE D ETCHEROUTY	30/12/2019
URCUIT	ROUTE DE CHATORTEGUY	02/04/2019

Réparations fuites sur réseau - détails		
Commune	Rue	Date
URT	ROUTE DU SOUDAN	16/10/2019
URT	CHEMIN DE CASSAGNE	19/10/2019
USTARITZ	IMPASSE D ORDOKIA	08/01/2019
USTARITZ	CHEMIN D OTSOLARREA	10/01/2019
USTARITZ	CHEMIN D OTSOLARREA	15/01/2019
USTARITZ	ROUTE DE LA TUILERIE	18/03/2019
USTARITZ	ROUTE D ARCANGUES	07/06/2019
USTARITZ	CHEMIN DE ZOKORRONDO	28/08/2019
USTARITZ	ELIZAGARAICO BIDEA	16/09/2019
USTARITZ	CHEMIN SALESENBORDA	18/11/2019
USTARITZ	CHEMIN HARDA	28/11/2019
USTARITZ	ROUTE D ARCANGUES	10/12/2019
VILLEFRANQUE	QUARTIER BAS	24/01/2019
VILLEFRANQUE	CHEMIN ZAMORATEGUIA	17/09/2019
VILLEFRANQUE	CHEMIN LARRAMENDIA	28/09/2019
VILLEFRANQUE	CHEMIN LAPIKARENEA	13/11/2019

3.3.8 Les interventions en astreinte

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	2018	2019	Variation N/N-1
Les interventions sur le réseau	117	152	29,9%

Les interventions en astreinte sur les usines			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Les interventions sur les usines	71	39	-45,1%

3.4 Le bilan clientèle

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 ODYSSEE : notre nouveau système d'information Clientèle



Eau France

L'outil de gestion clientèle s'appelle Odyssee et est utilisé par toutes les filières « métier » Eau France de SUEZ en relation avec les clients (Centre de Relation Clientèle, ordonnancement, comptabilité,...). Il permet :

- de répondre aux attentes croissantes des consommateurs et des collectivités en termes de services aux clients et de communication multi-canal (courrier, sms, mail, ...) ;
- de partager de l'information et une meilleure maîtrise des données nécessaires à la satisfaction client ;
- de vous faire bénéficier d'un système modulaire et évolutif capable d'intégrer les évolutions futures des services publics d'eau et d'assainissement.

3.4.2 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de client nous appliquons la règle la suivante :

« Un client est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

La méthode de calcul du nombre de client a été modifiée en 2019. Jusqu'en 2019, le nombre de client total comportaient le nombre de client actifs y compris les logements vacants. Un focus sur les logements vacants étaient d'ailleurs présentés en dessous du tableau du nombre de client.

Désormais, le nombre de client eau potable correspond au nombre de comptes avec l'élément de facturation « consommation eau potable actifs » hors logements vacants au 31/12/N. Vous trouverez ci-après la proportion de logement vacant sur le contrat au 31/12/N.

Le nombre de clients			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Particuliers	26 855	24 680	- 8,1%
Collectivités	276	297	7,6%
Professionnels	1 539	1 624	5,5%
Total	28 670	26 601	- 7,2%

Le pourcentage de logement vacant (nombre d'abonnements inactifs au 31/12/2019) à la maille du contrat s'établit à 3,88 %

3.4.3 Le nombre d'abonnements

Le nombre d'abonnement, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Nombre d'abonnés						
Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	24 397	25 258	26 042	26 766	26 511	- 1,0%
Autres abonnements		-	-	89	90	1,1%
Total	24 397	25 258	26 042	26 855	26 601	- 0,9%

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de compte comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés						
AHETZE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	943	955	972	980	949	- 3,2%
Total	943	955	972	980	949	- 3,2%

ARBONNE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 046	1 096	1 123	1 129	1 115	- 1,2%
Autres abonnements	-	-	-	1	1	0,0%
Total	1 046	1 096	1 123	1 130	1 116	- 1,2%

ARCANGUES	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 555	1 595	1 625	1 642	1 649	0,4%
Autres abonnements	-	-	-	11	11	0,0%
Total	1 555	1 595	1 625	1 653	1 660	0,4%

BASSUSSARRY	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 646	1 707	1 731	1 736	1 718	- 1,0%
Autres abonnements	-	-	-	19	19	0,0%
Total	1 646	1 707	1 731	1 755	1 737	- 1,0%

BRISCOUS	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 175	1 222	1 246	1 274	1 248	- 2,0%

BRISCOUS	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Autres abonnements	-	-	-	5	5	0,0%
Total	1 175	1 222	1 246	1 279	1 253	- 2,0%

CAMBO-LES-BAINS	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	3 526	3 559	3 611	3 663	3 501	- 4,4%
Autres abonnements	-	-	-	8	8	0,0%
Total	3 526	3 559	3 611	3 671	3 509	- 4,4%

HALSOU	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	324	329	338	339	330	- 2,7%
Total	324	329	338	339	330	- 2,7%

HASPARREN	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	108	108	108	110	109	- 0,9%
Total	108	108	108	110	109	- 0,9%

ITXASSOU	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	885	935	997	998	965	- 3,3%
Autres abonnements	-	-	-	1	2	100,0%
Total	885	935	997	999	967	- 3,2%

JATXOU	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	505	520	528	538	524	- 2,6%
Autres abonnements	-	-	-	1	1	0,0%
Total	505	520	528	539	525	- 2,6%

LAHONCE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 206	1 268	1 285	1 293	1 275	- 1,4%
Autres abonnements	-	-	-	2	2	0,0%
Total	1 206	1 268	1 285	1 295	1 277	- 1,4%

LARRESSORE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	846	880	901	921	879	- 4,6%

LARRESSORE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Autres abonnements	-	-	-	1	1	0,0%
Total	846	880	901	922	880	- 4,6%

MOUGUERRE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	2 226	2 278	2 337	2 356	2 356	0,0%
Autres abonnements	-	-	-	12	12	0,0%
Total	2 226	2 278	2 337	2 368	2 368	0,0%

SAINT-PIERRE-D'IRUBE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 807	2 091	2 267	2 636	2 570	- 2,5%
Autres abonnements	-	-	-	6	6	0,0%
Total	1 807	2 091	2 267	2 642	2 576	- 2,5%

URCUI	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 086	1 144	1 184	1 233	1 237	0,3%
Autres abonnements	-	-	-	3	3	0,0%
Total	1 086	1 144	1 184	1 236	1 240	0,3%

URT	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	991	998	1 009	1 016	996	- 2,0%
Autres abonnements	-	-	-	2	2	0,0%
Total	991	998	1 009	1 018	998	- 2,0%

USTARITZ	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	3 330	3 363	3 494	3 599	3 801	5,6%
Autres abonnements	-	-	-	14	14	0,0%
Total	3 330	3 363	3 494	3 613	3 815	5,6%

VILLEFRANQUE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 192	1 210	1 286	1 301	1 289	- 0,9%
Autres abonnements	-	-	-	3	3	0,0%
Total	1 192	1 210	1 286	1 304	1 292	- 0,9%

3.4.4 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont les suivants :

Volumes vendus (m³)						
Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	2 910 018	3 222 060	2 954 206	2 462 822	2 371 318	-3,72%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	91 072	91 363	0,32%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	511 927	542 215	5,92%
Volumes vente en gros				1 243	2	-99,84%
Volumes vendus aux autres clients	0	0	0	0	0	
Total des volumes facturés	2 910 018	3 222 060	2 954 206	3 067 064	3 004 898	-2,03%

Volumes vendus (m³)						
AHETZE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	91 041	99 165	114 001	94 531	87 107	-7,85%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	1 341	1 455	8,50%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	3 690	3 917	6,15%
Total des volumes facturés	91 041	99 165	114 001	99 562	92 479	-7,11%

Volumes vendus (m³)						
ARBONNE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	145 738	169 421	146 520	118 347	107 036	-9,56%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	1 582	1 407	-11,06%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	31 770	30 830	-2,96%
Total des volumes facturés	145 738	169 421	146 520	151 699	139 273	-8,19%

Volumes vendus (m³)						
ARCANGUES	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	222 935	266 664	223 366	207 908	190 943	-8,16%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	2 895	10 991	279,65%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	22 285	23 789	6,75%
Total des volumes facturés	222 935	266 664	223 366	233 088	225 723	-3,16%

Volumes vendus (m³)						
BASSUSSARRY	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	183 111	237 567	188 923	176 556	155 369	-12,00%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	4 014	2 134	-46,84%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	14 431	33 510	132,21%
Total des volumes facturés	183 111	237 567	188 923	195 001	191 013	-2,05%

Volumes vendus (m³)						
---------------------	--	--	--	--	--	--

BRISCOUS	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	148 637	166 706	141 767	125 843	122 630	-2,55%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	4 282	1 606	-62,49%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	23 297	19 544	-16,11%
Total des volumes facturés	148 637	166 706	141 767	153 422	143 780	-6,28%

Volumes vendus (m³)

CAMBO-LES-BAINS	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	481 426	528 253	489 721	282 489	262 941	-6,92%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	29 903	22 920	-23,35%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	212 880	200 448	-5,84%
Total des volumes facturés	481 426	528 253	489 721	525 272	486 309	-7,42%

Volumes vendus (m³)

HALSOU	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	32 323	34 396	31 213	33 053	31 501	-4,70%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	56	95	69,64%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	1 118	1 304	16,64%
Total des volumes facturés	32 323	34 396	31 213	34 227	32 900	-3,88%

Volumes vendus (m³)

HASPARREN	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	11 675	10 707	9 951	11 494	8 721	-24,13%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	0	0	#DIV/0!
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	455	204	-55,16%
Total des volumes facturés	11 675	10 707	9 951	11 949	8 925	-25,31%

Volumes vendus (m³)

ITXASSOU	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	105 230	101 844	115 070	79 610	74 447	-6,49%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	1 181	2 773	134,80%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	23 832	16 226	-31,92%
Total des volumes facturés	105 230	101 844	115 070	103 381	93 446	-9,61%

Volumes vendus (m³)

JATXOU	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	55 810	59 076	52 311	50 099	49 975	-0,25%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	643	740	15,09%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	5 597	9 169	63,82%
Total des volumes facturés	55 810	59 076	52 311	56 339	59 884	6,29%

Volumes vendus (m³)						
LAHONCE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	122 427	127 811	136 422	115 624	117 445	1,57%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	3 563	1 716	-51,84%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	8 891	16 214	82,36%
Total des volumes facturés	122 427	127 811	136 422	128 078	135 375	5,70%

Volumes vendus (m³)						
LARRESSORE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	96 919	103 338	104 331	79 748	81 580	2,30%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	3 009	276	-90,83%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	15 771	19 245	22,03%
Total des volumes facturés	96 919	103 338	104 331	98 528	101 101	2,61%

Volumes vendus (m³)						
MOUGUERRE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	262 972	293 761	259 483	233 692	220 751	-5,54%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	11 441	11 174	-2,33%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	30 935	32 377	4,66%
Total des volumes facturés	262 972	293 761	259 483	276 068	264 302	-4,26%

Volumes vendus (m³)						
SAINT-PIERRE-D'IRUBE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	231 612	237 221	231 258	211 177	231 125	9,45%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	6 640	6 636	-0,06%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	21 503	29 380	36,63%
Total des volumes facturés	231 612	237 221	231 258	239 320	267 141	11,63%

Volumes vendus (m³)						
URCUI	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	116 047	116 797	104 949	115 684	113 592	-1,81%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	2 820	1 940	-31,21%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	4 031	3 322	-17,59%
Total des volumes facturés	116 047	116 797	104 949	122 535	118 854	-3,00%

Volumes vendus (m³)						
URT	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	116 398	128 212	114 324	90 178	81 445	-9,68%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	2 373	2 107	-11,21%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	29 919	25 722	-14,03%
Total des volumes facturés	116 398	128 212	114 324	122 470	109 274	-10,77%

Volumes vendus (m³)						
USTARITZ	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	347 411	400 721	351 308	307 547	298 707	-2,87%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	14 045	21 959	56,35%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	51 937	64 571	24,33%
Total des volumes facturés	347 411	400 721	351 308	373 529	385 237	3,13%

Volumes vendus (m³)						
VILLEFRANQUE	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	138 305	140 402	139 288	128 215	135 956	6,04%
Volumes vendus aux collectivités	-	-	-	1 284	1 434	11,68%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	10 828	12 443	14,92%
Total des volumes facturés	138 305	140 402	139 288	140 327	149 833	6,77%

3.4.5 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

8081 - URA				
Code INSEE	Commune	Nom client	Site	CONSO 2018
64160	CAMBO LES BAINS	LABORATOIRE RENAUDIN	ZONE ARTISANALE ALZUYETA	21 038
64160	CAMBO LES BAINS	LABORATOIRE RENAUDIN	ZONE ARTISANALE ALZUYETA	19 139
64160	CAMBO LES BAINS	MARIENIA	AVENUE DE NAVARRE	12 155
64160	CAMBO LES BAINS	CENTRE GRANCHER CYRANO	AVENUE DE NAVARRE	11 157
64160	CAMBO LES BAINS	CENTRE MEDICAL TOKI EDER	AVENUE JEAN RUMEAU	10 271
64160	CAMBO LES BAINS	CM LEON DIEUDONNE	AVENUE D URSUYA	6 518
64304	LAHONCE	SMACEF	RUE LANES	10 517
64407	MOUGUERRE	SAEM MIVACEF	CENTRE EUROPEEN DE FRET	13 983
64407	MOUGUERRE	MAIRIE	ROUTE D IBUSTY	7 268
64407	MOUGUERRE	BCEF 64, .	AVENUE DE BORDABERRI	6 364
64496	ST PIERRE D IRUBE	NEXITY	AVENUE DE LA BASSE NAVARRE	7 074
64547	USTARITZ	COMMUNAUTE DE COMMUNES ERROBI	ROUTE LANDAGOIEN	9 402
64547	USTARITZ	COMMUNAUTE DE COMMUNES ERROBI	ROUTE LANDAGOIEN	6 824
				141 710

3.4.6 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Client, basé en France, répond aux demandes exprimées par téléphone et internet, et traite en temps réel tout type de sujet : information sur la qualité de l'eau, sur la facture, abonnement lors de l'arrivée dans un logement, réclamation, urgence, mensualisation ...

Un service spécifique de traitement de courriers permet de répondre à l'ensemble des demandes écrites.

Typologie des contacts	
Désignation	Nombre de contacts
Téléphone	11 815
Courrier	1 945
Internet	1 686
Visite en agence	359
Total	15 805

3.4.7 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	4 617	9
Facturation	1 267	1 004
Règlement/Encaissement	2 921	125
Prestation et travaux	74	-
Information	6 015	-
Dépose d'index	283	-
Technique eau	628	530
Total	15 805	1 668

URA				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	1 962		1 962
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	260		260
Demande de prestation	SERV - SERVICES	29		29
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	45		45
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	666		666
Demande d'information	ABON - SRU	3		3
Demande d'information	AUTRE	108		108
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	17		17
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	505	1	506
Demande d'information	ENCA - SEPA	28		28
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	740		740

Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	523		523
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	53		53
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	3		3
Demande d'information	FACT - FACTURE	2 271		2 271
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	68		68
Demande d'information	QUAL - CALCAIRE	1		1
Demande d'information	QUAL - CHLORE	1		1
Demande d'information	QUAL - COULEUR	3		3
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE TECHNIQUE	4		4
Demande d'information	QUAL - QUALITE	7		7
Demande d'information	QUAL - SANTE	1		1
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	3		3
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	7		7
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	120		120
Demande d'information	SERV - eFACTURE	30	1	31
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	4		4
Demande d'information	SERV - SERVICES	43		43
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	92		92
Demande d'information	TECH - CHANTIER	98		98
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	350		350
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	11		11
Demande d'information	TECH - RELEVÉ	244		244
Demande d'information	TECH - SRU	1		1
Demande d'information	TECH - TELERELEVÉ	6		6
Départ client	ABON - ABONNEMENT	1 293		1 293
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	382		382
Dépose d'index	TECH - RELEVÉ	283		283
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		7	7
Facture	FACT - FACTURE	3	1 004	1 007
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	36		36
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	97		97
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	2 015		2 015
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	973		973
Plan Redressement Personnel	ENCA - SITUATION DE COMPTE	1		1
Règlement	ENCA - REGLEMENT	742	125	867
Surrendettement	ENCA - SITUATION DE COMPTE	2		2
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION	1	530	531
Total		14 137	1 668	15 805

Les réclamations de gestion clientèle sont communes à l'eau et l'assainissement.

3.4.8 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique...

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle, ou via notre site internet.

Les principales tâches liées à l'activité de gestion des clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Activité de gestion			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de relevés de compteurs	24 755	22 724	-8,2%
Nombre d'abonnés mensualisés	13 727	14 608	6,4%
Nombre d'abonnés prélevés	3 374	4 117	22,0%
Nombre d'échéanciers	269	314	16,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	52 001	55 003	5,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	3 340	3 744	12,1%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	580	640	10,3%
Nombre total de factures comptabilisées	55 921	59 387	6,2%

3.4.9 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

SUEZ agit au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis de SUEZ a été initié en 2001 dans le cadre de chartes « Fonds Solidarité Logement », signées avec les conseils départementaux partenaires.

Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrecouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

Dans le RAD, le taux affiché est le « Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente ». Il s'agit de rapporter les créances émises en 2018 qui sont encore impayées au 31 décembre 2019. A noter qu'à partir de 2019, ce taux est calculé uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Créances irrécouvrables (€)	21 758,66	68 966,86	217,0%
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	315 771,71	79 633,38	- 74,8%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,39	1,25	220,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,65	1,44	- 12,7%

3.4.10 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité	
Désignation	2019
Nombre de dossiers FSL	38
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	33
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	1 363,2
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	1 292,21
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	741,02
Montant Total HT "solidarité"	1 292,21
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0004

3.4.11 Les dégrèvements

Les dégrèvements			
Désignation	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	62	23	- 62,9%
Volumes dégrévés (m³)	32 300	7 387	- 77,1%

3.4.12 La mesure de la satisfaction client

SUEZ place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ et ses partenaires : « *j'écoute* » → « *j'analyse* » → « *j'agis* »...

Depuis 3 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.

Les résultats de cette étude permettent à SUEZ de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service de SUEZ
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**

> La méthodologie

Du 13 au 20 janvier 2020, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de 562 clients directs sur les communes de la Région Nouvelle Aquitaine desservies par SUEZ.

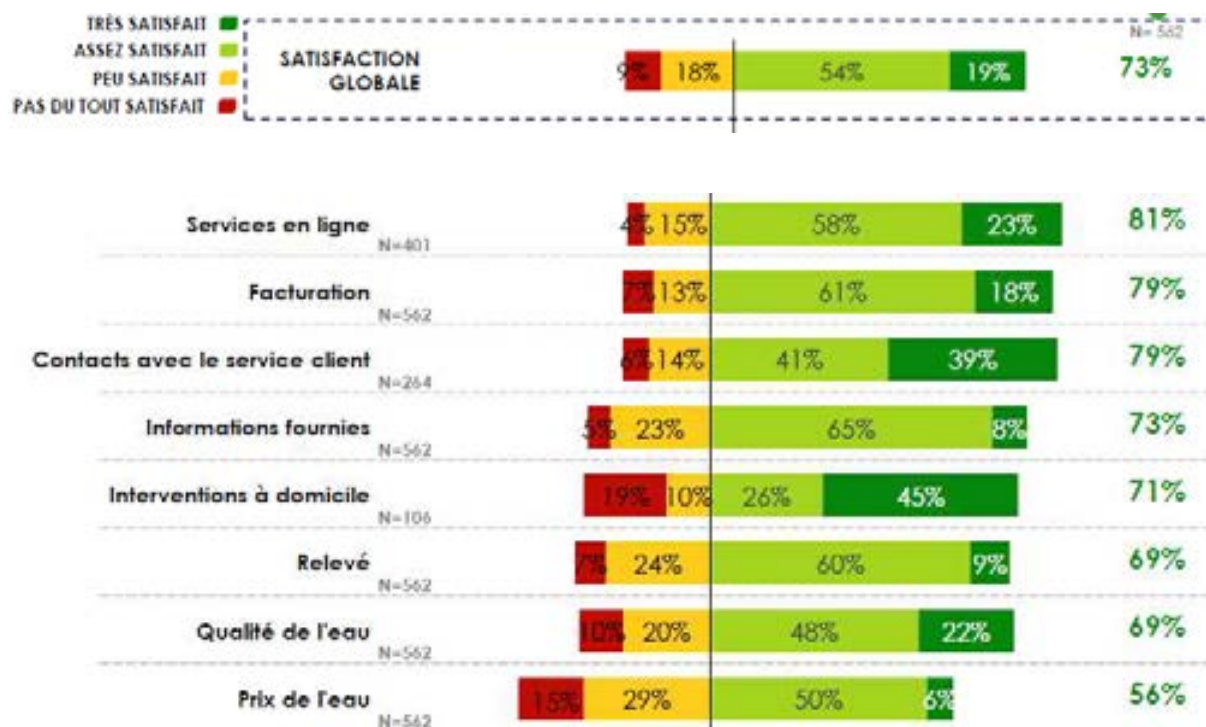
Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Satisfaction clients :

Légère diminution de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 73% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2018). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

- Les services en ligne : 81% (versus 93% en 2018). Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.
- La facturation : 79% des clients sont satisfaits.
- Les interventions à domicile : 71% des clients sont satisfaits.

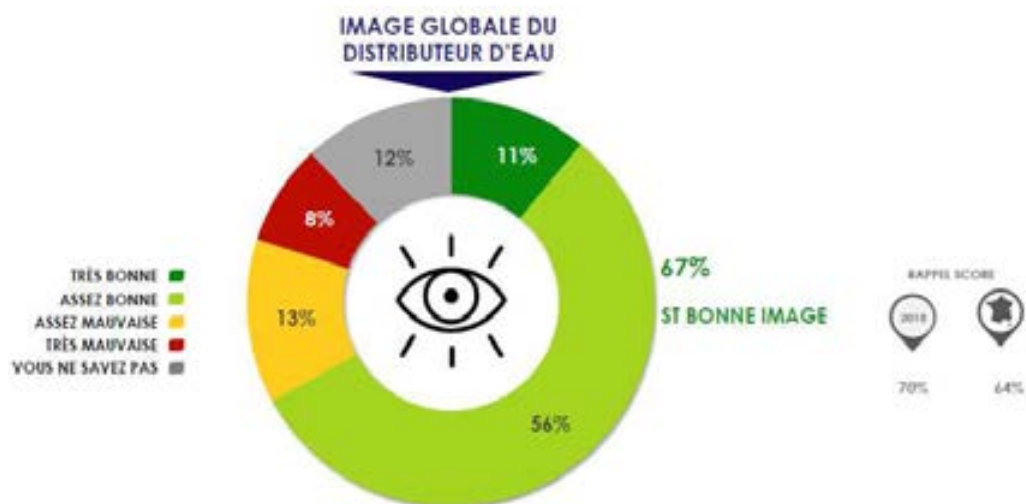
A noter la progression de 7% en 2019 concernant le contact avec le service client.



> Une image solide du fournisseur d'eau

67% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace et réactif
- dont l'action est conforme à la mission de services publics
- et dont l'action s'inscrit pour la protection de l'environnement.



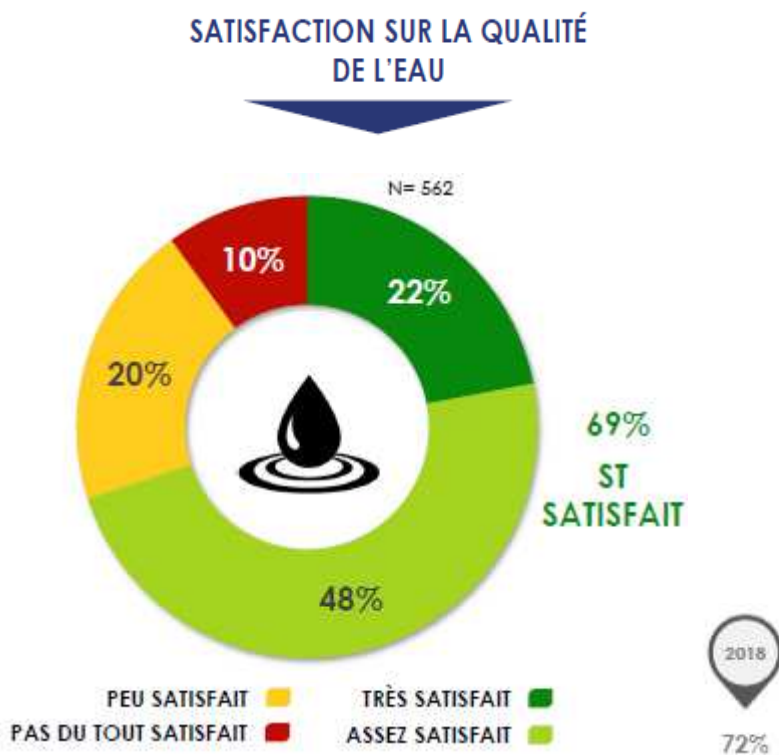
L'intention de fidélité à SUEZ est plutôt forte : 70% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre. Un score en très légère baisse par rapport à l'année dernière (72% en 2018).

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière.

Les principaux facteurs d'insatisfaction des clients concernent :

- la teneur en calcaire
- la teneur en chlore



>La relève

Cette année, les clients relevés à domicile sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant à distance : 70% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 65% de satisfaits pour le relevé à distance via leur compteur connecté.

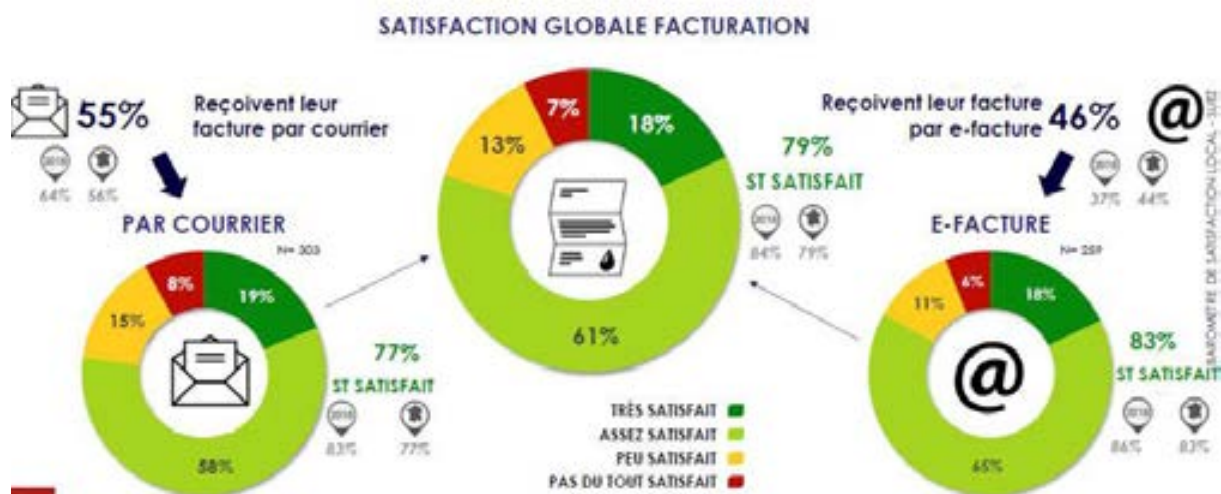
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient les alertes surconsommation/fuites : 70% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients** : 87% de satisfaction ! Un score en hausse par rapport à l'année dernière.

>Facturation

Avec 79% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation est bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture électronique) par rapport à la facturation par courrier (83% versus 86%)**



3.4.13 Le prix du service de l'eau potable

- LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau :

Tarifs hors Ahetze et Arbonne

Le tarif		
Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	34,06	34,64
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,06205	1,07505
Taux de la partie fixe du service (%)	21,09%	21,17%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,84085	1,85967
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,74488	1,76272

Tarifs pour Ahetze et Arbonne

Le tarif		
Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	42,82	43,4
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,77385	0,78685
Taux de la partie fixe du service (%)	31,56%	31,49%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,61382	1,63263
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,52968	1,54752

- LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

La répartition du tarif de l'eau :

Tarifs hors Ahetze et Arbonne

Les composantes du prix de l'eau			
Dénomination	Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	18,82	19,4
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,4303	0,4433
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	15,24	15,24
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,6318	0,6318
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (préservation de la ressource) Contrat	0,069	0,069
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0960	0,0969

Tarifs pour Ahetze et Arbonne

Les composantes du prix de l'eau			
Dénomination	Détail prix eau	01/01/2019	01/01/2020
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	18,82	19,4
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,4303	0,4433
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	24	24
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,3436	0,3436
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (préservation de la ressource) Contrat	0,069	0,069
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0841	0,0851

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Hors Ahetze et Arbonne



Communauté
d'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
EUSKAL
HERKOA
Elkargoa

réf. client : 98-9445802909
identifiant * : 1094
facture n° : F120-0080777

contacts

 www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

 Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
09 77 40 84 08
Service client SUEZ

 urgence 24h/24
09 77 40 11 40
Service client SUEZ

 SUEZ Eau France - service client
TSA 70001
54528 Laxou cedex

 www.toutsurmoneau.fr/acce

message personnel

Dans le cadre des mesures de confinement liées au COVID-19, les relevés manuels de compteurs sont momentanément suspendus. Votre facture est de ce fait estimée en fonction de vos consommations passées et sera régularisée au prochain relevé.

Si cette facture vous est arrivée tardivement en raison du contexte national de crise, veuillez nous en excuser et ne pas tenir compte du délai d'exigibilité mentionné. Vous avez un délai de 15 jours pour régler votre facture si vous n'êtes pas prélevé.

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.



MME M USTARITZ EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120M3
64480 USTARITZ

Service de l'Eau de votre commune

SPECIMEN 120 M3		27 Avril 2020
	m ³	prix m ³ **
Votre abonnement		36,55 €
Votre consommation	120 m ³	186,61 €
Net à payer		223,16 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 28 avril 2020
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux applicable par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage.
** Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Production de l'eau : 3 %

Distribution de l'eau : 78 %

Organismes publics : 19 %

Adresse desservie :
MME M USTARITZ EAU 120 M3 RAD

RUE SPECIMEN RAD
64480 USTARITZ

Date et Lieu

Signature

MME M USTARITZ EAU 120 M3
RAD
RUE SPECIMEN 120M3
64480 USTARITZ

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR7022236497
RUM : TIPS0219798F120-008077710000000000

Montant : 223,16 €

TIPSEPA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 80017
41976 BLOIS CEDEX 9

219746690222

502197010469 1498F120-00807771000000000991105 22316

Hors Ahetze et Arbonne

Document à conserver 10 ans

N°Facture : F120-000777-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Évaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
PRODUCTION DE L'EAU			6,96		7,34
CONSUMMATION					
Part CAPB du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,0580	6,96	5,5	
DISTRIBUTION DE L'EAU			164,96		174,04
ABONNEMENT					
Part Suez Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	19,40	19,40	5,5	
Part CAPB du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	15,24	15,24	5,5	
CONSUMMATION					
Part Suez Eau France					0,0
T1 de 0 M3 à 30 M3 du 01/01/2020 au 31/12/2020	30 m³	0,2310	6,93	5,5	
T2 de 30 M3 à 99999999 M3 du 01/01/2020 au 31/12/2020	90 m³	0,5140	46,26	5,5	
Part CAPB du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,5641	67,69	5,5	
Prélèvement de la ressource en eau du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,0690	8,28	5,5	
Red.Synd.Sén à la répartition ville Bayonne du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,0097	1,16	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			39,60		41,78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Redevance pollution domestique du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			211,52		
MONTANT TVA (5,5 %)			11,64		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					223,16
Net à payer					223,16 €

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu

naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 90003 - 54528 LAXOU Cedex - en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.



TREL508FOOF120-00077700022316-1N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Épargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.

Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagnée du TIP non signé.

Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).

En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.

Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820040100010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 9465802909).

Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :


• Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;

• Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;

Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 18, place de l'Yves, 92044 Paris La Défense - SAS au capital de 422 224 848 Euros - SIREN 418 634 407 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire FR 75 430034 407

Ahetze et Arbonne



Communauté
d'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE

EUSKAL
HERRIKIDE
Elkargoa

réf. client : 98-2327304985
 identifiant * : 1871
 facture n° : F120-0080778

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
☎ 09 77 40 84 08

urgence 24h/24
☎ 09 77 40 11 40

SUEZ Eau France - service client
TSA 70001
54528 Laxou cedex

www.toutsurmoneau.fr/acce

message personnel


Dans le cadre des mesures de confinement liées au COVID19, les relevés manuels de compteurs sont momentanément suspendus. Votre facture est de ce fait estimée en fonction de vos consommations passées et sera régularisée au prochain relevé.

Si cette facture vous est arrivée tardivement en raison du contexte national de crise, veuillez nous en excuser et ne pas tenir compte du délai d'exigibilité mentionné. Vous avez un délai de 15 jours pour régler votre facture si vous n'êtes pas prélevé.

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.



MME M AHETZE EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN 120M3
64210 AHETZE


Service de l'Eau de votre commune

SPECIMEN 120 M3		27 Avril 2020
	m ³	prix m ³ **
Montant TTC		45,79 €
Votre abonnement		150,14 €
Votre consommation	120 m ³	1,25 €
Net à payer		195,93 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 28 avril 2020
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 30€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
** Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Production de l'eau : 8 %

Distribution de l'eau : 71 %

Organismes publics : 21 %

Adresse desservie :
MME M AHETZE EAU 120 M3 RAD

RUE SPECIMEN RAD
64210 AHETZE

Date et Lieu

Signature

MME M AHETZE EAU 120 M3
RAD
RUE SPECIMEN 120M3
64210 AHETZE

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR7022236497
RUM : TIPS0219798F120-008077810000000000

Montant : 195,93 €

TIPSEPA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.

219746666371

502197010469 2698F120-00807781000000000933105 19593

Ahetze et Arbonne

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F 120-0000770-1

pour en savoir +		Document à conserver 10 ans N°Facture : F 120-0000770-1				
Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.						
Évaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur : www.toutsurmoneau.fr						
Detail de votre facture		Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
PRODUCTION DE L'EAU				14,11		14,89
CONSUMMATION						
Part Suez Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020		120 m³	0,1176	14,11	5,5	
DISTRIBUTION DE L'EAU				131,99		139,26
ABONNEMENT						
Part Suez Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020		1	19,40	19,40	5,5	
Part CAPB du 01/01/2020 au 31/12/2020		1	24,80	24,80	5,5	
CONSUMMATION						
Part Suez Eau France						8,8
T1 de 0 M3 à 30 M3 du 01/01/2020 au 31/12/2020		30 m³	0,2310	6,93	5,5	
T2 de 30 M3 à 99999999 M3 du 01/01/2020 au 31/12/2020		99 m³	0,5140	46,26	5,5	
Prélèvement de la ressource en eau du 01/01/2020 au 31/12/2020		120 m³	0,0690	8,28	5,5	
Part CAPB du 01/01/2020 au 31/12/2020		120 m³	0,2260	27,12	5,5	
ORGANISMES PUBLICS				39,60		41,78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE						
Redevance pollution domestique du 01/01/2020 au 31/12/2020		120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT				185,70		
MONTANT TVA (5,5 %)				10,23		
Total TTC TVA acquittée sur les débits						195,93
Net à payer						195,93 €

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu

naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 90003 - 54520 LAXOU Cedex - en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.



TRE1508F005F150C000778000105034N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Épargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.

Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.

Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).

En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.

Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR7820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client 198- 2327304985.

Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :

• Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;

• Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;

Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - 630 21 - 16, place de l'Yris, 93044 Paris La Défense - SAS au capital de 423.224.662 €uros - SIREN 410 034 407 RCS Nanterre - AP TVA au régime forfaitaire - FR 78 232 730 4985

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : «Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure. »

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en euros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	5 698 349	5 542 102	-2,7%
Exploitation du service	1 815 192	1 838 731	
Collectivités et autres organismes publics	3 401 820	3 331 847	
Travaux attribués à titre exclusif	371 198	276 375	
Produits accessoires	110 139	95 148	
CHARGES	6 397 957	6 310 012	-1,4%
Personnel	929 962	994 255	
Energie électrique	101 072	122 990	
Achats d'eau	676 242	622 972	
Produits de traitement	24 664	27 375	
Analyses	26 821	16 789	
Sous-traitance, matières et fournitures	334 319	334 400	
Impôts locaux et taxes	19 905	18 584	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	602 590	612 566	
• télécommunication, postes et télégestion	35 284	37 244	
• engins et véhicules	97 283	89 148	
• informatique	246 658	259 178	
• assurance	10 069	8 865	
• locaux	73 104	80 895	
Contribution des services centraux et recherche	64 401	72 935	
Collectivités et autres organismes publics	3 401 820	3 331 847	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	4 437	311	
• programme contractuel	0	63 667	
• fonds contractuel	34 763	41 176	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	14 461	18 535	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	102 160	0	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	16 738	18 090	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	43 601	13 518	
Résultat avant impôt	-699 607	-767 910	-9,8%
RESULTAT	-699 607	-767 910	-9,8%

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	5 698 349	5 542 102	-2,7%
Exploitation du service	1 815 192	1 838 731	1,3%
• Partie fixe	518 987	540 531	
• Partie proportionnelle	1 297 057	1 298 092	
• Cession d'eau	-852	108	
Collectivités et autres organismes publics	3 401 820	3 331 847	-2,1%
• Part Collectivité	2 228 046	2 191 889	
• Redevance prélèvement	201 938	205 029	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	971 836	934 929	
Travaux attribués à titre exclusif	371 198	276 375	-25,5%
• Branchements	293 477	276 375	
• Autres travaux	77 720	0	
Produits accessoires	110 139	95 148	-13,6%
• Facturation et recouvrement de la redevance assainissement	34 119	19 526	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	14 884	15 241	
• Autres produits accessoires	61 137	60 382	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
 - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
 - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

- I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
- II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
- III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
- IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
- V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
- VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1 La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2 La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1 Éléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2 Éléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3 Charges indirectes

a Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers)
- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b La contribution des services centraux et recherche

Rappel de la règle utilisée pour les CARE 2018

- La contribution des services centraux et recherche est répartie sur l'ensemble des activités de la société, et ses filiales. La quote-part relative aux régions est répartie en fonction des Produits hors Prestations Internes.
- Cette contribution est ensuite répartie au prorata du chiffre d'affaires de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région.

Règle utilisée pour les CARE 2019

- A compter des Care 2019, les Frais de Siège facturés par le siège ne seront pas répartis au contrat au prorata du chiffres d'affaires, mais imputés automatiquement au contrat à 3,3% du CA CARE (calcul).

4 La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1 Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

- a. garantie pour continuité du service,
- b. programme contractuel,
- c. fonds contractuel,

a. « **Garantie pour continuité du service** » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie): la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. « **Programme contractuel de renouvellement** » : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2 Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

- a. programme contractuel,
- b. fonds contractuel,
- c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
- d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation. Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui

borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3 Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.

La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, ...ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4 Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d'IS supplémentaire.

Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

Année 2019

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	7 824,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	825,80
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	806,70
Autres produits affermage eau	Clients affermage eau potable	26 601,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	26 601,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	806,70
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	7 232,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	27 735,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	1 078 466,00
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	29 709,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	172,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	26 601,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges gérances eau	CA hors AE	1 587 282,50
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-233 752,04
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	2 210 254,59
Charges logistique	Sortie de stock	-60 274,89
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-843 518,98
Charges supports aux interventions / MO	Charges Personnel imputé en exploitation	-650 933,12
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	2 210 254,59
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	276 375,44

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 3,13% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat représentent 2,04% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3,14 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3,14 %

4.2 Les reversements

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Ces données ne sont pas disponibles à date et seront transmises ultérieurement.

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Détail des reversements TVA effectués entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019							
Contrat	N° Attestation	Date Attestation	Date réception	Date remboursement Trésor	Date reversement	Montant TVA	Montant reversement
Syndicat Mixte d'AEP - URA	01/18	25/09/2018	04/10/2018	23/11/2018	30/01/2019	43 632 €	43 632 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	02/18	25/09/2018	04/10/2018	23/11/2018	30/01/2019	28 399 €	28 399 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	03/18	10/10/2018	26/10/2018	23/11/2018	20/02/2019	5 649 €	5 649 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	04/18	10/10/2018	26/10/2018	23/11/2018	20/02/2019	8 089 €	8 089 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	01/19	25/04/2019	07/05/2019	26/06/2019	03/09/2019	109 €	109 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	02/19	25/04/2019	07/05/2019	26/06/2019	03/09/2019	3 376 €	3 376 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	03/19	25/04/2019	07/05/2019	26/06/2019	03/09/2019	39 840 €	39 840 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	04/19	25/04/2019	07/05/2019	26/06/2019	03/09/2019	3 813 €	3 813 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	05/19	25/04/2019	07/05/2019	26/06/2019	03/09/2019	133 462 €	133 462 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	01/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	130 126 €	130 126 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	02/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	1 982 €	1 982 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	03/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	55 806 €	55 806 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	04/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	69 710 €	69 710 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	05/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	12 167 €	12 167 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	06/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	21 687 €	21 687 €
Syndicat Mixte d'AEP - URA	07/19	15/05/2019	05/07/2019	03/09/2019	03/10/2019	2 790 €	2 790 €
						Total Reversé	560 637 €

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine". Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

• LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
JATXOU-Surpresseur Jatxou Rte des Cimes-RVT-armoire électrique	12 036,44
CAMBO LES BAINS-Réservoir et Station de surpression de Marienia-RVT-Anti béliér	597,46
LARRESSORE-Usine d'Errepira-RVT-Cuve Compresseur 2	845,81
ARCANGUES-Réservoir et surpression d'Arcangues-RVT- pompe 3	2 863,41
USTARITZ-Réservoir Sainte Barbe-RVT-Echelles	- 235,56
BASSUSSARRY-Comptage Bassussarry-RVT-Comptage Bassussarry	1 561,04
BRISCOUS-Comptage Briscous Salines-RVT-Comptage	1 580,53
LAHONCE-Comptage Lahonce - Urcuit-RVT-Comptage	570,38
BRISCOUS-Comptage Briscous - Pagadoy-RVT-Débitmètre	1 570,19
LARRESSORE-Usine d'Errepira-RVT-PARTIEL POMPE 1	10 086,38
HASPARREN-Rechloration Urcuray (dite route de Macaye)-RVT-Porte	1 489,34
LARRESSORE-Usine d'Errepira-RVT-Compresseur secours	7 100,33
LARRESSORE-Surpression Durruty-RVT-Vanne réseau	1 477,68
ST PIERRE D IRUBE-Réservoir de Curutchet et Reprise Mentachoury-RVT-Disjoncteur	4 455,32
URT-Réservoir d'Urt-RVT-partiel échelle	- 1 812,00
LARRESSORE-Usine d'Errepira-RVT-Télésurveillance	2 354,92

Renouvellement sur les installations	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
AHETZE-Réservoir d'Ahetze-RVT-échelle	1 753,76
BRISCOUS-Réservoir de Briscous Quartier du bois-RVT-échelle	2 029,48
LARRESSORE-Usine d'Errepira-RVT-partiel supprimeur de lavage	748,47
LARRESSORE-Usine d'Errepira-RVT-pHmètre	1 712,33
-	52 785,71

4.3.2 La situation sur les compteurs

• LES COMPTEURS RENOUELES

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Cette année, nous avons procédé aux contrôles statistiques prévus par cet arrêté. Ce processus a été géré au travers de l'application CONSTAT pour la gestion des Lots, le tirage au sort, la constitution des carnets métrologiques, la restitution des résultats de laboratoire et la mise à jour automatique des carnets métrologiques. Les résultats obtenus confirment la conformité du parc géré vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	2018	2019	N/N-1 (%)
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	1,2%	1,7%	45,9%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	297	449	51,2%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	24985	25896	3,6%
20 à 40 mm remplacés (%)	4,3%	4,4%	3,3%
- 20 à 40 mm remplacés	75	79	5,3%
- 20 à 40 mm Total	1752	1787	2,0%
> 40 mm remplacés (%)	20,9%	8,5%	-59,3%
- > 40 mm remplacés	9	4	-55,6%
- > 40 mm Total	43	47	9,3%

Renouvellement des compteurs	
2010	1 204
2011	1 386
2012	186
2013	1 661
2014	1 544
2015	1 743
2016	159
2017	162
2018	381
2019	532

- **LES COUTS COMPTABILISES**

Coût comptabilisé pour le renouvellement des compteurs	
Désignation	Dépense constatée ou en cours (€)
Dépense constatée ou en cours Renouvellement Compteurs	32 230,43
Total	32 230,43

4.4 Les investissements contractuels

4.4.1 Le renouvellement

- LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Installations	52 785,71
Réseaux	0
Branchements	2 980,99
Compteurs	32 230,43
Total	87 997,13
Total hors compteurs	55 766,70

- LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	2015	2016	2017	2018	2019
Renouvellement	180 123,92	38 692,96	33 387,88	58 164,05	87 997,13

Suivi de la dotation de renouvellement conformément aux dispositions contractuelles :

Fonds de renouvellement d'URA EAU POTABLE : IC 8081								
Synthèse								
indices	Pondération	Valeurs d'origines au 01/01/2009	Valeurs connues au 01/01/2015	Valeurs connues au 01/01/2016	Valeurs connues au 01/01/2017	Valeurs connues au 01/01/2018	Valeurs connues au 01/01/2019	Valeurs connues au 01/01/2020
ICTHTTS1/ICHT-E	0,43	142,2	110,6	111,4	112,4	113,8	116,3	
		du 21/11/2008	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
40-10-10/351002 / 35111403	0,04	115,1	126,5	138,2	108,1	103,5	111,5	
		du 22/05/2009	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
Fsd2	0,1	120,6	126,2	123,4	122,3	125,2	131,7	
		du 07/11/2008	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
TP10A	0,12	122,1	136	105,9	105,2	106,8	109,4	
		du 07/11/2008	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
A	0,25	3	2,98836	3,1425	3,09023	3,28249	3,18008	
		du 01/01/2009	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017		
Part fixe	0,1035							
	0,937							
K		1,075	1,092	1,0856	1,1092	1,1227	0,1035	
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Montant dotation initiale	Compte CA	35 341,00	35 341,00	35 341,00	35 341,00	35 341,00	35 341,00	
Montant dotation actualisée		37 991,58	38 592,37	38 366,19	39 200,24	39 677,34	3 657,79	
Solde N-1		0,00	-2 108,02	-10 885,78	-3 097,29	-13 220,03	0,00	
Travaux renouvellement terminés	93822	-1 950,00	64 283,93	22 710,03	25 720,38	78 432,62	0,00	
Renouvellement en cours 01 01 N	93829	0,00	-42 049,61	-25 114,54	-32 884,26	-56 459,31	0,00	
Renouvellement en cours 31 12 N	93823	42 049,61	25 114,54	32 884,26	56 459,31	33 793,39	0,00	
Total des dépenses de la période		40 099,61	47 348,86	30 479,75	49 295,43	55 766,70	0,00	
Solde (dotations - dépenses)		-2 108,04	-10 864,50	-2 999,34	-13 192,48	-29 309,39	3 657,79	
Taux légal 1er semestre		0,93%	1,01%	0,90%	0,89%	0,86%		
Actualisation au taux légal		0,00	-21,29	-97,97	-27,57	-113,69		
Solde actualisé au taux réel		-2 108,03	-10 885,79	-3 097,30	-13 220,04	-29 423,07		

Fonds de renouvellement d'URA EAU POTABLE : IC 8081

Renouvellement électromécanique

indices	Pondération	Valeurs d'origines au 01/01/2009	Valeurs connues au 01/01/2015	Valeurs connues au 01/01/2016	Valeurs connues au 01/01/2017	Valeurs connues au 01/01/2018	Valeurs connues au 01/01/2019	Valeurs connues au 01/01/2020
ICHTTS1/ICHT-E	0,43	142,2	110,6	111,4	112,4	113,8	116,3	0
		du 21/11/2008	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
40-10-10/351002 / 35111403	0,04	115,1	126,5	138,2	108,1	103,5	111,50376	0
		du 22/05/2009	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
Fsd2	0,1	120,6	126,2	123,4	122,3	125,2	131,7	0
		du 07/11/2008	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
TP10A	0,12	122,1	136	105,9	105,2	106,8	109,4	0
		du 07/11/2008	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
A	0,25	3	2,98836	3,1425	3,09023	3,28249	3,18008	0
		du 01/01/2009	du 01/12/2014	du 01/12/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	0	0
Part fixe	0,1035							
	0,937							
		K	1,075	1,092	1,0856	1,1092	1,1227	0,1035
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Montant dotation initiale		31 341,00	31 341,00	31 341,00	31 341,00	31 341,00	31 341,00	
		Compte CA						
Montant dotation actualisée		33 691,58	34 224,37	34 023,79	34 763,44	35 186,54	3 243,79	
Solde N-1		0,00	-705,49	1 252,87	13 193,79	1 287,86		
Travaux renouvellement terminés	93822	-1 950,00	52 949,89	13 251,57	17 334,79	75 052,13		
Renouvellement en cours 01 01 N	93829		-36 347,07	-15 656,08	-24 498,67	-53 950,68		
Renouvellement en cours 31 12 N	93823	36 347,07	15 656,08	24 498,67	53 950,68	31 684,26		
Total des dépenses de la période		34 397,07	32 258,90	22 094,16	46 786,80	52 785,71	0,00	
Solde (dotations - dépenses)		-705,49	1 259,99	13 182,50	1 170,42	-16 311,31	3 243,79	
Taux légal		0,93%	1,01%	0,90%	0,89%	0,86%	0,00%	
Actualisation au taux légal		0,00	-7,13	11,28	117,42	11,08	0,00	
Solde actualisé au taux réel		-705,49	1 252,87	13 193,79	1 287,86	-16 300,23	3 243,79	

Fonds de renouvellement d'URA EAU POTABLE : IC 8081

Garantie de renouvellement

indices	Pondération	Valeurs d'origines au 01/01/2009	Valeurs connues au 01/01/2015	Valeurs connues au 01/01/2016	Valeurs connues au 01/01/2017	Valeurs connues au 01/01/2018	Valeurs connues au 01/01/2019	Valeurs connues au 01/01/2020
ICHTTS1/ICHT-E	0,43	142,2	110,6	111,4	112,4	113,8	116,3	0
		du 21/11/2008	du	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du	
40-10-10/351002 / 35111403	0,04	115,1	126,5	138,2	108,1	103,5	111,50376	0
		du 22/05/2009	du 29/12/2014	du	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
Fsd2	0,1	120,6	126,2	123,4	122,3	125,2	131,7	0
		du 07/11/2008	du 29/12/2014	du	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
TP10A	0,12	122,1	136	105,9	105,2	106,8	109,4	0
		du 07/11/2008	du 16/12/2014	du	du 01/12/2016	du 01/12/2017	du	du
A	0,25	3	2,98836	3,1425	3,09023	3,28249	3,18008	0
		du 01/01/2009	du 01/01/2015	du 01/12/2016	du 01/12/2017	0	0	
Part fixe	0,1035							
	0,937							
		K	1,075	1,092	1,0856	1,1092	1,1227	0,1035
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Montant dotation initiale		4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00	
		Compte CA						
Montant dotation actualisée		4 300,00	4 368,00	4 342,40	4 436,80	4 490,80	414,00	
Solde N-1		0,00	-1 402,53	-12 138,65	-16 291,07	-14 507,89		
Travaux renouvellement terminés	93822	0,00	11 334,04	9 458,46	8 385,59	3 380,49		
Renouvellement en cours 01 01 N	93829	0,00	-5 702,54	-9 458,46	-8 385,59	-2 508,63		
Renouvellement en cours 31 12 N	93823	5 702,54	9 458,46	8 385,59	2 508,63	2 109,13		
Total des dépenses de la période		5 702,54	15 089,96	8 385,59	2 508,63	2 980,99	0,00	
Solde (dotations - dépenses)		-1 402,54	-12 124,49	-16 181,84	-14 362,90	-12 998,08	414,00	
Taux légal		0,93%	1,01%	0,90%	0,89%	0,86%	0,00%	
Actualisation au taux légal		0,00	-14,17	-109,25	-144,99	-124,77	0,00	
Solde actualisé au taux réel		-1 402,53	-12 138,65	-16 291,07	-14 507,89	-13 122,84	414,00	

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LA SITUATION DU FONDS DE TRAVAUX**

Pas de travaux neufs.

5 | Votre délégataire



5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

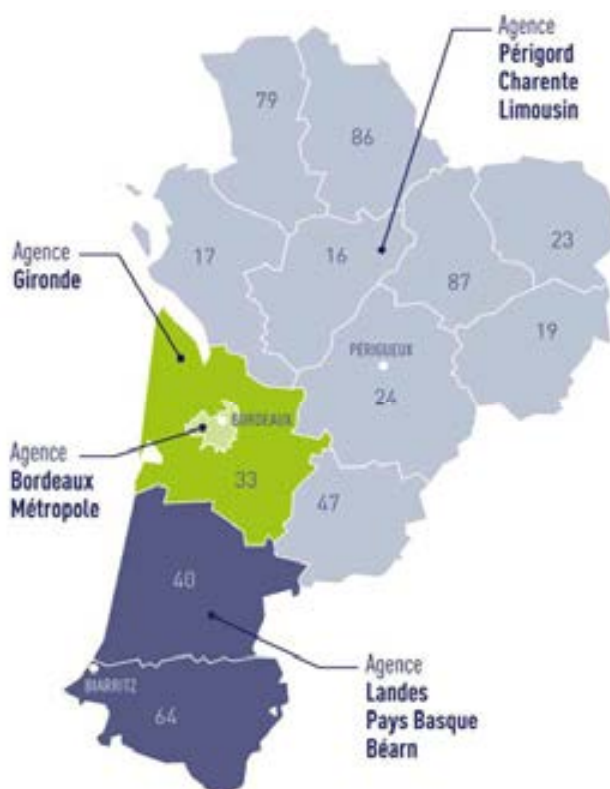
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

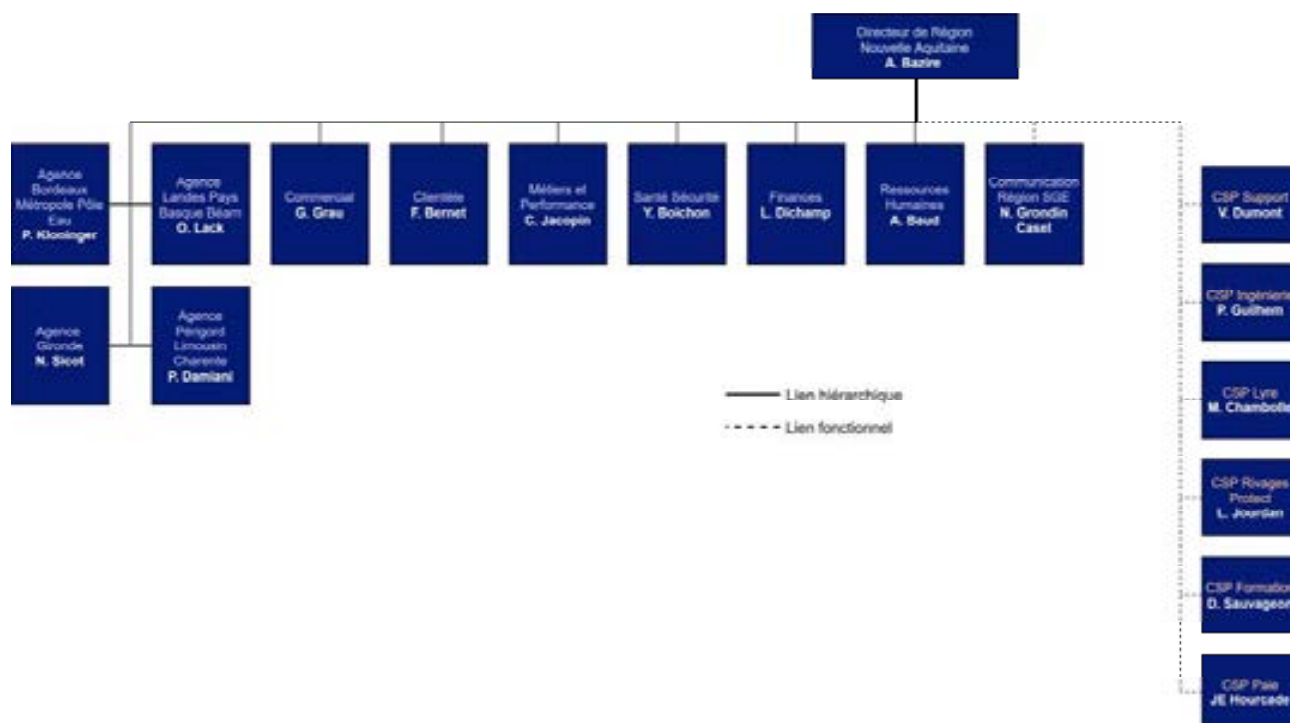
Depuis le 1^{er} janvier 2017, La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **4 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité, 7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **1 300 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.





5.1.2 L'appartenance à un groupe d'envergure mondiale

SUEZ apporte aux collectivités, industriels, consommateurs, agriculteurs, des solutions concrètes permettant une gestion performante et durable de leurs ressources.

Devenir le leader mondial des services à l'environnement

En 2019, SUEZ a annoncé un nouveau plan stratégique « Shaping 2030 » dont l'objectif est d'accroître, sur une période de quatre ans, la création de valeur pour toutes les parties prenantes grâce à l'engagement de ses collaborateurs.

SUEZ ambitionne de devenir le leader mondial des services à l'environnement.

Un groupe engagé pour la planète

Face au défi du changement climatique, l'une des 4 priorités de la feuille de route de SUEZ pour le développement durable est d'agir pour le climat.

Le Groupe a décidé, dans le cadre de son plan stratégique Shaping SUEZ 2030, de rehausser l'ambition de ses engagements pour le climat pris lors de la COP21. Ainsi SUEZ ambitionne de réduire de 45% ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 contre – 30% auparavant, afin d'aligner ses objectifs sur la trajectoire 1,5°C.

Le Groupe a également pour objectif d'éviter à ses clients l'émission de 20 millions de tonnes de CO2 annuelle à l'horizon 2030, contre 10 actuellement, en développant des solutions d'économie circulaire au service des collectivités et des industriels.

Un groupe engagé pour les hommes

SUEZ se mobilise pour le soutien aux populations fragiles et défavorisées ainsi que pour l'intégration sociale des personnes en difficulté à travers des actions en France et dans le monde.

L'égalité des chances et la diversité sont au cœur de la performance sociale du Groupe et lui apportent une richesse humaine et économique, source d'innovation. Le Groupe mène ainsi des actions concrètes dans ces domaines afin de répondre à ces deux ambitions complémentaires.

SUEZ contribue à un développement durable et équilibré des territoires en travaillant avec les acteurs essentiels à leur développement et à leur vitalité : PME, structures de l'insertion, secteur protégé et adapté, acteurs de l'économie sociale et solidaire.

SUEZ certifié Top employeur 2019

Le Top Employers Institute a certifié 82 entreprises en France parmi lesquelles figure SUEZ. Cette Certification valorise la qualité des process Ressources Humaines chez SUEZ. En France, SUEZ œuvre en faveur de l'égalité femme-homme, et développe une politique volontariste d'accueil des jeunes générations ainsi que des personnes en situation de handicap.

SUEZ accompagne ses collaborateurs dans leurs carrières à travers des politiques actives de formation et de mobilité interne. SUEZ offre à ses collaborateurs la possibilité de participer à la transformation des métiers du groupe et ainsi d'évoluer pour une gestion durable et intelligente des ressources.

5.2 La relation clientèle

5.2.1 Moderniser et dynamiser notre relation clients

La Direction de la Relation Client de SUEZ a décidé de transférer l'ensemble des activités opérationnelles dans les régions.

La fin de cette régionalisation est marquée par le transfert de l'activité Multicanal le 17 septembre 2018.

Ainsi, les appels, les courriers et les emails des clients particuliers sont automatiquement dirigés vers le centre de relation client de la région d'habitation.

La relation client SUEZ, c'est une relation de proximité forte et installée qui permet :

- D'assurer un fort ancrage territorial
- De réagir à l'activité locale en temps réel
- De fluidifier les échanges avec les clients grâce à une connaissance plus précise des contrats
- De réduire les délais de traitement des demandes

Régionaliser la filière Clientèle en créant des équipes dédiées en région organisées autour de 5 pôles et 1 pôle transverse ...

La Direction de la Relation Client est organisée autour de 5 départements et 1 pôle transverse créés le 5 octobre 2017 dans chaque région :

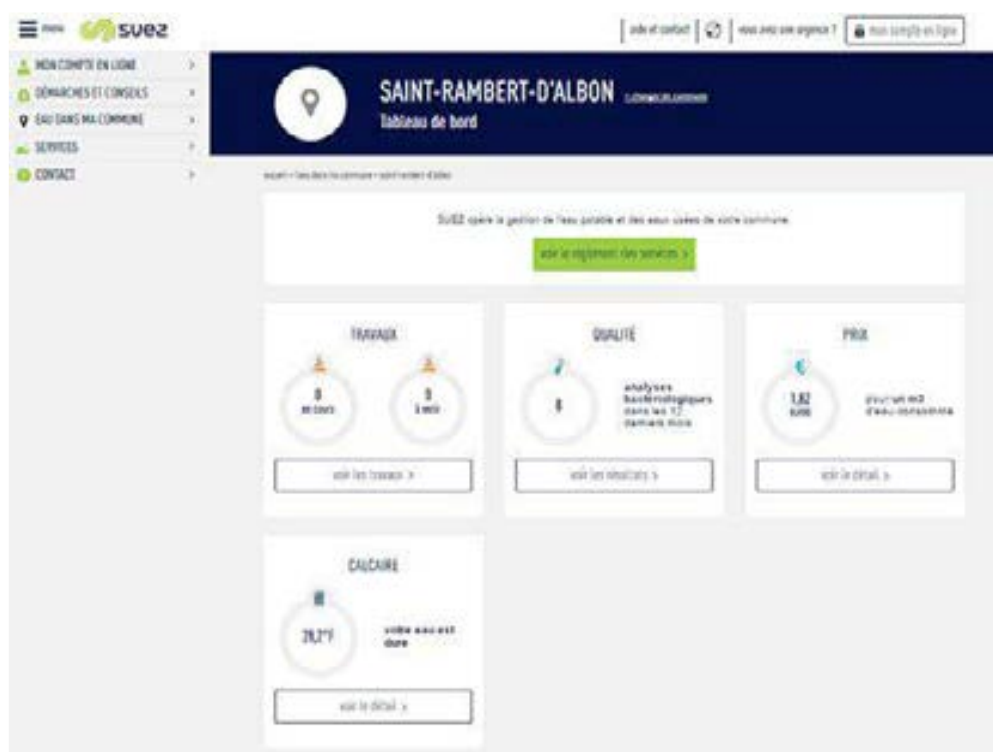
1. **Département Relation Multicanal** : garant de la satisfaction client, responsable de performance de l'organisation du département multicanal
2. **Département Gestion et Vie des Contrats** : s'assure de l'exhaustivité de la facturation DSP, travaux et PS, de la bonne application des éléments tarifaires, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement et est garant de la qualité des données de gestion clients.
3. **Département Opérations** : en charge des activités clientèle sur le terrain (relève, télé relève, enquêtes, interventions techniques sur le compteur, interventions recouvrement terrain), dans le respect des règles Santé Sécurité de l'entreprise
4. **Département Euros Retrouvés** : corrige ou fait corriger les pratiques à l'origine des dysfonctionnements
5. **Département Clients Professionnels** : crée une relation de confiance avec les clients professionnels en leur apportant des solutions personnalisées
6. **Pôle transverse - Reporting, Performance et Support Commercial** : est garant de la qualité de la donnée et de la fiabilité des reportings, participe aux réponses aux appels d'offres pour le volet clientèle et coordonne le management de la Qualité sur le processus clientèle.

5.2.2 Le site internet et l'information client

En 2019, le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 809 536 visiteurs uniques chaque mois, soit 23% visiteurs de plus que l'année précédente.

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau



Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur toutsurmoneau.fr)

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture



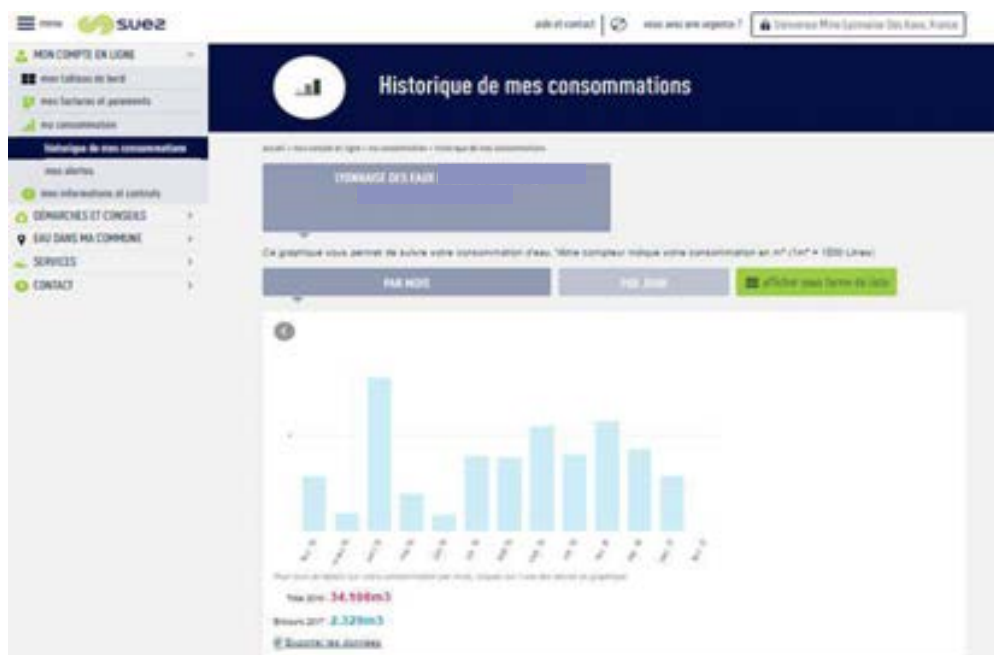
Le client peut **estimer sa consommation annuelle d'eau** en répondant à des questions sur le simulateur de consommation en ligne (page « Estimer ma consommation » sur toutsurmoneau.fr)

« **Mon compte en ligne** », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
 - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
 - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
 - visualisation historique des paiements,
 - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)



Le client disposant d'un **compteur télérelevé** peut avoir accès à son **historique de consommation** directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
 - paiement sécurisé de leur facture par Carte Bancaire,
 - dépose du relevé de compte,
 - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
 - souscription à l'e-facture.

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
- un conseiller virtuel qui répond à toutes vos questions. En 2019, 879 000 sessions de discussion ont été amorcées avec le conseiller virtuel Olivier au niveau national, soit une évolution de -1% par rapport à 2018. Il est présent en bas de chaque page du site avec un Top 3 des questions les plus posées sur la page,
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.3 Notre système de management

NOTRE CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

Notre vision est résolument orientée vers nos clients, collectivités, professionnels et particuliers, industriels et agriculteurs... Nous devons sans cesse imaginer de nouveaux services et de nouvelles solutions pour répondre à leurs attentes, notamment dans le domaine du développement durable. Notre politique intégrée (Qualité Santé Sécurité Energie Environnement et Risque Industriel) doit y contribuer avec les femmes et les hommes de l'entreprise. SUEZ a développé un système de management de la qualité certifié pour son périmètre national. L'objectif de la mise en œuvre de la norme ISO 9001 est de répondre aux attentes de nos clients internes et externes tout en améliorant nos performances économiques et gagner en efficacité.

Trois grands piliers de notre système de management qualité sont :

- la responsabilité de la direction qui définit la politique de l'entreprise,
- l'identification et la gestion des processus qui contribuent à la satisfaction des parties intéressées,
- l'amélioration continue qui permet la mesure et l'enregistrement de la performance à tous les niveaux ainsi que l'engagement d'actions de progrès efficaces.

NOTRE PERIMETRE DE CERTIFICATION NATIONALE

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- production et distribution d'eau potable 24h/24
- collecte et traitement des effluents
- travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement
- irrigation et gestion des milieux naturels
- entretien et dépollution de plans d'eau
- gestion de réseaux d'irrigation
- prestation d'ingénierie en eau et assainissement
- gestion des services à la clientèle
- gestion du patrimoine
- formation professionnelle pour le développement des compétences
- prestation de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
- études, réalisation et installation d'Usines de traitement par Ultra Filtration.



NOTRE ORGANISATION

- Définition de la politique et des objectifs avec la précision sur la façon d'atteindre ces objectifs
- Planification des activités
 - Identifier les risques et les besoins (ressources)
 - Planifier la maîtrise des risques
- Mise en œuvre de ce qui a été identifié, fonctionnement des activités
 - Gérer la documentation
 - Définir les règles de réalisation de l'activité
 - Enregistrer la preuve de réalisation des activités
 - Former (acquisition des compétences nécessaires)
 - Recruter (mettre la bonne personne au bon endroit)
- Vérifier et contrôler les activités
 - Planifier et réaliser le contrôle et l'audit
 - Définir, réaliser et suivre les actions d'amélioration
- Décider des objectifs et cibles de l'entreprise
 - Revue des activités

NOTRE OBJECTIF

Cette organisation nous permet donc de :

- produire une eau de qualité 24h/24,
- rejeter une eau conforme aux normes dans le milieu naturel,
- respecter la réglementation en vigueur, nos engagements contractuels et internes,
- faire évoluer la gouvernance de l'eau en déployant le Contrat pour la Santé de l'eau,
- préserver la Santé et la Sécurité de chaque collaborateur,
- renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- anticiper et maîtriser les risques associés à nos activités,

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001. Etant donnés les enjeux environnementaux et économiques, l'Entreprise a décidé fin 2014 de s'engager dans une certification nationale de l'énergie.

Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié. La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs. Il repose notamment sur deux actions qui couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'Entreprise :

- Eviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, une campagne de diagnostics énergétiques a été réalisée sur plus de 200 sites pour identifier des gisements de performance.

Chaque Région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.



POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (OHSAS 18001 ou MASE)...en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

5.4 Notre démarche développement durable

UNE DEMARCHE INTEGREE ET PARTENARIALE AU SERVICE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOCIETALE DES TERRITOIRES

Les territoires français doivent faire face à des enjeux grandissants, tant sur le plan environnemental (pressions sur les ressources en eau dans un contexte de changement climatique, préservation de la biodiversité...) que sociétal (accès aux services essentiels pour tous, insertion socio-économique des populations...). Ceux-ci impliquent la mise en œuvre d'un cadre d'actions partenarial et concerté avec l'ensemble des acteurs concernés sur les territoires : société civile, institutions et entreprises.

Compte tenu de la nature de ses métiers, SUEZ Eau France s'inscrit dans une démarche d'intégration renforcée des enjeux de développement durable au sein de sa stratégie d'entreprise ainsi que de contribution concrète en faveur de la transition écologique et sociétale de ses territoires d'actions.

Cette démarche s'incarne dans le cadre de la Feuille de Route Développement durable 2017-2021 France¹ de SUEZ, qui définit 17 engagements opérationnels structurés autour de 4 axes stratégiques pour l'entreprise.

1. Contribuer à la transition environnementale des territoires

Acteur engagé en faveur de la préservation du capital naturel, SUEZ Eau France développe des solutions concrètes en faveur de la transition écologique des territoires.

La préservation de la ressource en eau est au cœur même de nos activités. Développer et mettre à disposition des eaux alternatives constitue un enjeu fort dans un contexte d'adaptation aux conséquences du changement climatique. SUEZ Eau France propose ainsi des solutions comme la réutilisation des eaux usées pour l'arrosage d'un golf par exemple, ou encore la réalimentation de nappes phréatiques.

Agir en faveur de la préservation de la biodiversité constitue un axe structurant de la démarche de SUEZ Eau France. En tant que capital naturel des territoires où nous opérons mais aussi en tant que fournisseur de services écosystémiques, la préservation de la biodiversité représente un enjeu fondamental de nos métiers, dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Elle est intimement liée à la qualité de la ressource en eau et au bon fonctionnement du milieu récepteur. Dans ce cadre, SUEZ a défini une stratégie et un plan d'actions permettant d'opérationnaliser cet enjeu au sein de ses activités. L'entreprise poursuit par ailleurs une participation active au sein d'initiatives multi-acteurs tant nationales qu'internationales sur cet enjeu.



Dès 2013, SUEZ s'est engagé dans la « Stratégie nationale pour la biodiversité », définie par l'Etat Français. Dans la continuité de cette démarche, SUEZ a réaffirmé son engagement à la SNB à travers l'adhésion en décembre 2019 au dispositif **Entreprises Engagées pour la Nature – Act4nature France**, porté par l'Office Français pour la biodiversité (OFB).



En 2018, SUEZ a rejoint **Act4nature**, une initiative lancée par le réseau d'entreprises « EpE » (Entreprises pour l'Environnement), visant à mobiliser les acteurs économiques dans la protection de la biodiversité à travers 10 engagements communs et la définition d'engagements datés-chiffrés propres à chaque entreprise. Dans le cadre de cette démarche, SUEZ a notamment réaffirmé ses engagements de prise en compte de la biodiversité dans l'ensemble de sa chaîne de valeur et d'intégration de la biodiversité terrestre et marine dans ses programmes de recherche et d'innovation. SUEZ a également réaffirmé ses engagements au sein de **Act4nature International**, dans le cadre

¹ <http://feuillederoute2017-2021.suez.com>

de la poursuite de l'initiative à une échelle mondiale, en amont de la Convention sur la Diversité Biologique de 2020.

Afin de concrétiser ses engagements, SUEZ développe également différents partenariats de recherche et collabore avec des structures reconnues de la société civile, afin de déployer des initiatives innovantes et collaboratives.



En 2019, SUEZ a rejoint le Club « **B4B+** » (Club des Entreprises pour une Biodiversité Positive), piloté par **CDC biodiversité** afin de participer à la définition d'une méthodologie d'évaluation de l'empreinte biodiversité appliquée à la chaîne de valeur des entreprises.

Depuis 2008, SUEZ bénéficie du soutien de l'expertise du **Muséum National d'Histoire Naturelle**, via un programme partenarial d'études et de recherche visant à créer des indicateurs de biodiversité adaptés à ses activités, étudier l'insertion des sites de SUEZ au sein des réseaux écologiques à travers la réalisation d'une thèse doctorale et valoriser les données de biodiversité issues des sites gérés par le Groupe.



En 2018, SUEZ a signé, avec le **WWF France**, un partenariat encourageant le **développement des villes durables**, dans le cadre de l'initiative « Réinventer les villes » du WWF France. L'objectif est d'accélérer la réduction de l'empreinte écologique des villes et des territoires en misant sur une gestion durable des ressources.

Enfin, SUEZ développe des projets innovants en lien avec ses activités, afin de contribuer de manière simultanée à l'adaptation aux effets du changement climatique ainsi qu'à la préservation du capital naturel local. SUEZ propose par exemple la mise en œuvre de **solutions fondées sur la nature**, comme les zones de rejets végétalisées ou les zones Libellule®, contribuant simultanément à l'amélioration du fonctionnement des écosystèmes et à l'élimination des micropolluants.

2. Promouvoir et soutenir le développement économique local

En tant qu'acteur économique, SUEZ Eau France contribue au développement de ses territoires d'implantation en collaborant avec son écosystème local, que ce soit en lien avec les enjeux de l'emploi, de l'insertion socio-économique ou encore de l'innovation.

SUEZ Eau France s'engage ainsi à favoriser l'emploi local, en travaillant notamment avec des entreprises locales et des entrepreneurs sociaux et environnementaux dans le cadre de sa politique d'achats responsables, ou encore en collaborant avec les acteurs locaux de l'emploi (missions locales, Pôle Emploi...).

Pour favoriser l'insertion, SUEZ Eau France est partenaire du programme « **100 chances, 100 emplois** » initié par Schneider Electric. L'objectif est de faciliter l'accès à l'emploi de jeunes de 16 à 26 ans issus des quartiers sensibles, en proposant un parcours d'intégration très structuré, dont une phase de coaching dispensée par les entreprises partenaires. Les jeunes sont ainsi conseillés par des salariés en activité, en complément de l'accompagnement dont ils bénéficient par la Mission locale.



SUEZ Eau France est également partenaire de l'association **Nos Quartiers ont du Talent** (NQT). Véritable facilitateur d'insertion professionnelle, engagé pour l'égalité des chances, NQT pilote l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de moins de 30 ans, issus des quartiers prioritaires de la ville, zones de revitalisation rurales ou de milieux sociaux modestes. Il repose sur un réseau unique et novateur de professionnels expérimentés et en activité.





Enfin, dans le cadre de la Direction de l'Innovation Sociale, le programme **Maison pour Rebondir**, créé en 2012 par SUEZ à Bordeaux, contribue à l'emploi et au développement économique local : de façon directe en favorisant le recrutement de populations éloignées de l'emploi, et de façon indirecte en développant de nouveaux services avec des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

Dans le cadre de ses engagements, SUEZ met également l'accent sur la sensibilisation à nos métiers, notamment dans les Quartiers Prioritaires de la Ville au travers du **programme PAQTE**. Sur l'année scolaire 2018/2019, ce sont ainsi 640 collégiens des QPV qui ont été accueillis en stage.

3. Favoriser la solidarité, réduire les fragilités et mobiliser autour des enjeux sociétaux

Permettre un accès aux services essentiels pour tous implique de mettre en place des dispositifs d'accessibilité et d'accompagnement au plus près des enjeux des usagers.

L'accessibilité aux services est un point essentiel de la politique clientèle de SUEZ Eau France. A ce titre, nous déployons différents outils et actions partenariales favorisant la prise en compte de tous les types de vulnérabilité existantes, que celle-ci soit physique, culturelle, financière ou encore technologique.

Cet engagement se concrétise notamment à travers la mise à disposition de services pour que nos clients aveugles, malvoyants, sourds ou malentendants puissent accéder au service client, selon des dispositifs adaptés à leurs besoins. Ces services sont développés dans le cadre de partenariats avec des structures spécialisées.

Depuis 2014, **Acceo**, entreprise spécialisée dans l'accessibilité met à disposition des clients sourds ou malentendants, des services de traduction adaptés. SUEZ Eau France a ainsi été la première entreprise du secteur de l'eau et de l'assainissement à proposer un tel service.



Aujourd'hui, Acceo nous aide à être toujours plus inclusifs grâce au déploiement en cours dans nos accueils d'une application permettant la traduction des informations clients au bénéfice des personnes non-francophones.

L'accompagnement des clients fragiles, ou en situation de précarité, constitue également un axe important de notre engagement responsable. Les actions engagées par SUEZ Eau France reposent sur le dialogue avec les acteurs locaux, dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant, et la mise en œuvre d'actions au plus près des usagers :

- Une méthodologie de **cartographie de la précarité hydrique**, développée par le LyRE, centre de recherche de SUEZ implanté à Bordeaux, permet d'identifier, sur un périmètre géographique donné, les quartiers au sein desquels l'accompagnement à un meilleur usage de l'eau et à une meilleure maîtrise des budgets est prioritaire. Elle permet d'orienter les plans d'actions et de créer les outils les plus adaptés au regard des enjeux des usagers.
- Par ailleurs, des équipes sont spécialement formées à l'accompagnement des publics fragiles. La **Mission Solidarité Eau**, une équipe de SUEZ dédiée dans les territoires, a ainsi pour objectif de développer des liens avec les acteurs locaux pour la lutte contre la précarité hydrique. Elle collabore avec les acteurs sociaux locaux, comme les CCAS par exemple, et gère les dispositifs d'accompagnement mis en œuvre comme la contribution aux Fonds de Solidarité Logement.



La mise en place de partenariats avec les acteurs locaux de médiation sociale contribue fortement à l'accès aux services pour tous. Elle renforce les opportunités d'identifier les clients fragiles et améliore la qualité du service délivré. C'est pourquoi, SUEZ est partenaire de l'**Union Nationale des PIMMS (Points Information Médiation Multi-Services)**.

Enfin, favoriser la solidarité et contribuer aux enjeux sociétaux implique de mobiliser tous les acteurs, au premier rang desquels les collaborateurs de SUEZ Eau France. Aussi, l'accent est mis sur l'engagement des collaborateurs dans le cadre d'actions de mécénat et de bénévolat de compétences.

Que ce soit dans le cadre d'actions de parrainage/marrainage de personnes éloignées de l'emploi, de présentations métiers auprès de collégiens issus des QPV, ou encore d'actions ponctuelles de ramassage de déchets, nos collaborateurs sont les premiers acteurs de l'engagement durable de SUEZ Eau France en faveur des territoires.

Nos offres innovantes

5.5.1 Notre organisation VISIO

Véritables tours de contrôle, les centres VISIO pilotent et supervisent les réseaux d'eau et d'assainissement en temps réel.

En 2014 SUEZ inaugurait son premier centre de pilotage intelligent en région lyonnaise, en 2019 100% du territoire français est couvert par l'un des 15 centres VISIO.

Fin 2017, le premier VALOVISIO a vu le jour à Caluire-et-Cuire près le Lyon. VALOVISIO pilote les services aux entreprises des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, et permet aux clients de SUEZ de bénéficier d'un service optimisé et parfaitement adapté à leurs besoins, d'une traçabilité de leurs flux et d'une plus grande réactivité à leurs demandes.

Les centres VISIO et VALOVISIO sont pleinement au service de la révolution de la ressource.





5.5.2 Nos nouveaux produits d'exploitation

Aquadvanced® Assainissement constitue une gamme d'outils alimentée en temps réel par des données météorologiques et de mesures de débits qui permet d'optimiser la gestion des eaux pluviales. En mobilisant les capacités de stockage au bon endroit et au bon moment, ils permettent d'anticiper et de traiter automatiquement les épisodes pluvieux sévères, d'éviter la saturation des réseaux d'assainissement ainsi que les débordements polluants. Ils permettent ainsi de prévenir le risque d'inondation et de minimiser l'impact des rejets sur la qualité du milieu naturel. Ils constituent également un outil d'aide à la décision pour la mise en place d'une gestion anticipée du risque sanitaire pour les eaux de baignade.

Aquadvanced® Hydraulique et Aquadvanced® Qualité sont des outils modulaires qui optimisent l'ensemble des indicateurs de performance des réseaux d'eau potable (le débit, le rendement, la pression, la qualité), grâce à des capteurs surveillant la qualité et les caractéristiques hydrauliques du réseau en temps réel. Ils assurent une analyse multicritère des données collectées et permettent de déclencher rapidement une gestion des événements détectés (fuites, chutes du niveau de pression) pour déclencher les interventions des équipes.

Aquadvanced® Energie et Aquadvanced® Forage sont des outils d'analyse et d'anticipation du fonctionnement des installations de pompage d'eau potable qui visent à optimiser la consommation énergétique et pérenniser le patrimoine.

En 2019, la gamme ON'connect® s'étoffe :

ON'connect coach : propose aux consommateurs une surveillance quotidienne des consommations et des alertes en cas de suspicion de fuites.

ON'connect switch : un outil de pilotage adapté à tous les sites ou bâtiments à forte consommation d'eau. [ON'connect™ switch](#) allie un disjoncteur d'eau intelligent et breveté à un logiciel de gestion. Le système analyse les consommations et détecte les fuites en temps réel, permettant aux clients d'être alertés et d'agir immédiatement en coupant l'eau à distance afin de protéger leurs infrastructures contre un éventuel dégât des eaux.

VILLE DE DEMAIN

Partenaire historique des villes, leader de l'économie circulaire et engagé dans la révolution digitale, SUEZ accompagne les villes dans leur transformation.

- **Dijon Métropole met en service un projet inédit de smart city en France.** Jeudi 11 avril 2019 : Dijon métropole met en service un projet inédit de smart city qui s'appuie sur la gestion à distance, depuis un poste de pilotage connecté, de l'ensemble des équipements urbains des 23 communes du territoire.
- **Angers Loire Métropole : premier "territoire intelligent" de France.** Pour devenir le modèle français du territoire intelligent, Angers Loire Métropole a choisi le groupement piloté par ENGIE Solutions, marque du Groupe leader de la transition zéro carbone associé à SUEZ, La Poste et au Groupe VYV.

Des solutions pour améliorer la qualité de l'air

En 2019, SUEZ a présenté les résultats concluants des premières expérimentations du « puits de carbone » et annoncé la création d'un « Pôle Air ». Le puits de carbone a démontré son efficacité tant en milieu industriel qu'urbain :

- En milieu industriel : à la station d'épuration de Colombes (SIAAP), l'expérimentation visait à déterminer la capacité des micro-algues à capter l'excès de CO₂ contenu dans les fumées. Après deux ans, les résultats sont à la hauteur des attentes : le bilan carbone est positif, les micro-algues produisent de l'énergie verte en station d'épuration et les projections prévoient une quantité de CO₂ économisée équivalente à 75 arbres par m³.
- En milieu urbain : place Hélène et Victor Basch à Paris, elle avait pour objectif de tester la capacité du dispositif à fixer les particules fines (PM₁₀) et le dioxyde d'azote (NO₂). Là-aussi, les résultats sont probants : les taux d'abattement sur ces 2 paramètres sont en moyenne de 50 à 75%. En sortie de dispositif, l'air traité est ainsi d'une qualité supérieure aux recommandations de l'OMS.

Depuis juin 2019 SUEZ, en collaboration avec la RATP, expérimente la solution « IP'Air » à la station du métro parisien Alexandre Dumas (ligne 2). Cette technologie permet de capter les particules fines (PM₁₀ et PM_{2,5}) de l'air ambiant par un système d'ionisation positive. A l'issue de ce pilote, le Groupe sera prêt à proposer le dispositif aux services publics et aux usagers des métropoles françaises et internationales.

5.6 Nos actions de communication

5.6.1 Les actions de communications pour votre Région

COMMUNICATION : VOUS ACCOMPAGNER

Des actions d'information et de communication peuvent être déployées pour expliquer le cycle de l'eau domestique aux différents publics de votre territoire et rendre ainsi visible l'action de votre collectivité en tant qu'autorité organisatrice. A titre d'exemple, nous pouvons au cas par cas et en fonction des besoins :

- ✓ vous fournir des éléments clés en main pour vos différents supports : journal municipal, site internet, réseaux sociaux comme twitter et facebook,
- ✓ vous accompagner dans l'organisation
 - d'inauguration d'un nouveau site ou d'un site modernisé,
 - de visites techniques avec les élus de votre collectivité (si les sites respectent les préconisations de sécurité),
- ✓ organiser ou participer à des manifestations destinées au grand public comme les journées de l'innovation ou du patrimoine,
- ✓ insérer dans les factures, un encart d'information sur le thème de la préservation de l'eau sur le plan qualitatif et quantitatif (éco-gestes) par exemple.

Aujourd'hui la communication digitale via les réseaux sociaux est devenue un incontournable de la communication pour toucher une audience importante. Développer les messages portant sur les services d'eau et d'assainissement devient alors une nécessité pour valoriser les activités. En tant que délégataire, nous pouvons définir avec vous, les thématiques à traiter via ce média et vous transmettre des éléments adaptés à ce support : vignettes, gif, vidéos courtes, carrousels....

Par ailleurs, le groupe SUEZ développe également des campagnes digitales à l'échelle France. A titre d'exemple, SUEZ a imaginé un dispositif de communication digitale du 15 juillet au 15 août pour sensibiliser le grand public à la protection des océans avec **#çaPlagePourToi**. Cette campagne a mis en avant les équipes de SUEZ dans leurs missions quotidiennes de protection du littoral.



LES EVENEMENTIELS MARQUANTS EN NOUVELLE AQUITAINE

- **A l'occasion du G7** à Biarritz du 24 au 26 août 2019, SUEZ a assuré la gestion des ressources de cet évènement international, en sécurisant l'alimentation en eau et avec l'offre BatiRIM® qui a permis de maximiser le réemploi et le recyclage des déchets de chantier. SUEZ a développé, en partenariat avec Terracycle, des nattes de plage à partir de plastique recyclé dont la moitié est issue des collectes sur les plages. Plus de 1500 nattes ont été distribuées à cette occasion. La valorisation de l'eau du robinet n'a pas été oubliée ni la promotion de sa consommation via des contenants réutilisables. Les visiteurs ont pu se désaltérer grâce à des fontaines à eau du robinet et des gourdes ont notamment été distribuées au régiment en charge de la sécurisation de l'évènement.
- Les 13 et 14 septembre 2019, SUEZ a organisé sa **deuxième édition des journées de l'innovation**, des journées portes ouvertes pour rendre visible l'invisible au plus grand nombre et montrer comment ses métiers évoluent avec les technologies, le numérique et l'internet des objets. A cette occasion plus de 70 sites : centre de tri, usine d'eau potable, station d'épuration, centre de supervision ... ont ouverts leurs portes. Plus de 6 300 visiteurs ont ainsi pu découvrir les coulisses de l'eau et du recyclage. **En Nouvelle Aquitaine, les sites ouverts au public ont été les stations d'épuration de Marbella (Biarritz) et de Lacanau, la zone Libellule de Mios, le centre d'expertise Rivages Protech à Bidart, le centre d'appels et le centre de pilotage VISIO de Biarritz.**



- **SUEZ4océan** : En 2019 SUEZ poursuit son engagement en faveur de la préservation des océans, au travers d'actions et partenariats.
 - Du 20 au 23 juin, à l'occasion de la Fête du Fleuve, SUEZ a présenté ses actions en faveur de la protection de la Garonne et de l'océan au travers d'un stand, d'animations pédagogiques et d'une conférence en présence de Patrick Deixonne, chef de mission de l'association expédition 7eme continent.
 - SUEZ a également participé à la Tournée des plages organisée par Drop de Béton durant le mois de juillet.
 - Du 11 août au 16 août, SUEZ a participé au **Lacanau Pro** à travers notamment des actions de street marketing permettant de sensibiliser les visiteurs à la pollution plastique des océans et à l'usage de contenants réutilisables comme les gourdes pour le protéger. Cette action a également constitué l'opportunité de valoriser la consommation d'eau du robinet.
 - SUEZ a également soutenu les **Odysées des Juniors** organisés par la water family en mai et juin 2019. Une belle occasion de sensibiliser les plus jeunes à la protection des océans.
 - Le 9 novembre 2019, SUEZ a organisé une **collecte des déchets sur la plage de Bidart** avec des ateliers pédagogiques animés par la Water Family. Cette collecte a été suivie par deux youtubeurs influenceurs @AlexVizeo et @CleanWalker.off.

Retrouvez nos actualités sur notre site <http://www.suez.fr>

5.6.2 Les actions de communications pour SUEZ eau France

- **A l'occasion du G7** à Biarritz du 24 au 26 août 2019, SUEZ a assuré la gestion des ressources de cet évènement international, en sécurisant l'alimentation en eau et avec l'offre BatiRIM® qui a permis de maximiser le réemploi et le recyclage des déchets de chantier. SUEZ a développé, en partenariat avec Terracycle, des nattes de plage à partir de plastique recyclé dont la moitié est issue des collectes sur les plages. Plus de 1500 nattes ont été distribuées à cette occasion.
- Les 13 et 14 septembre 2019, SUEZ a organisé sa **deuxième édition des journées de l'innovation**, des journées portes ouvertes pour rendre visible l'invisible au plus grand nombre et montrer comment ses métiers évoluent avec les technologies, le numérique et l'internet des objets. A cette occasion plus de 70 sites : centre de tri, usine d'eau potable, station d'épuration, centre de supervision ... ont ouverts leurs portes. Plus de 6 300 visiteurs ont ainsi pu découvrir les coulisses de l'eau et du recyclage.
- **Le salon des maires et des collectivités locales** est un salon incontournable regroupant les grands acteurs de la commande publique avec l'ensemble de leurs partenaires. Lors de la dernière édition du 19 au 21 novembre 2019, ce fut l'occasion pour SUEZ de mettre en avant son savoir-faire et ses solutions innovantes pour améliorer la qualité de l'air.
- **A l'occasion de la COP 25 à Barcelone en Espagne du 2 au 13 décembre**
 - Le Groupe SUEZ réaffirme son ambition dans la lutte contre le dérèglement climatique, en s'inscrivant dans la trajectoire 1,5°C recommandée par le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), tout en accélérant son engagement en faveur de la protection de la ressource en eau et des océans. SUEZ ambitionne de réduire de 45% ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 contre – 30% auparavant, afin d'aligner ses objectifs sur la trajectoire 1,5°C.
 - Le Groupe a également pour objectif d'éviter à ses clients l'émission de 20 millions de tonnes de CO2 annuelle à l'horizon 2030, contre 10 actuellement, en développant des solutions d'économie circulaire au service des collectivités et des industriels.
 - SUEZ a d'ores et déjà dépassé son objectif de multiplier par 3 sa capacité de production d'eaux alternatives d'ici 2030, afin de préserver la ressource en eau face aux conséquences du dérèglement climatique.
 - Le Groupe s'engage à mettre au service de ses clients des solutions 100% durables et innovantes. A Santiago du Chili, la station d'épuration de la Farfana, récompensée lors de la COP24 par le Prix Momentum for Change des Nations Unies, a ainsi été transformée en biofactory.
 - La préservation des océans fait également partie des ambitions climat de SUEZ depuis de nombreuses années. Le Groupe développe des solutions permettant d'anticiper les pollutions d'origine terrestre, notamment au niveau des stations d'épuration, et renforce le tri et la valorisation des déchets plastiques.
- **SUEZ4océan** : En 2019 SUEZ poursuit son engagement en faveur de la préservation des océans, au travers d'actions et partenariats.

- Pour la 2e année consécutive, SUEZ a soutenu Stéphane Le Diraison, aux côtés de Bouygues Construction et de la ville de Boulogne-Billancourt. Le skipper, fortement impliqué dans la préservation des océans, a participé à la Transat Jacques-Vabre, une course transatlantique en double, partie du Havre le 27 Octobre.
 - Du 29 juin au 10 juillet SUEZ a participé à Nantes à l'évènement la Mer XXL en proposant aux visiteurs de vivre une expérience immersive dans un espace dédié à la protection des océans.
 - SUEZ a imaginé un dispositif de communication digitale du 15 juillet au 15 août pour sensibiliser le grand public à la protection des océans avec #çaPlagePourToi. Cette campagne a mis en avant les équipes de SUEZ dans leurs missions quotidiennes de protection du littoral.
 - Le 9 novembre 2019, SUEZ a organisé une collecte des déchets sur la plage de Bidart avec des ateliers pédagogiques animés par la Water Family. Cette collecte a été suivie par deux youtubeurs influenceurs @AlexVizeo et @CleanWalker.off.
- **SUEZ préserve la montagne** : SUEZ s'engage aux côtés des collectivités et des acteurs locaux pour préserver les milieux naturels et notamment la montagne été comme hiver, entre autres lors des pics d'affluence pendant les vacances scolaires. Durant la saison touristique d'hiver, SUEZ a communiqué sur les réseaux sociaux pour informer et sensibiliser les touristes à la préservation de la montagne avec le #positivealtitude.

Retrouvez nos actualités sur notre site <http://www.suez.fr>

Les actualités commerciales 2019 de SUEZ en France

En 2019, SUEZ a renforcé ses activités dans l'hexagone et a su conquérir ou reconquérir de nombreux contrats grâce à une politique d'innovation ambitieuse et différenciante au service de ses clients pour une économie plus circulaire.

Activités Eau

- **SUEZ recycle les eaux usées du Cap d'Agde** (Hérault) : L'une des premières références de REUSE en France, cette solution innovante permettra d'économiser 200 000 m3 d'eau potable en période estivale.
- **Nouvelle Calédonie : SUEZ renouvelle deux contrats de distribution d'eau potable.** Les communes de Païta et du Mont-Dore, en Nouvelle-Calédonie, ont renouvelé leur confiance à la Calédonienne des Eaux (CDE), filiale du Groupe SUEZ, en lui confiant le service de distribution de l'eau potable.
- **4ème usine d'adoucissement collectif de l'eau potable de l'ouest parisien** : cette nouvelle unité d'adoucissement au Pecq dans les Yvelines est le résultat d'une coopération exemplaire entre SUEZ et les collectivités locales, au bénéfice des 400 000 consommateurs desservis par l'usine.
- **Le Syndicat des eaux du Valenciennois (Nord) et SUEZ mettent en service une unité d'adoucissement de l'eau.** 1ère unité de traitement du calcaire par filtration membranaire sur le Valenciennois. D'ici fin 2021, deux unités complémentaires seront mises en service afin de desservir l'ensemble de l'agglomération en eau plus douce.

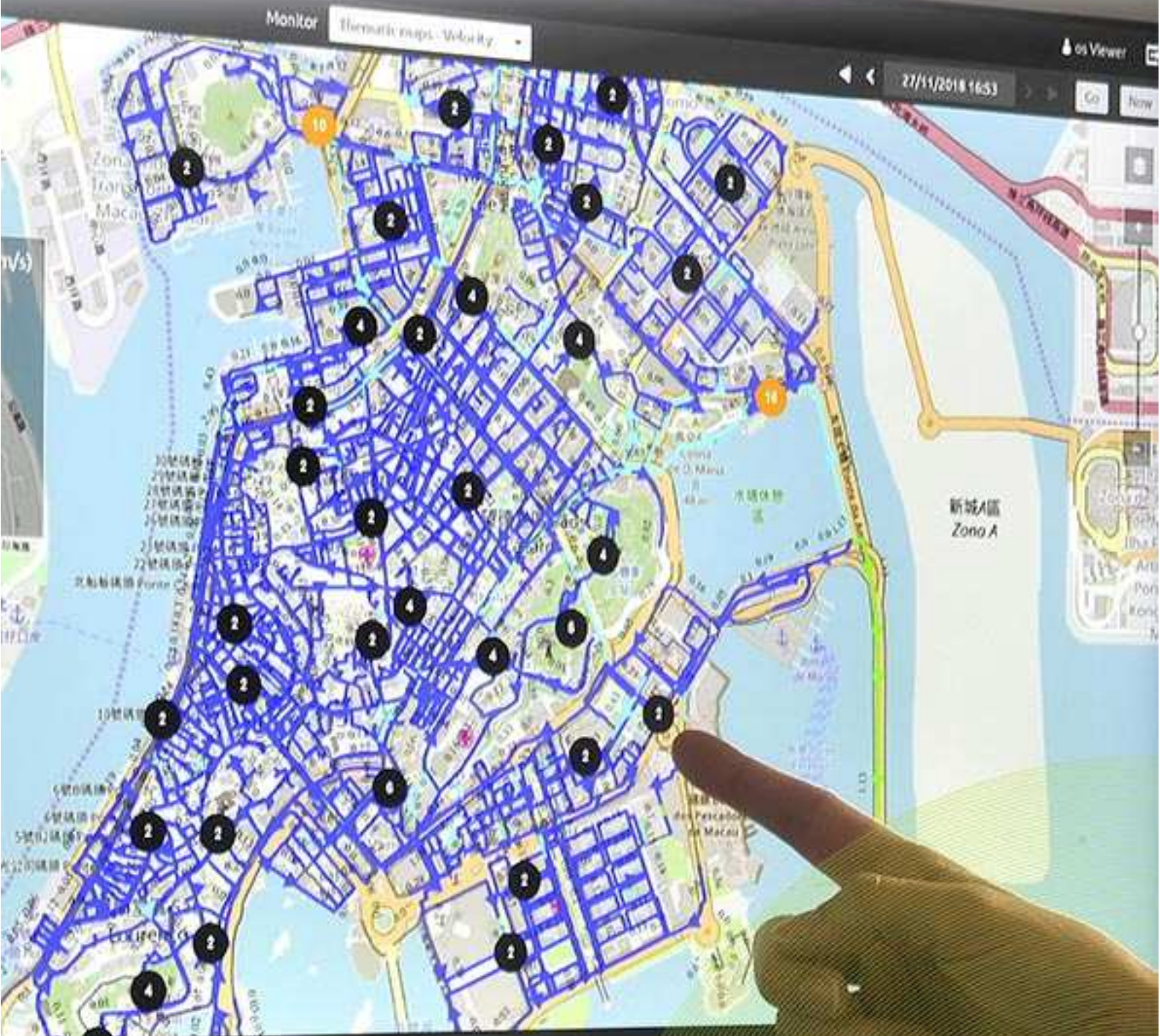
Activités Recyclage et Valorisation

- **Le Syndicat Intercommunal pour le Traitement et la Valorisation des Déchets (SITREVA)** renouvelle sa confiance à SUEZ en lui confiant la concession de service public et de travaux pour l'**exploitation de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de Ouarville en Eure-et-**

Loir. Ce nouveau contrat prévoit, grâce à la mise en place de nouvelles innovations, d'améliorer les performances énergétique et environnementale du site et de développer l'économie circulaire et solidaire du territoire. L'UVE bénéficiera des dernières solutions digitales dédiées à l'industrie, pour une exploitation et un fonctionnement optimisés.

- **SUEZ et POINT.P, filiale de Saint-Gobain, s'associent pour simplifier la reprise des déchets de chantier**, en lançant un nouveau service de collecte : batireprise. Unique en France, ce dispositif accompagne les artisans dans le respect de leurs obligations de tri. Il va au-delà de la législation actuelle en termes de récupération et de recyclage des déchets de chantier et anticipe le projet de loi anti-gaspillage.
- **La Métropole de Lyon confie l'exploitation de l'unité de traitement et de valorisation des déchets au Groupe SUEZ.** L'offre présentée par SUEZ a notamment été retenue grâce aux garanties apportées par le plan global de modernisation de l'usine, permettant une exploitation encore plus performante de l'installation.
- **SUEZ et LyondellBasell s'associent à Samsonite, pour produire la première collection de valises fabriquée à partir de plastiques recyclés.** En alliant leurs expertises en matière de Recyclage & Valorisation et de production de plastique, SUEZ et LyondellBasell ont collaboré avec le fabricant de bagages afin de concevoir cette innovation inédite dans le monde de l'industrie.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**

Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**

Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).

L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoires**

Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**

Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**

Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

B

- **Branchement eau**

Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

C

- **Certification ISO 9001**

Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**

Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**
Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.
- **Conduite d'adduction**
Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.
- **Conduite principale**
Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, ...) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Compteur**
Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

D

- **Débitmètre**
Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).
- **Détendeur**
Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.
- **Disconnecteur**
Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

E

- **Échantillon**
Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Émetteur**
Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

H

- **Habitant**
Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Indice linéaire de perte (ILP)**

$ILP = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume consommé autorisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ jours}$.
L'unité est en m³/km/j

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**

$ILVNC = (\text{volume MED} - \text{volume comptabilisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$
ou $(\text{volume MED} - \text{volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit"}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$. Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m³/km/j).

L

- **Linéaire de réseau de desserte**

Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

M

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**

Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **Nombre d'abonnements**

Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, ...).

- **Nombre d'habitants**

Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

P

- **Perte apparente**

Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, ...).

- **Perte réelle**

Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**

Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**

Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**

Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

R

- **Réclamation**

Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**

Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**

Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**

$\text{Rendement} = (\text{volume consommé autorisé} + \text{volume vendu en gros}) / (\text{volume produit} + \text{volume acheté en gros})$

Ou $= (\text{volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit)} + \text{volume consommateur sans comptage} + \text{volume de service réseau} + \text{volume vendu en gros}) / (\text{volume MED} + \text{volume vendu en gros})$
L'unité est en %.

Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

S

- **Stabilisateur d'écoulement**

Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**

Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quelque soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quand à elle varier.

V

- **Vanne**
Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).
- **Vidange**
Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.
- **Ventouse**
Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les point haut du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.
- **Volume comptabilisé**
Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, ...), qu'ils soient facturés ou non.
- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage)**
Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).
- **Volume consommé autorisé**
Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.
- **Volume exporté**
Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros, export gratuit (vers contrat LDEF ou non).
- **Volume importé**
Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).
- **Volume livré au réseau (VLAR)**
Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).
- **Volume prélevé**
Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.
- **Volume produit**
Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.
- **Volume de service production**
Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.
- **Volume de service du réseau**
Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).
- **Volume mis en distribution (VMED)**
Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**

Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D102.0)**

Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :

- la rémunération du service : part collectivité et part délégataire
- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m³

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités + montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif) + montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1) / 120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule = $(1 - \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes} / \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques}) \times 100$

B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule = $(1 - \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes} / \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques}) \times 100$

• Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
 - existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
 - la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

• **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.

Formule = (volume consommé autorisé+volume exporté)/(volume produit+volume importé)

• **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution-volume comptabilisé)/365/longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

• **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/365/longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

• **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

• **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral

- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/(volume comptabilisé domestique+volume comptabilisé non domestique (facultatif))

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévisibles pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.

Formule = nombre d'interruptions de service non programmées/nombre d'abonnésx1000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur+nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif))/nombre d'abonnésx1000

7 | Annexes



7.1 Annexe 1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1^{er} avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

[Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16](#)

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1^{er} janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

[Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V](#)

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} janvier 2020.

[Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances](#)

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.

[Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative](#)

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics
Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique

Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1^{er} janvier 2020, 214 000 € HT.

[Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité](#)

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

[Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales](#)

Affacturation inversée dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturation inversée dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.*

L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »

[Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises \(PACTE\)](#)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux

La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat. »*

[Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises \(PACTE\)](#)

Facturation électronique dans la commande publique

Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :

- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

[Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises \(PACTE\)](#)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :

- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

[Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique](#)

Montant des avances versées aux PME

Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.

Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} janvier 2020.

[Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances](#)

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.

[Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires – Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat \(projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020\).](#)

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1). Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1^{er} de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1^{er} juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1^{er} janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert*

des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1^{er} janvier 2026 ».

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement

Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.

Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.

La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie

- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux réglementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

Sort des syndicats

De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité. L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.

Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

Tarification sociale

Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.

Ces mesures peuvent inclure :

- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,
- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

[Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

[Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements](#)

Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'[article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017](#) relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

[Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales \(entrée en vigueur le lendemain de sa publication\).](#)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte>

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités

Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.

La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RGPD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.

Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (<https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales>).

[Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019](#)
<https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf>

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national

Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement

Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;

Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte>

DERU et délimitation des zones sensibles

L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.

Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive

Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE**Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine**

Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.

En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.

Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau

- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte>

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte>

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte>

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte>

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;

Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».

Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id>

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins

Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte>

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.

Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte>

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale

En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité. La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs

territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.

Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.

Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id>

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation

Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.

Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954>

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.

Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.

Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.

Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id>

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110

Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation...), nécessaires au rapportage auprès de la commission européenne, conformément à la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id>

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier

La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de Hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.

Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte>

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs

Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.

Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.

Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id>

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme

Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du [nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme](#), issu de l'[article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018](#) dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte>

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).

Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.

Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id>

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante

Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article [L. 4412-2](#) dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° [96-1133](#) du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

- 1° Immeubles bâtis ;
 - 2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;
 - 3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;
 - 4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;
 - 5° Aéronefs ;
 - 6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
- III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiante effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 (Décr. n° 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1^{er} oct. 2018)

I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:

1° En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;

2° En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;

3° Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;

4° Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2° de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrément mentionné à l'article R. 4412-98.

II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrément estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1^{ère} instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc...) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084

<http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html>

7.2 Annexe 2 Compteurs remplacés

Remplacements 2019 :

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/03/2019	15	CHEMIN PENDIXA	C18LA456574ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/03/2019	15	CHEMIN ORGENBIDEA	C18LA456575ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/03/2019	15	CHEMIN FRANTSAENEA	C19LA081507ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/04/2019	20	CHEMIN AGERREA	C18SB067691AMEQ
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/04/2019	20	LOT ELISSALDIA	C19FB013116
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/05/2019	15	CHEMIN ETXEHERRIA	D19BA140316ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/06/2019	15	CHEMIN HAROZTEGIA	D19BA145470ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/06/2019	15	CHEMIN ORGENBIDEA	C19LA126287ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour anomalie technique	01/08/2019	15	CHEMIN AGERREA	C18FA790211ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour anomalie technique	15/11/2019	15	CHEMIN LARRALDEA	D19BA155710ADDQ
AHETZE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/12/2019	15	CHEMIN ETXEHERRIA	C17LA534772ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour contrôle métrologique	02/01/2019	15	CHEMIN ETXARTEA	C18LA273591ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour contrôle métrologique	02/01/2019	15	CHEMIN MAHOTAENKO LANDA	C18LA273573ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour anomalie technique	03/01/2019	15	CHEMIN LARREBURUA	C18LA586947ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/03/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTALE 255	C18LA456572ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/03/2019	15	CHEMIN DE ZIBURIA	C18LA456573ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/06/2019	40	IMPASSE DU PRESBYTERE	C19SE812290AVHQ
ARBONNE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	ROUTE DEPARTEMENTALE 255	C19SE812288AVHQ
ARBONNE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	CHEMIN HAIETAKO LARREA	C19SE812295AVHQ
ARBONNE	compteur remplacer pour anomalie technique	20/06/2019	15	CHEMIN HARRIMEIA	I19JA101186
ARBONNE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	100	RUE LANA LEKU	C19JI000100AYLT
ARBONNE	compteur remplacer pour anomalie technique	15/11/2019	20	CHEMIN D ARABATOENIA	C19FB030380AMEQ
ARBONNE	compteur remplacer pour anomalie technique	15/11/2019	15	LOTISSEMENT HAIETA	D19BA155714ADDQ
ARBONNE	compteur remplacer pour anomalie technique	25/11/2019	15	RUE LANA LEKU	H19VA189467
ARBONNE	compteur remplacer pour anomalie technique	13/12/2019	20	CHEMIN MESTELAENEA	C19FB030338AMEQ
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	03/01/2019	100	ROUTE DEPARTEMENTALE 755	C18JI001352
ARCANGUES	compteur remplacer pour contrôle métrologique	04/01/2019	15	IMPASSE LORTENIA	C18LA273593ADDQ
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	18/01/2019	30	CHEMIN DE LARRE	C18SD016378ARFQ
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	23/05/2019	20	CHEMIN DE OVERBROOK	C19FB018720
ARCANGUES	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	40	CHEMIN DE BIDAUENEA	C19SE812298AVHQ
ARCANGUES	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	20	CHEMIN APEZENBORDA	C18SB067682AMEQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	02/07/2019	15	CHEMIN DAGUERRENIA	C17LA455075ADDQ
ARCANGUES	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/07/2019	15	IMPASSE DE L HYDRO	H19VA294967
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	25/07/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTALE 3	D18BA125139ADDQ
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	29/07/2019	15	CHEMIN MENDIENBORDA	H19UA261102
ARCANGUES	compteur remplacer pour anomalie technique	09/12/2019	15	ZONE ARTISANALE DE PLANUYA	H19VA453050
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour contrôle métrologique	04/01/2019	15	CHEMIN DE BENOIT	C18LA456346ADDQ
BASSUSSARRY	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	14/01/2019	15	CHEMIN DE BENOIT	C18LA456372
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/01/2019	15	ALLEE UR GELDI	C18LA456365
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/03/2019	30	IMPASSE DE LA VIGNE	C19SD003990ARGQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	06/06/2019	15	CHEMIN DE BORDABERRIA	D19BA134267ADDQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	06/06/2019	15	CHEMIN DE BORDABERRIA	D19BA134267ADDQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	15	ALLEE DU MAKILA	D19BA165549ADDQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	40	ALLEE DES CHAMPS	C19SE812300AVHQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	40	ALLEE DES CHAMPS	C19SE812301AVHQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	40	ROUTE DEPARTEMENTALE 254	C19SE812299AVHQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	19/06/2019	60	ROUTE DE SAINT PEE	C19JG001071AVJT
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	08/07/2019	15	CHEMIN D ERRECARTIA	H19VA266060
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	19/07/2019	15	CHEMIN DE BORDABERRIA	H19VA266152
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	04/09/2019	15	CHEMIN DE HALAGE	D19BA170191ADDQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	13/09/2019	15	ROUTE DE LAMIGUE	H19VA391497
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	08/10/2019	15	ROUTE DE LAMIGUE	I19JA160369ADDQ
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	14/11/2019	15	ALLEE DE LA CHAULE	H19UA189265
BASSUSSARRY	compteur remplacer pour anomalie technique	28/11/2019	15	CHEMIN DE LA REDOUTE	C19LA098432ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	07/01/2019	15	LOTISSEMENT PLAZA ONDOA	C18LA456391
BRISCOUS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN DES CRETES	C19LA101701ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN SORHUETA	C19LA101706ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	16/04/2019	15	LOTISSEMENT PLAZA ONDOA	C19LA098583ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	LOTISSEMENT LES JARDINS D HARIA	C19SD006360ARGQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	CHEMIN HARRANBURUA	C19LA101077ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	LOTISSEMENT IMISTOLA	C19LA101072ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	14/06/2019	15	CHEMIN MARTINDEGIA	H19UA261047
BRISCOUS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/06/2019	15	CHEMIN BIDE HANDIA	C19LA114094ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	22/07/2019	15	CHEMIN DES CRETES	H19UA261068
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/07/2019	15	LOTISSEMENT IMISTOLA	H19UA261107
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	06/09/2019	15	LOTISSEMENT PLAZA ONDOA	H19UA269025

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
BRISCOUS	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	01/10/2019	15	LOTISSEMENT IMISTOLA	I19JA160375ADDQ
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	06/11/2019	15	CHEMIN DE LARRONDOA	H19UA189243
BRISCOUS	compteur remplacer pour anomalie technique	14/11/2019	30	CHEMIN DE LARRONDOA	C19SD009074ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	02/01/2019	15	ALLEE EDMOND ROSTAND	C18LA456411ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	04/01/2019	15	ZONE ARTISANALE ALZUYETA	C18FA293630ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	30/01/2019	15	RUE LAURENT DUHART	C18FA790327ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	01/02/2019	15	ROUTE DU BAS CAMBO	C18LA456371ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	AVENUE DU PROFESSEUR GRANCHER	C19LA081543ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	AVENUE DU PROFESSEUR GRANCHER	C19LA081545ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	AVENUE DU PROFESSEUR GRANCHER	C19LA081544ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	20	CHEMIN ESCARBA	C18SB067089AMEQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	AVENUE DU PROFESSEUR GRANCHER	C19LA081547ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	AVENUE DU PROFESSEUR GRANCHER	C19LA081546ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/03/2019	15	CHEMIN DE LA HALTE	H19UA158824ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/03/2019	15	ROUTE DES 7 CHENES	H19UA158830ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE PALASSIMBORDA	C19LA101696ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE AGORRETA	C19LA101700ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE CELHAYA	D18BA123683ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/04/2019	30	ROUTE D ESPAGNE	C19SD003977ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	AVENUE BORDART	C19SD006385
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	ALLEE ANNE DE NEUBOURG	C19SD003980ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	AVENUE D URSUYA	C19SD006355ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	RUE ASSANTZA	C19SD006391ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	ALLEE DES MARRONNIERS	C19SD006380ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	ALLEE ANNE DE NEUBOURG	C19SD006347ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	ROUTE DE CELHAYA	C19SD006370ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	ROUTE D ESPAGNE	C19SD006345ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	RUE DE LA BERGERIE	C19SD006389ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	AVENUE CHANTECLER	C19SD006393ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	AVENUE CHANTECLER	C19SD006394ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	AVENUE DE NAVARRE	C19SD006369ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/05/2019	15	CHEMIN HARIZKAZUIA	C19LA126772ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/05/2019	15	RUE DU MUNDARRAIN	C19LA126773ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/05/2019	15	RUE GAINDEGUIA	C19LA126773
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	03/06/2019	15	ROUTE KURUTXETA	H19UA189806
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	ALLEE EDMOND ROSTAND	C19SE812312AVHQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	ROUTE D ESPAGNE	C19SE812292AVHQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	ROUTE D ESPAGNE	C19SE812310AVHQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/06/2019	15	CHEMIN D OYHANBURUA	C19LA132670ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	AVENUE D URSUYA	C19LA132664ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	RUE DU PERE JAUREGUY	C19LA132662ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	CHEMIN DE GAINDEGIA	C19LA132661ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	30	ALLEE DES MARRONNIERS	C19SD007871ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	30	IMPASSE DE LA GENDARMERIE	C19SD007865ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/06/2019	15	RUE DES HIRONDELLES	D19BA165553ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/06/2019	15	RUE SAINT MICHEL GARICOITZ	I19JA101193ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/06/2019	15	CHEMIN D ANTCHUBERROA	H19UA261002
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	RUE DES FLEURISTES	D19BA140325ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/06/2019	15	CHEMIN DE MACAYE	I19JA164076ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/06/2019	15	CHEMIN DE MACAYE	H19UA261006
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	RUE DES FLEURISTES	D19BA151789ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	20	AVENUE DE CURUTCHAGUE	C18SB067686AMEQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	AVENUE D URSUYA	D19BA151792ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2019	15	AVENUE D URSUYA	C17FA772425ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/07/2019	30	RAMPE DES THERMES	C19SD006357ARGQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	17/07/2019	30	RUE DE LA BERGERIE	C19SD009251
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	17/07/2019	15	RUE DE LA BERGERIE	H19UA313798
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	31/07/2019	15	CHEMIN DE LIZARRAGAKO BORDA	H19UA261101
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	23/08/2019	15	RUE CHIQUITO	I19JA171263ADDQ
CAMBO LES BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	21/10/2019	15	RD 22	H19UA189445
HALSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	ROUTE DU BAS CAMBO	C19LA101229ADDQ
HALSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/04/2019	20	CHEMIN DE SABALOA	C19FB013392
HALSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	04/06/2019	15	CHEMIN PORTUBERRIA	C18FA293626ADDQ
HALSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	04/06/2019	15	CHEMIN PORTUBERRIA	C17LA404009ADDQ
HALSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	08/07/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTALE 250	H19UA261067
HALSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	10/07/2019	15	RUE DES ECOLES	H19UA261001

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
HALSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	22/07/2019	15	CHEMIN PORTUBERRIA	H19VA266155
HALSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	28/08/2019	15	ROUTE DU BAS CAMBO	I19JA171241ADDQ
HASPARREN	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	C19LA081531ADDQ
HASPARREN	compteur remplacer pour anomalie technique	14/03/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	C18LA456370ADDQ
HASPARREN	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	C19LA101221ADDQ
HASPARREN	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	C19LA101223ADDQ
HASPARREN	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	C19LA101074ADDQ
HASPARREN	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/06/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	D19BA140288
HASPARREN	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/06/2019	15	ROUTE PILOTA PLAZA	C18LA592160ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	09/01/2019	15	CHEMIN OILOMOKOENIA	C18FA790260ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/01/2019	30	LOTISSEMENT PLAZA BERRI	C18SD016374ARFQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	30/01/2019	15	CHEMIN DE PANNECAU	C18LA456377ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	13/03/2019	15	RUE PRINCIPALE	C18LA592339ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	CHEMIN HARAMBURUA	C19LA081540ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	CHEMIN AINTZIARTEA	C19LA081933ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	CHEMIN AINTZIARTEA	C19LA081932ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	LOTISSEMENT PLAZA BERRI	C19LA081934ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	CHEMIN DE PANNECAU	C19LA081935ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	CHEMIN URSUMU	C19LA081936ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	CHEMIN URSUMU	C19LA081937ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	28/03/2019	20	ROUTE ATHARRI	C18SB067019AMEQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	CHEMIN OILOMOKOENIA	C19LA101228ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	20	CHEMIN OILOMOKOENIA	C18SB067069AMEQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	IMPASSE GARROA	C19LA101779ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	LOTISSEMENT LAVAUD OLHAGARAY	C19LA101226ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	LOTISSEMENT PLAZA BERRI	C19SD006383ARGQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	CHEMIN HIRIBERRIA	C19SE812304AVHQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	15	LOTISSEMENT PLAZA BERRI	D19BA140308ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	15	ROUTE DE BALAKI	C19LA132668ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	15	CHEMIN UHALDEA	D19BA111266
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	18/06/2019	15	CHEMIN DE BORDDA	C18FA790329
ITXASSOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/06/2019	15	LOTISSEMENT PLAZA BERRI	D19BA140323ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	01/08/2019	15	CHEMIN DE L EGLISE	H19UA261061
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	05/09/2019	15	IMPASSE BELTXA	I19JA171259ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	10/10/2019	15	CHEMIN APESTEGUIA	I19JA160368ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	14/10/2019	15	CHEMIN ERROLA	I19JA160372ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	28/11/2019	15	CHEMIN D IRIGOINA	I19JA363538ADDQ
ITXASSOU	compteur remplacer pour anomalie technique	28/11/2019	15	IMPASSE BILAROA	I19JA363523ADDQ
JATXOU	compteur remplacer pour anomalie technique	13/03/2019	15	QUARTIER DE L ECOLE	D18BA282035
JATXOU	compteur remplacer pour anomalie technique	26/03/2019	15	RTE SOKORRONDO	H19UA158871
JATXOU	compteur remplacer pour anomalie technique	28/03/2019	15	QUARTIER DE L ECOLE	H19UA107177
JATXOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN ALDABIDEA	C19LA101778ADDQ
JATXOU	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	30	CHEMIN CAMPANIA	C19SD006384ARGQ
JATXOU	compteur remplacer pour anomalie technique	12/07/2019	15	ROUTE XOPOLO	H19UA313725
JATXOU	compteur remplacer pour anomalie technique	21/08/2019	15	ROUTE XOPOLO	D19BA140496ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour contrôle métrologique	02/01/2019	15	RUE DU BOIS DE LA VIERGE	C18LA273654ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	16/01/2019	15	ROUTE DE BAYONNE	C18FA790330ADDQ
LAHONCE	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	29/01/2019	15	RUE GAILLAT	D18BA280977
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	11/02/2019	15	ROUTE D URCUIT	C18LA592376
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	20/02/2019	15	CHEMIN URDE BASA	C18LA586948ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/03/2019	15	ALLEE DE L OREE DU BOIS	C19LA081629ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/03/2019	15	RUE DE LA FONTAINE	C18FA790323ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	CHEMIN PEDEGAIN	C19LA081535ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	CHEMIN KURUTZ	C19LA081534ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	ROUTE DE MOUGUERRE	C19LA081533ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	ROUTE DE MOUGUERRE	C19LA081532ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/03/2019	15	RUE OYHANTO	C18FA790196ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	ROUTE RECARTE	H19UA158825ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	CHEMIN D ARROCA	H19UA158829ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	CHEMIN PEDEGAIN	H19UA158828ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	CHEMIN PEDEGAIN	H19UA158823ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	RUE ETCHELECOU	H19UA158827ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	ALLEE IRIGOIN	H19UA158822ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	ALLEE DE L OREE DU BOIS	H19UA158821ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	ALLEE DE L OREE DU BOIS	H19UA158826ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/03/2019	15	CHEMIN URDE BASA	C19LA101772ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ALLEE ZAZARTA	C19LA101771ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ALLEE DES VERGNES	C19LA101776ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	RUE OYHANTO	C19LA101777ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	RUE DU BOIS DE LA VIERGE	C19LA101773ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ALLEE DES CARRIERES	C19LA101775ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN LANABERE	C19LA101628ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN LANABERE	C19LA101630ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE D URCUIT	C19LA101566ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE MOUGUERRE	C19LA101562ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN DE BARRANDEGUY	C19LA101567ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN DE BARRANDEGUY	C19LA101561ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN DE BARRANDEGUY	C19LA101563ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ILE DE LAHONCE	C19LA101568ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/06/2019	15	CHEMIN DE BARRANDEGUY	H19UA189903
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/06/2019	15	CHEMIN IBARBIDE	C19LA126409
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	ROUTE D URCUIT	C19LA114091ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	ALLEE DE L OREE DU BOIS	C19LA114092ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	ALLEE DE L OREE DU BOIS	C19LA114093ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	15	ROUTE DES BARTHES	C18LA592151ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/06/2019	15	CHEMIN KURUTZ	H19UA313862
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/06/2019	15	CHEMIN LANABERE	H19UA313869
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/06/2019	60	RUE BERGE	C19JG001073AVJT
LAHONCE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/06/2019	15	RUE DU BOIS DE LA VIERGE	H19UA313868
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	03/07/2019	15	ALLEE ZAZARTA	H19UA158751
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	16/07/2019	15	CHEMIN FLUVIAL	H19UA313799
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/08/2019	15	CHEMIN MENTA	H19UA269023
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	23/08/2019	15	ROUTE RECART	H19VA374888
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	27/09/2019	15	ROUTE DE LA GARE	I19JA160287ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	02/10/2019	15	ALLEE DES VERGERS	I19JA160279ADDQ
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	22/10/2019	15	ROUTE DES BARTHES	H19UA189462
LAHONCE	compteur remplacer pour anomalie technique	11/12/2019	15	ROUTE DE L ADOUR	H19VA224054
LARRESSORE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/01/2019	15	CHEMIN PELEMBORDA	C18FA424906ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/01/2019	15	CHEMIN PELEMBORDA	C18FA293604ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN ERRETOR BIDEA	C19LA101720ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN ERRETOR BIDEA	C19LA101636ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN ERRETOR BIDEA	C19LA101714ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN ERRETOR BIDEA	C19LA101715ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN ERRETOR BIDEA	C19LA101631ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	CHEMIN ERRETOR BIDEA	C19LA101637ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ROUTE CAMBO BAYONNE	C19LA101632ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	ROUTE D HALSOU	C19LA101638ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	LOKETAKO BIDEA	C19LA101633ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	RTE NATIONALE 932	C19LA101634ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	RTE NATIONALE 932	C19LA101640ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	RTE NATIONALE 932	C19LA101616ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	OSPILATEKO BIDEA	C19LA101639ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	XALDUNAENKO BIDEA	C19LA101635ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	ERRETANGLAKO BIDEA	C19LA101611ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	20	ROUTE CAMBO BAYONNE	C18SB067100AMEQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	20	QUARTIER PORTUITA	C18SB067720AMEQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	PORTUITAKO BIDEA	C19LA101617ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN LEGARREKOBIDEA	C19LA101612ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	LOKETAKO BIDEA	C19LA101618ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	ORKATZ BERROKO BIDEA	C19LA101613ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	20	PELENBORDAKO BIDEA	C18SB067719AMEQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN ZIBIDEHANDIKO BIDEA	C19LA101619ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	LE BOURG	C19LA101614ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	KARRIKA NAGUSIA	C19LA101615ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	INTHALAZEKO BIDEA	C19LA101620ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	DONARENEKO BIDEA	C19LA101626ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	INTHALAZEKO BIDEA	C19LA101621ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	INTHALAZEKO BIDEA	C19LA101622ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	SORRONDOKO BIDEA	C19LA101627ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	20	SORRONDOKO BIDEA	C18SB067715AMEQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	SORRONDOKO BIDEA	C19LA101625ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	20	INTHALAZEKO BIDEA	C18SB067717AMEQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	CHEMIN AINTZIRAKO BIDEA	C19LA126774ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	ROUTE DES CRETES	C19SE812291AVHQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	15	EZPELETAKO BIDEA	C19LA132669ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/06/2019	15	LOKETAKO BIDEA	D19BA165484
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	OSPITAL ETXEBERRIKO BIDEA	D19BA151735ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	CHEMIN AINTZIRAKO BIDEA	D19BA151791ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	EZPELETAKO BIDEA	D19BA151788ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	CHEMIN LARRONDOKO BIDEA	D19BA151795ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	EZPELETAKO BIDEA	D19BA151796ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/07/2019	15	ROUTE CAMBO BAYONNE	H19UA189906
LARRESSORE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/09/2019	15	ERRETANGLA GAINEKO BIDEA	I19JA171514ADDQ
LARRESSORE	compteur remplacer pour anomalie technique	13/11/2019	15	SANSENBORDAKO BIDEA	H19UA189009
LARRESSORE	compteur remplacer pour anomalie technique	26/11/2019	15	KARRIKA NAGUSIA	C19LA101555
LARRESSORE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/12/2019	15	CHEMIN ZIBIDEHANDIKO BIDEA	H19VA266831ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	03/01/2019	15	ALLEE VERDI	C18FA293625ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	04/01/2019	15	CHEMIN URBIZI	C18FA790221
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	18/01/2019	15	CHEMIN DE BELSUSSARY	C18FA293608ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	21/01/2019	15	AVENUE DES GLYCINES	C18LA456364ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer avec émetteur téléR	23/01/2019	30	AVENUE D ALEGERA	C18SD018346ARGQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	26/02/2019	15	CHEMIN DE PASKOENEA	C18LA592372ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	CHEMIN D ARANTXETA	C19LA081536ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	15/03/2019	15	ROUTE DU BOURG DE MOUGUERRE	C18LA592132ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	AVENUE DES CHENES	C19LA101699ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	CHEMIN DE KAKARIA	C19LA101693ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	10/04/2019	15	CHEMIN DE BIDARTEA	H19UA158901
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	30/04/2019	15	AVENUE DES GLYCINES	C16FA050015
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	ROUTE D IBUSTY	C19SD006352ARGQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	CHEMIN DE PASKOENEA	C19LA101073ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	15	CHEMIN DE GARATEA	C19LA132667ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/07/2019	15	CHEMIN DE XIXTARTEA	C19LA126282ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	02/07/2019	15	CHEMIN D ELIZABERRI	C17FA772429ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	19/07/2019	15	AVENUE DES PLATANES	C19LA126454ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/07/2019	20	AVENUE DE BORDABERRI	C18SB067092AMEQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/08/2019	15	CHEMIN ETXALDEA	D19BA160817ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/08/2019	50	RUE DE BETHAR	C18JF002167AVIT
MOUGUERRE	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/08/2019	15	ZONE INDUSTRIELLE MOUGUERRE	C19VA014900AKDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	26/08/2019	15	CHEMIN DE GAZTENALDE	I19JA171432ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	27/08/2019	15	CHEMIN DE PASKOENEA	H19VA374889
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	27/08/2019	15	ALLEE DES NOISETIERS	D19BA165408ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	04/09/2019	15	ROUTE DU PLATEAU	I19JA171360ADDQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	16/10/2019	15	CHEMIN DE PAGADOI	H19UA189466
MOUGUERRE	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/10/2019	20	AVENUE D ALEGERA	C19FB018662AMEQ
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	21/10/2019	15	CHEMIN D ELIZONDOA	H19VA266753

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
MOUGUERRE	compteur remplacer pour anomalie technique	24/12/2019	15	CHEMIN D ELIZABERRI	D18BA281084ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour contrôle métrologique	07/01/2019	15	AVENUE DE LA BASSE NAVARRE	C18LA273596ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	16/01/2019	15	RUE DE CANDELE	C18FA424907ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/03/2019	15	ROUTE DES CIMES	C18LA456540ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/03/2019	15	AVENUE DU LABOURD	C19LA081615ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/03/2019	15	RUE PHAGO ALDE	C19LA081616ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	RUE MI COTEAU	C19LA081537ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/03/2019	15	RUE MENDIXKA	C18LA592136
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	ALLEE D ANGELY	C19LA081982ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	ALLEE D ANGELY	C19LA081981ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	RUE DE CANDELE	C19LA081983ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	CHEMIN ESPERANCE	C19LA081984ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	RUE DE HARRIA	C19LA081985ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	CHEMIN D OURTHOUA	C19LA081986ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	RUE DE LARRUN	C19LA081987ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	RUE DE LARRUN	C19LA081988ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	CHEMIN HARRICHURY	C19LA081989ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/03/2019	15	CHEMIN DE LOSTE	C19LA081990ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	CHEMIN ESPERANCE	C19LA081930ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	CHEMIN MASTOULOUCIA	C19LA081929ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	ROUTE DE MENTAXURI	C19LA081921ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	ROUTE DE MENTAXURI	C19LA081922ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	CHEMIN MASTOULOUCIA	C19LA081923ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	03/04/2019	15	RUE D AMETZONDO	D19BA100744ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	ALLEE DES MAGNOLIAS	C19SD006379ARGQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	40	ALLEE DES MAGNOLIAS	C18SE009838AVHQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	27/05/2019	15	CHEMIN DE GALHARET	H19UA189907
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	RUE DE CANDELE	C19SE812289AVHQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	ALLEE DES PLATANES	C19SE812293AVHQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	ALLEE DES PLATANES	C19SE812297AVHQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	RUE D AMETZONDO	C18SE015064AVHQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/06/2019	15	RUE D ARTZAMENDI	C19LA114098ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	15	AVENUE AMETZ LURRA	I19JA164069ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	15	RUE DE HARRIA	H19UA107180
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	RUE DE MONDARRAIN	D19BA151730ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	RUE URALDE	D19BA151734ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/06/2019	15	RUE MENDIXKA	D19BA151794ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/07/2019	15	AVENUE DE LA SOULE	H19UA158757
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	08/07/2019	15	RUE DU BASTE	H19UA261062
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/07/2019	40	AVENUE DE LA BASSE NAVARRE	C19SE812235AVGQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	27/08/2019	15	RUE DE LEGER	D18BA282041ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	14/10/2019	15	CHEMIN PENTZE ALDE	I19JA160362ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	29/10/2019	15	AVENUE DE LA BASSE NAVARRE	H19VA438689
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	04/12/2019	15	CHEMIN HARRICHURY	I19JA363520ADDQ
ST PIERRE D IRUBE	compteur remplacer pour anomalie technique	12/12/2019	15	RUE D AMETZONDO	H19UA189244
URCUIT	compteur remplacer pour anomalie technique	22/01/2019	15	RUE EYHERRA	C18LA592011ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour anomalie technique	24/01/2019	15	ROUTE DE L ADOUR	C18LA273626ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour anomalie technique	28/01/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C18FA424881ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/03/2019	15	CHEMIN EYHERALDE	C18LA456533ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/03/2019	15	CHEMIN EYHERALDE	C18LA456534ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	RUE JEAN DUCOURNEAU	C19LA081539ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/03/2019	15	CHEMIN LINAGUE	C19LA081538ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	CHEMIN ASSEROL	C19LA081550ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	CHEMIN ASSEROL	C19LA081549ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	CHEMIN ASSEROL	C19LA081548ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/03/2019	15	CHEMIN ARRAMBIDE	C18FA424889ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/03/2019	15	IMPASSE EYHERRA	C19LA081931ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/03/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	H19UA158874
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101246ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101247ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101248ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101249ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101242ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	CHEMIN VENELLE	C19LA101702ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	CHEMIN OLHET	C19LA081581ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	CHEMIN LANDABOURE	C19LA081583ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	CHEMIN MOUSTEGUY	C19LA081582ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	IMPASSE AGUERRIA	C19LA081585ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	RUE DE BIDARTEA	C19LA081584ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/04/2019	15	CHEMIN LATXALDE	C19LA081590ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA081586ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA081587ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA081588ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA081589ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA101322ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA101321ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA101325ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA101324ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	CHEMIN MENDY	C19LA101323ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	CHEMIN ISTIART	C19LA101329ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	CHEMIN ISTIART	C19LA101328ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	CHEMIN DE MENDIBOURE	C19LA101326ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	ROUTE DU BOURG	C19LA101327ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	ROUTE DU BOURG	C19LA101330ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	ROUTE DE L ADOUR	C19LA101676ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101678ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	C19LA081939ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	C19LA081810ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	PLACE SALLABERRY	C19LA101677ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	C19LA081940ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	IMPASSE UR ALDE	C19LA101675ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	C19LA081553ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	C19LA081551ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE L ADOUR	C19LA101672ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	C19LA081552ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN HARAN	C19LA101673ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DU BOURG	C19LA081554ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE PIERRE ORY	C19LA081555ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	PLACE SALLABERRY	C19LA101679ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE PIERRE ORY	C19LA081556ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE PIERRE ORY	C19LA081557ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE PIERRE ORY	C19LA081558ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA101680ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	RUE PIERRE ORY	C19LA081559ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/04/2019	15	CHEMIN LA BOURGADE	C19LA101805ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/04/2019	15	RUE UR ALDE	C19LA101810ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/04/2019	15	IMPASSE BIRUETA	H19UA158880ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/04/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C19LA081560ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	15	PORT D URCUIT	C19LA098623ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	15	BOURG D URCUIT	C19LA098622ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	15	CHEMIN DE MENDIBOURE	C19LA098624ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	15	IMPASSE BIRUETA	C19LA098606ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	15	CHEMIN DU FILON	C19LA101071ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/05/2019	15	IMPASSE PIERRE ORY	C19LA101076ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/06/2019	40	CHEMIN ASSEROL	C19SE812311AVHQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	CHEMIN MOUSTEGUY	D19BA165548ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	15	CHEMIN LANDABOURE	C19LA114100ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	CHEMIN MENDIBIL	D19BA140321ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	CHEMIN LA BOURGADE	D19BA140318ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	17/06/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	D19BA140322ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	15	ROUTE DE CHATORTEGUY	C18LA592159
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	15	CHEMIN OLHET	H19UA107174
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/06/2019	15	BOURG D URCUIT	C19LA098588
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/06/2019	15	CHEMIN DE MENDIBOURE	C18FA790200
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	ROUTE DE L ADOUR	D19BA151737ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	IMPASSE AGUERRIA	D19BA151729ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	CHEMIN D AGUERRIA	D19BA151733ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	ROUTE DE L ADOUR	D19BA151732ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	ROUTE DE LAHONCE	D19BA151731ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	CHEMIN ARTIGUENAVE	D19BA151736ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/06/2019	15	ROUTE DE BAYONNE	D19BA151728ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour anomalie technique	15/10/2019	15	PLACE SALLABERRY	I19JA160376ADDQ
URCUIT	compteur remplacer pour anomalie technique	24/12/2019	15	ROUTE DU BOURG	H19UA189468
URT	compteur remplacer pour contrôle métrologique	03/01/2019	15	RUE MIRENTXU	C18LA273569ADDQ
URT	compteur remplacer pour contrôle métrologique	09/01/2019	15	PLACE DE L EGLISE	C18LA273582ADDQ
URT	compteur remplacer pour contrôle métrologique	09/01/2019	15	RUE DE L ERMITAGE	C18LA273583ADDQ
URT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/04/2019	15	CHEMIN DU BAC	C19LA101564ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
URT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/06/2019	15	RUE LACARRE	C18LA592155ADDQ
URT	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/06/2019	15	RUE LACARRE	C19LA126490ADDQ
URT	compteur remplacer pour anomalie technique	27/06/2019	15	CHEMIN DU BROY	D18BA281088
URT	compteur remplacer pour anomalie technique	29/07/2019	15	CHEMIN DU BROY	H19VA266957
URT	compteur remplacer pour anomalie technique	05/08/2019	15	AVENUE GENEVOIS	I19JA171367ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour contrôle métrologique	02/01/2019	15	FRONTON DU BOURG	C18LA273592ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	03/01/2019	15	ROUTE LANDAGOIEN	C18LA586941
USTARITZ	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	04/01/2019	15	ROUTE D ARRUNTZ	C18LA456332ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	07/01/2019	15	CHEMIN LEGARREKOBORDA	C18FA790214
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/01/2019	15	ROUTE JAMOTENEA	C18LA456397ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	12/02/2019	15	IMPASSE PURGUKO TEILABERRIAK	C18LA592239ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	12/02/2019	15	IMPASSE PURGUKO TEILABERRIAK	C18LA592371
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	CHEMIN HARDA	C19LA081542ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/03/2019	15	CHEMIN SALESENBORDA	C19LA081541ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	28/03/2019	15	ROUTE DE XOPOLO	C18LA592234ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	02/04/2019	15	CHEMIN UHALDEKOBORDA	D19BA111440
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/04/2019	15	ROUTE DE LA NIVE	C19LA101774ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	IMPASSE ALDAPA	C19SD006356ARGQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	RUE KIROLETA	C19SD006373ARGQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	RUE DU BOURG	C19SD006371ARGQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	CHEMIN LEIHORRONDO	C19SD006386ARGQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	14/05/2019	20	CHEMIN DE EIHERA ZAHARRA	C18SB067699AMEQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	LOTISSEMENT SAGARDIA	D19BA155834ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/05/2019	15	CHEMIN ETXEHASIA	C19LA101078ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	CHEMIN DE DIHINXENEA	C19SE812294AVHQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/06/2019	40	RUE HIRIBEHERE	C19SE812296AVHQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	CHEMIN MENTABERRIKOBORDA	C19LA132663ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	LOTISSEMENT SAGARDIA	D19BA165551ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	15	ROUTE DE XOPOLO	D19BA165552ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/06/2019	30	PLACE DE BILGUNE	C19SD007868ARGQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	18/06/2019	20	CHEMIN ALDABEA	C19FB018737
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	25/06/2019	15	ROUTE DE LA NIVE	I19JA164072ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/06/2019	15	IMPASSE NARBE BORDA	D19BA151793ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/07/2019	40	FRONTON D HERAURITZ	C19SE004501AVGQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	04/07/2019	30	CHEMIN ERREPIETA BIDEA	C19SD006330

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2019	15	CHEMIN LANJAENEA	D19BA145465ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	29/08/2019	15	CHEMIN BAHETENEA	D19BA140493ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	30/08/2019	15	IMPASSE DE MAXALA BAZTERRA	I19JA171611ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	03/09/2019	15	CHEMIN BELEBURUA	I19JA171428ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	10/09/2019	15	CHEMIN DE LA GARE	C19LA098431ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	10/09/2019	15	CHEMIN DE LA GARE	D19BA160809ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	04/10/2019	15	CHEMIN DE LA GARE	I19JA171512ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	30/10/2019	15	CHEMIN DE LA GARE	H19UA189270
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	18/11/2019	15	RUE OROK BAT	H19VA438751
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	19/11/2019	15	IMPASSE OROK BAT	C17LA534771ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	19/11/2019	15	IMPASSE DE LANDA HANDI	H19UA189249
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	21/11/2019	15	RUE HIRIBEHERE	I19JA170893ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	21/11/2019	15	LOTISSEMENT SAGARDIA	D19BA140474ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	21/11/2019	15	ROUTE D ELIZAHEGI	I19JA363519ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	25/11/2019	15	RUE DU BOURG	D19BA155588ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	27/11/2019	15	ROUTE DE LA NIVE	I19JA101091ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	13/12/2019	15	CHEMIN ERREKA BIZIAK	D19BA151671ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	13/12/2019	15	CHEMIN GAINEKO LANDAK	D19BA151672ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	13/12/2019	15	RUE MORDOTXO	D19BA151676ADDQ
USTARITZ	compteur remplacer pour anomalie technique	16/12/2019	15	RUE DU BOURG	H19UA261064
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour anomalie technique	25/02/2019	15	CHEMIN LARRAMENDEA	C18FA790325ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/03/2019	15	ROUTE DES CIMES	C19LA081617ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/03/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTAL 257	C19LA081618ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/03/2019	15	CHEMIN DU QUARTIER BAS	C19LA081526ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/03/2019	15	CHEMIN BAHUNENEA	C19LA081527ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/03/2019	15	CHEMIN LARRAMENDEA	C19LA081528ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/03/2019	15	CHEMIN LARRAMENDEA	C19LA081529ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/03/2019	15	CHEMIN ZAMORATEGIA	C19LA081530ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	CHEMIN DE PAGOLAKOBORDA	C19LA081927ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	ROUTE DES CIMES	C19LA081926ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	CHEMIN HARIAGARAIA	C19LA081925ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/03/2019	15	ROUTE DES CIMES	C19LA081924ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/05/2019	30	CHEMIN BIZARBELXENEA	C19SD006368ARGQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	ROUTE DES CIMES	C19LA132666ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/06/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTAL 257	C19LA132665ADDQ

Commune	Type intervention	Mois réalisation	Diamètre compteur	Rue	Matricule compteur nouveau
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/06/2019	15	CHEMIN ETXE NOZIA	D19BA140319ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/07/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTAL 257	H19UA261008
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour anomalie technique	12/09/2019	15	QUARTIER BAS	C18FA660971ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour anomalie technique	16/10/2019	15	ROUTE DEPARTEMENTAL 257	I19JA171429ADDQ
VILLEFRANQUE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/12/2019	15	CHEMIN BARTXENEA	H19UA189461

7.3 Annexe 3 Reliquat Plomb

Reliquat des branchements plomb sur le périmètre URA :

Commune	Civilité	Nom client	GEN/DIV	Type de raccordement	Matériau avt compteur	N°	Nom de voie site
ARCANGUES	MME	ATLAN, ELODIE	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	1454	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME M	BELLETTRE, Claude	Normal	Non Raccordable	Plomb	1032	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME M	BLANCHARD E, JUNGBLUT MARC	Normal	Non Raccordable	Plomb	12	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME M	BOUYRELOU/JACQUES, .	Normal	Non Raccordable	Plomb	12	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	M	CASTELLO, Henri	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 254
ARCANGUES	MME M	CHOROT, Franck	Normal	Non Raccordable	Plomb	35	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	M	DE YBARRA, JUAN	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 254
ARCANGUES	M	DOMEGE, Frédéric	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	21	COTE DU CHAPELET
ARCANGUES	M	DUFAU, MICHEL	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	1398	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME	ETCHEGORRY, JEANNE	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	17	COTE DU CHAPELET
ARCANGUES	MME M	EYHARTS, Jean-Baptiste	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 254
ARCANGUES	MME M	FARABOS, Christian	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	22	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME	GAVINA-VIGNES, KARINE	Normal	Non Raccordable	Plomb	12	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME	GUILLETON, JUSTINE	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	25	COTE DU CHAPELET
ARCANGUES	M	ITURBIDE, Henri	Normal	Non Raccordable	Plomb		CHEMIN DE BORDATTOA
ARCANGUES	M	LAUGIER, .	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 254
ARCANGUES	M	LEGLISE, Olivier	Normal	Non Raccordable	Plomb	2936	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	MME M	MUTIO, JOSEPH	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	15	COTE DU CHAPELET
ARCANGUES	MME M	PASSINI - VARRA, .	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	3103	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	M	SARHY Julien	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 254
ARCANGUES	M	SIBE, ALEXANDRE	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	5200	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	M	TIXIER, PAUL	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	12	ROUTE DEPARTEMENTALE 3
ARCANGUES	M	TOUYA, Noel	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	5	ROUTE DE LANCHIPIETTE
BASSUSSARRY	MME M	ANSOLA, Jean	Normal	Non Raccordable	Plomb	660	ROUTE DE SAINT PEE
BASSUSSARRY	MME	ARSET, DENISE	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	297	ALLEE DE BIELLE NAVE
BASSUSSARRY	M	BABY, LUDOVIC	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DE SAINT PEE
BASSUSSARRY	MME	DARLAS, JOSETTE	Normal	Raccordable raccordé	Plomb		ROUTE DE SAINT PEE
BASSUSSARRY	M	GARAT THIBAUT, OLAS MARIE	Normal	Non Raccordable	Plomb	901	ROUTE DE SAINT PEE
BASSUSSARRY	M	LEGAY, YVES	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	1431	ROUTE DE SAINT PEE
ITXASSOU	M	IRIBARNE, Gilles	Normal	Non Raccordable	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 918

ITXASSOU	MME	LASCARAY, Marie Jeanne	Normal	Raccordable raccordé	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 918
ITXASSOU	M	TEILLERIE, Jacques	Normal	Raccordable raccordé	Plomb		ROUTE DEPARTEMENTALE 918
MOUGUERRE	M	ETCHEVERRY, Bernard	Normal	Non Raccordable	Plomb	183	CHEMIN D HERAZTOI
MOUGUERRE	MME	MAZERES, CELIA	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	3	VOIE COMMUNALE DE CIGARO
MOUGUERRE	MME	PASTOR, CHRISTINE	Normal	Non Raccordable	Plomb	481	ROUTE D IBUSTY
ST PIERRE D IRUBE	M	BOUTONNIER, Jacques	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	31	AVENUE DE LA BASSE NAVARRE
ST PIERRE D IRUBE	SA	CSCP FRAIS GENERAUX	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	15	AVENUE DU LABOURD
USTARITZ	MME M	MORGANA, Adalberto	Normal	Raccordable raccordé	Plomb	50	CHEMIN MARITTOENEA
VILLEFRANQUE	M	PERET, Alain	Normal	Raccordable non raccordé	Plomb	67	CHEMIN JAUREGIZAHARA

7.4 Annexe 4 Temps de fonctionnement des ouvrages de pompage

Année 2019	Forage Errepira		Usine d'Errepira		Réservoir d'Ametzarreta		Rés. Briscous Bas et Surpr. d'Irourit	
	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)
Janvier	270,30	254,54	274,68	248,76	33,46	82,87	141,76	144,97
Février	294,00	206,05	235,90	245,60	3,05	3,23	128,32	130,50
Mars	318,84	253,76	232,12	304,54	3,05	3,01	125,21	132,42
Avril	241,15	259,96	205,55	282,97	19,05	17,75	133,32	137,52
Mai	259,78	267,62	239,55	278,91	5,06	4,62	150,63	164,27
Juin	312,49	255,01	234,08	304,37	4,80	7,66	146,37	148,31
Juillet	360,94	259,28	268,22	319,02	14,85	17,87	159,91	166,50
Août	388,47	199,03	274,63	315,89	16,83	11,07	151,46	156,98
Septembre	272,03	229,78	293,70	272,52	9,33	21,28	156,12	157,55
Octobre	436,91	194,08	281,09	271,14	11,47	4,13	153,39	151,08
Novembre	272,54	252,15	250,91	184,03	14,99	12,29	151,39	160,47
Décembre	252,55	264,68	264,68	178,23	3,54	15,53	155,59	160,10
Total	3 680,00	2 895,94	3 055,11	3 205,98	139,48	201,31	1 753,47	1 810,67

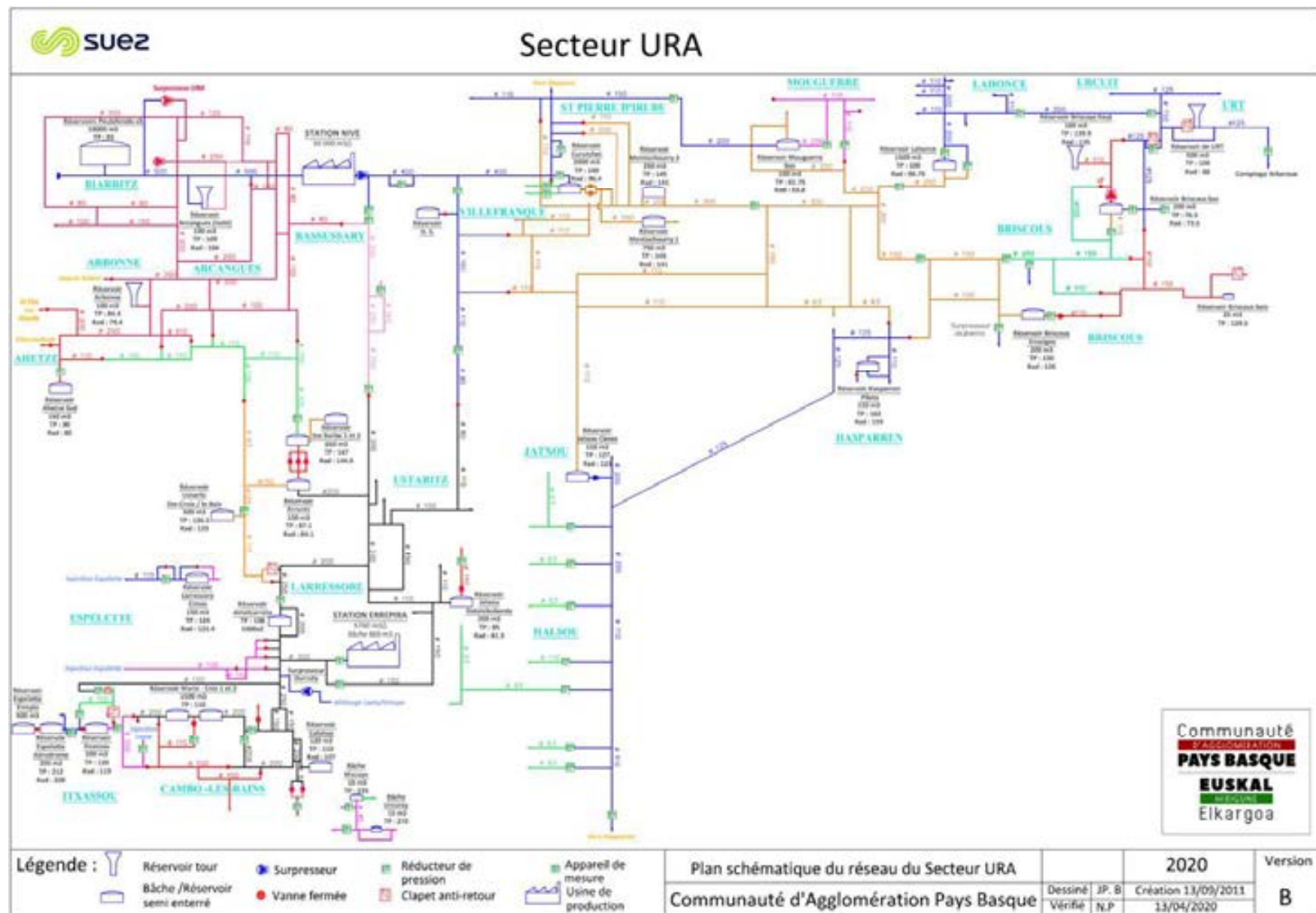
Année 2019	Rés. Curutchet et Reprise Mentachoury		Rés. Jatxou et Surpr. Dolatekoborda		Réservoir d'Itxassou		Surpr. Marienia
	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)
Janvier	233,60	245,79	8,75	8,24	0,00	0,00	743,78
Février	69,70	350,89	4,44	4,44	0,00	0,00	672,00
Mars	252,85	210,02	5,97	5,94	0,00	0,00	744,00
Avril	233,13	202,38	5,46	5,43	0,00	0,00	719,98
Mai	254,41	218,23	5,54	5,53	0,00	0,00	717,60
Juin	260,91	243,52	7,04	6,99	0,06	0,04	719,95
Juillet	312,54	251,13	6,87	6,82	0,00	0,00	744,00
Août	283,18	232,90	10,22	7,54	0,00	0,00	744,00
Septembre	257,36	221,33	7,07	6,40	0,00	0,00	720,00
Octobre	252,39	211,59	6,43	5,67	0,00	0,00	740,69
Novembre	276,89	205,77	13,61	9,05	0,00	9,40	719,98
Décembre	295,45	234,49	9,65	7,68	2,70	0,00	744,00
Total	2 982,41	2 828,04	91,05	79,73	2,76	9,44	8 729,98

Année 2019	Rés. et Surpr. Route de l'Enseigne		Réservoir et surpression d'Arcangues			Station de surpression de Macaye	
	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 3 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)
Janvier	9,00	9,00	0,00	30,24	26,74	31,00	28,00
Février	14,00	14,00	266,84	434,91	251,73	28,00	25,00
Mars	18,00	17,00	0,00	0,00	0,00	26,00	23,00
Avril	9,00	1,00	0,00	0,00	0,00	19,00	18,00
Mai	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,00	19,00
Juin	18,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,00	16,00
Juillet	18,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,00	20,00
Août	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,00	18,00
Septembre	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,00	17,00
Octobre	26,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	14,00
Novembre	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	20,00	18,00
Décembre	156,00	146,00	0,00	0,00	0,00	21,00	19,00
Total	308,00	190,00	266,84	465,15	278,47	260,00	235,00

Année 2019	Surpresseur de Poutchinots vers URA				Surpresseur et Réservoir Arruntz		
	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 3 (h)	Pompe 4 jockey (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 3 (h)
Janvier	608,14	632,20	541,09	0,03	138,93	0,00	152,81
Février	78,30	37,54	81,01	0,08	110,82	35,09	127,33
Mars	505,04	530,89	553,61	3,53	84,86	163,59	97,44
Avril	720,00	351,90	651,12	0,03	91,98	216,86	65,97
Mai	354,94	541,02	632,16	0,03	127,83	212,00	15,09
Juin	634,41	640,75	604,05	0,03	117,85	298,87	0,00
Juillet	710,93	714,91	724,00	0,03	114,72	371,32	0,00
Août	737,07	743,48	731,88	0,25	119,76	337,53	0,00
Septembre	640,25	421,35	658,22	0,03	115,06	252,60	0,00
Octobre	630,40	439,10	378,66	0,03	121,74	240,42	0,00
Novembre	612,94	506,01	249,70	4,76	115,58	264,29	0,00
Décembre	482,63	440,13	547,84	0,03	92,73	282,89	0,00
Total	6 715,05	5 999,28	6 353,34	8,86	1 351,86	2 675,46	458,64

Année 2019	Surpresseur Jatxou Rte des Cimes			Surpresseur Jauberria Briscous		Surpression Durruty	
	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 3 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)	Pompe 1 (h)	Pompe 2 (h)
Janvier	176,10	257,89	205,70	237,29	240,77	45,43	44,60
Février	102,28	329,87	246,77	198,44	188,55	50,64	41,00
Mars	151,68	324,93	308,52	146,06	263,81	50,11	50,69
Avril	80,49	329,92	316,41	196,19	210,93	101,03	95,26
Mai	141,80	333,47	285,98	239,77	206,82	99,26	98,39
Juin	119,19	424,69	205,76	215,54	293,76	102,59	81,24
Juillet	140,46	378,14	266,25	257,09	309,35	96,84	98,58
Août	37,35	396,33	324,99	248,09	245,21	56,45	74,51
Septembre	83,52	404,01	248,57	280,23	317,92	12,86	11,72
Octobre	126,69	322,41	285,80	355,20	333,09	46,06	42,93
Novembre	116,56	304,10	307,56	321,40	338,13	100,46	86,18
Décembre	111,61	357,97	281,92	332,45	318,32	70,27	81,45
Total	1 387,73	4 163,73	3 284,23	3 027,75	3 266,66	832,00	806,55

7.5 Annexe 5 Synoptique Ura Eau Potable





Prêts pour la révolution de la ressource